



SEPTEMBRE
OCTOBRE
2020
#19

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

★

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

AVEC LUCIEN SÈVE

p. 3 L'ÉDITO
Est-ce ainsi que les
hommes vieillissent ?

p. 7 REGARD
Banksy Re-pansons
nos imaginaires

p. 79 STATISTIQUES
Une surmortalité deux fois
plus élevée des personnes
nées à l'étranger

p. 8 GRAND ENTRETIEN

**Fabien Roussel : « Un besoin de réponses
collectives, de coopérations et de commun »**

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Est-ce ainsi que les hommes vieillissent ?

6 POÉSIES

Francis Combes Ernesto Cardenal

7 REGARD

Élodie Lebeau Banksy

8 LE GRAND ENTRETIEN

Fabien Roussel, Un besoin de réponses collectives, de coopérations et de commun

12 LE DOSSIER : AVEC LUCIEN SÈVE

Jean Quétier, Guillaume Roubaud-Quashie Penser avec Lucien Sève aujourd'hui

Jean-Michel Galano Un si éloquent silence...

Florian Gulli Lucien Sève et Lénine

Roger Martelli Lucien Sève. Un marxisme savant et militant

Jean-Pierre Lefebvre Lucien Sève et la traduction de Marx

Guillaume Roubaud-Quashie Les trois vies militantes de Lucien Sève

Julien Hage Lucien Sève, éditeur communiste

Henri Atlan Lucien Sève et les questions éthiques

Julian Roche Une théorie marxiste de la personnalité

Yves Schwartz Activité et personnalité : un débat avec Lucien Sève

Jean-Yves Rochex Marxisme et sciences du psychisme : penser avec Lucien Sève

Stéphane Bonnéry Les dons et autres idéologies inégalitaires, une bataille toujours nécessaire

Jean Sève Lucien Sève vu par son fils

52 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Les défis de la gauche en Espagne

54 PARLEMENT-ÉLUS

Soutenir les ménages endifficulté

58 CONTROVERSE

Gérard Streiff L'âge d'or de la télévision

60 CRITIQUE DES MÉDIA

ACRIMED Covid 19 : les économistes de Bruno Le Maire saturent l'espace médiatique

64 FÉMINISME

Céline Bessière, Sibylle Gollac Le genre, facteur de reproduction de la société de classes

67 PHILOSOPHIQUES

Lucien Sève Combattre les dramatiques contre-vérités sur la vieillesse

68 BULLETIN D'ABONNEMENT

69 HISTOIRE

Emmanuel Guillet Archéologue, un métier pluriel au service de la mémoire

72 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Nora Semmoud, Florence Troin Sentiments et territoires d'une « révolution » (Le Caire, 2011)

75 SCIENCES

Marie Piéron Science populaire à Ivry-sur-Seine

78 SONDAGE

Gérard Streiff Rendre des comptes

79 STATISTIQUES

Fanny Charnière Une surmortalité deux fois plus élevée des personnes nées à l'étranger

80 HORS CADRE

Lou Simon Des prisonniers sans défense ?

83 LIRE

Geoffrey Dagard Slavoj Žižek La Révolution aux portes - Sur Lénine

86 CRITIQUES

- **Jean Allouch** *Nouvelles remarques sur le passage à l'acte*
- **Fiodor Rilov, Alexia Eychenne** *Qui a tué vos emplois ?*
- **Pierre Dharréville** *Les dix commencements du jour d'après*

89 EN DÉBAT

Florian Gulli « Démocratie libérale » et « démocratie antilibérale »

92 EN DÉBAT

Saliha Bousseadra L'impossible mémoire des femmes anonymes

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Jean Quétier

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quétier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Bousseadra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Sophie Mazenot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Laura Moscarelli, Michaël Orand, Léo Purguette, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Responsable financier : Mitra Mansouri-Guilani, Tél. 01 40 40 13 41 - mmansouri@paul-langevin.fr Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : septembre/octobre 2020 - N°19 - ISSN 2265-4585 - N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Est-ce ainsi que les hommes vieillissent ?

Elsa Triolet, plus et mieux que beaucoup d'écrivains, a peint la vieillesse, ce « néant avant la lettre » (*Quel est cet étranger qui n'est pas d'ici ?*), avec une implacable lucidité. Dans son dernier livre, *Le Rossignol se tait à l'aube*, le propos est sans illusion : « les jeux étaient faits, tout était comme c'était, les biographies terminées, cuites, racontables ». Ou encore, concentrant son regard sur les corps au moyen d'une image passée en français dans le langage courant – ce qu'on appelle en termes savants, une catachrèse, une métaphore morte, imperceptible à force d'être usée (les *pieds* d'une chaise) – : « elle vit s'approcher d'elles quelques-unes de ces ombres, quelques croûtons de ce qui au petit matin de la vie avait été du bon pain frais sorti du four. »

On pourrait également évoquer Simone de Beauvoir, autrice de *La Vieillesse*.

« La vieillesse apparaît comme une disgrâce : même chez les gens qu'on estime bien conservés, la déchéance physique qu'elle entraîne saute aux yeux. Car l'espèce humaine est celle où les changements dus aux années sont les plus spectaculaires. Les animaux s'efflanquent, s'affaiblissent, ils ne se métamorphosent pas. Nous, si. On a le cœur serré quand à côté d'une belle jeune femme on aperçoit son reflet dans le miroir des années futures : sa mère. » Et la philosophe de citer Claude Lévi-Strauss expliquant que les Indiens Nambikwara n'ont qu'un mot pour dire « jeune et beau » et un autre pour dire « vieux et laid ».

Est-ce un hasard si deux des principaux écrivains francophones de la vieillesse au XX^e siècle sont des écrivaines ? Les si lourdes injonctions sociales pesant sur le corps des femmes dans une logique profondément patriarcale (sois belle et désirable... pour des hommes qui n'ont pas forcément à l'être, eux) ne les ont-elles pas rendues plus attentives que leurs confrères de plume à ce douloureux « dard de la vieillesse » (Elsa Triolet) ?

« Quel sort réservons-nous à nos aînés,
à ces possibles futurs nous-mêmes ? »

Les crèmes de jour et la gymnastique douce ont-elles périmé ces réflexions du siècle passé ? On en doute. Les progrès (tout inaboutis qu'ils demeurent) en matière d'égalité femmes-hommes et l'appétit marchand des vendeurs de beauté sont peut-être même en train d'élargir le sujet à l'autre moitié de l'humanité : les hommes ne commencent-ils pas à devoir être et demeurer quelque peu physiquement désirables rendant par là la vieillesse plus largement amère par le tableau du corps qu'elle présente aux yeux de tous et aux siens propres ? Malgré quelques exceptions, la vieillesse est donc soigneusement cantonnée – un peu comme la folie – à l'écart des regards et des conversations du grand nombre. Au- ►►

- delà des seuls enjeux corporels, même le mot semble brûler la bouche comme rides et cheveux blancs paraissent effrayer les yeux. Écoutons la langue, même parmi les progressistes : l'Union des vieux de France est depuis 1980 l'Union nationale des retraités et personnes âgées... (de vive utilité, par ailleurs, support de précieuses mobilisations.) Dans le débat politique commun, il faut bien une pandémie historique et une canicule pour qu'on parle publiquement et sérieusement des maisons de retraite ou, comme on dit, des « établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (EHPAD). Quel sort réservons-nous à nos aînés, à ces possibles futurs nous-mêmes ? Sans vouloir faire ici un procès général et universel, comment ne pas évoquer le spectacle glaçant de ces vieillards effondrés, bouche semi-close, qui demeurent des heures durant sur de spartiates fauteuils autour d'une télévision hurlant des programmes ineptes ? J'ai vu – hélas, sans du tout penser être le seul – de solides vieilles dames à l'esprit vif *s'effondrer* mentalement en quelques mois. Répétons-le : point de procès universel, il y a EHPAD et EHPAD. Point de procès, surtout, aux personnels qui, avec si peu de moyens, font ce qu'ils peuvent. Ils sont les premiers à souffrir de ne pouvoir bien faire ce travail de soin et d'attention. Reste une arête énorme : la dignité.

« Regarder la vieillesse dans les yeux, c'est affronter une question civilisationnelle majeure qui implique, tendanciellement, tout un mode de production. »

De ce point de vue aussi, on voudrait discuter les théorisations qui lient rémunération et utilité sociale. Il est certain que l'esquisse quelque peu apocalyptique qu'on vient de brosser n'aborde pas une grande mutation historique : des millions de personnes aujourd'hui retraitées jouent un rôle très actif dans la société, pouvant se déployer hors du travail salarié pour mieux nourrir la vie associative, politique, familiale, artistique, intellectuelle... Certes, et le phénomène est absolument majeur. Pour autant, quel danger à sembler conditionner des pensions de retraite à cette utilité. Et si les hasards de la vie biologique – et les cruautés de la vie sociale – vous amènent à ne plus avoir grande utilité sociale, doit-on vous abandonner à cette bave sur les genoux devant une terne lucarne ? Impérieux doit demeurer le principe de dignité humaine et les droits à pension qu'ouvre une vie active de cotisations sociales. Quel chemin devant nous pour une vie rendue à l'humanité pour des centaines de milliers de personnes. Que d'indispensables dépenses à enfin engager. Quelques mots encore. Achéons de mettre les pieds dans le plat, et abordons ce débat qui accompagne plus ou moins sourdement l'actuelle pandémie : est-il bien raisonnable de bouleverser la vie économique et sociale à ce point pour la survie de vieux qui n'ont que quelques années à vivre encore ? Autrement dit, que vaut la vie d'un vieux ? On a vu la réponse dans les pays qui affichent le plus cyniquement la logique du profit comme étendard :

pas grand-chose. Cf. Bolsonaro & consorts. *The (business) show must go on* [le spectacle spectacle (du *business*) doit continuer]. Dussent des dizaines de milliers de vieux périr. Ce qui ne contredit pas cette petite pointe fascisante : que les plus forts survivent, délestés du fardeau des faibles. Ce qui ne met pas davantage en péril la logique comptable : que meurent les moins productifs. La nue logique du capital, qu'on présente encore souvent comme la compagne inséparable de la démocratie, se montre ici dans toute sa hideur et sa vérité : profit et accumulation aimantent seuls la boussole. Nous, nous disons nettement : la vie, « quoi qu'il en coûte ». Mais ajoutons : « sans présenter la facture à ceux-là seuls qui n'ont pas grand-chose ni en rognant encore sur les utiles dépenses publiques ».

« Pour changer la vie du grand nombre, de ceux et celles qui créent les richesses dont d'autres profitent, il faut inventer un vrai «bien vieillir», générateur de nouveau bonheur humain en même temps que d'efficacité sociale supérieure. » **Lucien Sève**

Sans que le panorama soit ici complet, on mesure bien que regarder la vieillesse dans les yeux, c'est affronter une question civilisationnelle majeure qui implique, tendanciellement, tout un mode de production. Laissons, dans cet esprit, le dernier mot à un octogénaire communiste de 2010 en pleine possession de ses moyens intellectuels, Lucien Sève, pour qui il convenait d'« émanciper pour de bon toute la succession des âges sociaux : offrir à chacun des formations initiales de haut niveau ; en finir avec le chômage des jeunes ; désaliéner en profondeur le travail ; organiser une sécurité continue de l'emploi et/ou de la formation ; du même coup, passer d'un temps libre petitement compensatoire à une vie hors travail richement formatrice ; favoriser au maximum la préparation des quinquagénaires à leur vie postprofessionnelle — ouvrir ainsi en grand la perspective de plusieurs dizaines d'années actives d'autre façon, soustraites aux logiques exploiteuses dans un système consolidé de retraites par répartition, revalorisées sur la base d'une plus juste redistribution des richesses et indexées sur les salaires. Voilà qui ferait de la France de 2040 le contraire d'un pays vieilli. Pour changer la vie du grand nombre, de ceux et celles qui créent les richesses dont d'autres profitent, il faut inventer un vrai «bien vieillir», générateur de nouveau bonheur humain en même temps que d'efficacité sociale supérieure. Les progrès de la biomédecine induisent une révolution démographique avec l'allongement de la vie. Lequel, sous peine d'un vaste «mal vieillir», impose d'engager de façon pacifique mais combative une vraie révolution sociobiographique. » ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

ERNESTO CARDENAL

Le poète nicaraguayen Ernesto Cardenal est décédé le 1^{er} mars de cette année, à l'âge de 95 ans. Cardenal est l'une des figures majeures de la poésie latino-américaine, un grand poète révolutionnaire comparable, à mes yeux, au Chilien Pablo Neruda ou au Cubain Nicolás Guillén.

Après sa jeunesse au Nicaragua, et l'échec du soulèvement de 1954, il part faire ses études à Mexico, puis à la Columbia University de New York. Il se passionne pour les cultures préhispaniques et se lie d'amitié avec des poètes de la Beat Generation, comme Allen Ginsberg.

Ordonné prêtre catholique, il fait sa retraite de moine trappiste dans un monastère des États-Unis. L'idée de la poésie qui était la sienne était celle d'une parole partageable, aussi accessible que possible, à la fois sensible et rationnelle. Il faisait figure de « chef de file » de tout un courant que l'on a baptisé « l'extériorisme » ou « la poésie conversationnelle », à laquelle se rattachait aussi son ami Roberto Fernández Retamar, le président de la Casa de las Americas, récemment décédé. En 1966, il fonde la communauté de Solentiname, sur le lac Nicaragua qui deviendra un centre de la culture indienne et un lieu actif d'échanges intellectuels, dont Julio Cortázar a témoigné dans sa nouvelle *L'Apocalypse de Solentiname*. Mais en 1977, l'armée du dictateur rase la communauté. Ernesto Cardenal entre alors dans la clandestinité et rejoint le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Après la victoire de la révolution, en 1979, il est nommé ministre de la Culture. Il fut d'ailleurs l'une des personnalités marquantes de la « théologie de la libération ». Ce qui lui avait valu de se faire réprimander publiquement par le pape Jean-Paul II, sur le tarmac de l'aéroport de Managua. Ces dernières années, il avait pris ses distances avec le Front sandiniste, sans renier son engagement...

Plusieurs de ses livres ont été publiés en France, aux éditions du Cerf, à la Différence et au Temps des Cerises : *Oraison à Marilyn Monroe* et les *Poèmes de la révolution*, tous traduits par Claude Couffon et Bernard Desfretières. Mais son chef d'œuvre, *Cánto cósmico* reste inédit en français. ●

Francis Combes

ÉPIGRAMMES

J'ai distribué des feuilles clandestines,
crié « Vive la liberté ! » en pleine rue,
défié les policiers armés.

J'ai pris part à la rébellion d'Avril :
mais je pâlis quand je passe devant chez toi
et ton seul regard me fait trembler.

IMITATION DE PROPERCE

Je ne chante pas la défense de Stalingrad
ni la campagne d'Égypte
ni le débarquement en Sicile
ni la traversée du Rhin par le général Eisenhower :
Je ne chante que la conquête d'une fille.
Ce ne fut pas avec les bijoux de Morlock le joaillier,
avec les parfums de Dreyfus
ou un coffret de mica rempli d'orchidées
ou une Cadillac
mais avec mes poèmes que je l'ai conquise.
Et elle me préfère, bien que pauvre, à tous les millions
de Somoza.

CIMETIÈRE DES TRAPPISTES

Le printemps est là dans le cimetière des trappistes,
le cimetière que verdit l'herbe fraîche coupée
avec ses croix de fer alignées comme des sillons,
où l'oiseau cardinal appelle son aimée et où l'aimée
répond à l'appel de son amoureux aux plumes rouges.
Le roitelet ramasse des brindilles pour son nid
et l'on entend de l'autre côté de la route
la rumeur du jaune tracteur tondant l'enclos.
Vous êtes maintenant phosphore, azote, potassium.
Et avec la pluie de la nuit déterrante les racines
et épanouissant les bourgeons, vous nourrissez les plantes
comme vous les mangiez, ces plantes qui furent des hommes
et avaient été plantes, ayant été phosphore, azote, potassium.
Mais quand le cosmos reviendra à l'hydrogène originel
– car nous sommes hydrogène et hydrogène redeviendrons –
vous ne ressuscitez pas seuls, comme lorsque vous fûtes
enterrés : dans votre corps toute la terre ressuscitera :
la pluie de cette nuit, le nid du roitelet,
l'Holstein blanc et noire paissant sur la colline,
l'amour de l'oiseau cardinal et le tracteur de mai.

« Gethsémani », KY, 1964
in *Oraison pour Marilyn Monroe*,
traduit et présenté par Claude Couffon.

Banksy

Re-pansons nos imaginaires



Game Changer, 2020, © Banksy.

En mai dernier, alors que la crise sanitaire était à son apogée en Angleterre, le célèbre artiste urbain, Banksy, a fait don de ce dessin de circonstance au personnel soignant de l'hôpital de Southampton. Exposé jusqu'à l'automne sur les murs de l'établissement, près du service des urgences, il sera ensuite vendu aux enchères au profit du système de santé national britannique (National Health Service), financé par l'impôt. Après la destruction partielle de son œuvre *Girl with Balloon* (2006) lors d'une vente organisée par Sotheby's en 2018, voici une manière innovante de se jouer des collectionneurs qui cherchent souvent à investir dans l'art pour payer moins d'impôts ! Intitulé *Game Changer* (« qui change la donne »), ce dessin représente un petit-garçon jouant

avec sa nouvelle super-héroïne, une infirmière, tandis que ses jouets Marvel et DC Comics, les traditionnels Spider-Man et Batman, sont relégués dans la poubelle derrière lui. Comme à son habitude, l'artiste déconstruit les mythes qui façonnent nos imaginaires collectifs hégémoniques. La « culture populaire » nord-américaine, ici déjouée, rappelle son fameux *Dis-maland* (2015) où les visiteurs étaient invités à faire l'expérience d'un Disneyland sinistre, sans fard et sans filtre (*#nofilter*). Cette caricature tristement réaliste de notre société du spectacle laisse néanmoins place, avec cette nouvelle création, à un message d'espoir. Le « monde d'après », sera-t-il celui des changements de paradigmes sociaux et culturels ? ●

Élodie Lebeau



Un besoin de réponses collectives, de coopérations et de commun

Face à la crise du capitalisme, exacerbée par la pandémie, **Fabien Roussel**, secrétaire national du Parti communiste français, évoque les voies à emprunter pour reconstruire du collectif et permettre aux individus et aux peuples de s'émanciper des dominations. Après une analyse de la situation actuelle, il indique également les différentes actions qui vont ponctuer la rentrée politique.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **LÉO PURQUETTE** —

© Quelles leçons tirez-vous de la crise sanitaire ?

FR : Cette crise est d'abord terrible pour les victimes. Ce n'est pas la première fois qu'un virus se transmet de l'animal à l'homme. Mais il nous faut en tirer désormais toutes les conséquences. Cette crise révèle les méfaits de la mondialisation et la faillite du capitalisme. Elle révèle aussi l'importance des services publics, le rôle et le courage du monde du travail, l'indispensable souveraineté qui nous a fait défaut dans de nombreux domaines, comme le sanitaire et les médicaments.

Aujourd'hui, des chercheurs font la démonstration que l'homme est responsable de la transmission d'un virus animal. Par la déforestation intensive, l'urbanisation excessive, par l'absence de règles de protection. Tout cela génère de nouveaux fléaux (épidé-

miques, sociaux, climatiques, économiques, etc.). Pire, ce système affaiblit tous les boucliers arrachés par les luttes des peuples pour affronter les défis posés à l'humanité à chaque étape de son développement. Regardons les conséquences des coups portés à notre système de santé publique dans la gestion de la prise en charge des malades !

de cette pandémie, alors même que leurs agents font montre d'un dévouement et d'une capacité créatrice extraordinaires face à cette crise. C'est également tout notre appareil productif, son profond affaiblissement, qui est directement mis en cause. Le capitalisme a transformé une pandémie en catastrophe sanitaire.

« Confronté à une crise historique, le capital veut en faire payer le coût au monde du travail et aux classes populaires. »

Plus globalement, c'est l'ensemble des services publics qui se trouvent en difficulté pour affronter les conséquences

Même sans alternative immédiate crédible, la contestation du capitalisme a encore grandi dans ces circonstances,

lesquelles ont exacerbé les contradictions entre ce système, prédateur, dévastateur, mais contraint d'en appeler à des mutations profondes d'une part, et les aspirations des peuples d'autre part, pointant notamment l'urgence de rompre avec un mode de production et une répartition des richesses créées, sources de formidables gâchis et de profondes inégalités. Cette crise sanitaire a révélé le besoin de réponses collectives, de coopérations et de commun, à toutes les échelles. Rien n'est joué. Les forces du capital montrent leur capacité à dévoyer ces aspirations, à faire diversion pour, à l'image de l'éco-blanchiment (*greenwashing*), préserver et renforcer les mêmes logiques.

© Emmanuel Macron après avoir promis de se réinventer a nommé Jean Castex. Comment interprétez-vous ce choix ?

FR: Les discours en trompe-l'œil sur les « jours heureux » censés suivre la pandémie n'ont servi qu'à obtenir le consentement de la société le temps du confinement généralisé. Confronté à une crise historique, le capital veut en faire payer le coût au monde du travail et aux classes populaires. Le gouvernement de Jean Castex, Premier ministre désigné pour ne pas faire de l'ombre au président de la République contrairement à son prédécesseur, s'est vu doté d'une feuille de route en trois volets : rassembler les troupes à six cents jours de la présidentielle ; poursuivre l'éclatement du paysage politique et, plus particulièrement, la conquête d'un électorat de droite qui approuve sa politique dans les sondages, d'où la nomination à Matignon d'un personnage issu du sarkozysme ; conduire à cet effet une ligne de retour à l'orthodoxie libérale et austéritaire, relance des contre-réformes des retraites et de l'assurance-chômage, attaque contre la République en mettant en concurrence les collectivités territoriales, aggravation du cours répressif et autoritaire des dernières années...

Désigné pour son enracinement local et son « gaullisme social » revendiqué, le nouveau chef du gouvernement a aussi pour mission de déminer les terrains de confrontation avec le mouvement populaire, afin de préserver les chances d'Emmanuel Macron en 2022. C'est une équation impossible à résoudre. Nous entrons dans une phase de très grande instabilité, de grandes tensions, d'affaiblissement de l'autorité de l'exécutif sur le pays, d'aggravation de la crise politique que connaît la France depuis un certain temps déjà.

Ce pouvoir est aussi celui qui déverrouille les quelques leviers qui nous restent pour résister à la domination des marchés financiers et des exigences des actionnaires des grandes multinationales. Avec le prélèvement forfaitaire unique (*flat tax*), avec les baisses de cotisations et les crédits d'impôts sans conditions par exemple, plus de 40 milliards d'euros ont encore alimenté les portefeuilles des grands actionnaires, dont les dividendes ont une nouvelle fois atteint des sommets en 2019.

« Ce système affaiblit tous les boucliers arrachés par les luttes des peuples pour affronter les défis posés à l'humanité à chaque étape de son développement. »

© Vous avez estimé à l'Assemblée que le budget 2019 avait été « très bien exécuté ». De quel point de vue ?

FR: Au nom des députés communistes, j'ai dû prononcer un discours à l'assemblée sur l'exécution du budget 2019. C'est un exercice démocratique qui a lieu tous les ans à la même époque. C'est le rôle du parlement de contrôler l'action du gouvernement. Pour sortir un peu du discours traditionnel, j'ai effectivement ironisé en expliquant que le budget 2019, le « budget des riches », comme nous l'avions appelé, avait été très très bien exécuté ! Et les riches remercient vivement le gouvernement pour cela ! Quelques chiffres pour illustrer mon propos : ce pouvoir a parfaitement servi les grandes fortunes avec la baisse de l'ISF pour un montant de 3 milliards au bénéfice de 350 000 grandes fortunes. La France compte ainsi 62 000 millionnaires de plus, mais aussi 400 000 personnes supplémentaires vivant sous le seuil de pauvreté.

En revanche, la Sécurité sociale a vu ses ressources baisser de 5,5 milliards d'euros et les moyens de l'hôpital public ont été de nouveau amputés de 1 milliard. Les budgets consacrés à la rénovation des passoires thermiques sont demeurés bien trop faibles pour atteindre l'objectif de 700 000 rénovations annuelles, auxquelles nous obligent nos engagements pour le climat. Bref, ce pouvoir gère parfaitement les intérêts du capital et ceux des classes privilégiées, au détriment de ceux du monde du travail et de notre peuple en général. Voilà le contenu de cette intervention qui n'a pas fait sourire la majorité !

© Le PCF a lancé la plateforme « La France en commun » pour populariser ses propositions. À quoi ressemblerait ce « monde d'après » ?

FR: Ce doit être un monde où tous les parcours de vie doivent être sécurisés. L'avenir ne peut plus se conjuguer avec précarité, concurrence exacerbée entre les citoyens, les salariés et les peuples ►►

► ou avec l'individualisation des droits. Il est grand temps d'imaginer et de reconstruire du collectif qui permette aux individus et aux peuples de s'émanciper des dominations. À commencer par celle du capital !

Pour cela, il faut nous donner les moyens de renforcer et d'étendre les services publics, en France et en Europe, seuls garants de l'égalité des droits mais aussi seuls à même de relever les grands défis de la période. Un exemple, celui des transports : plutôt que de déréguler et de privatiser plus tous les modes de déplacements, nous proposons au contraire la création d'un grand pôle public des transports qui se donne pour objectif non seulement de garantir le droit aux déplacements pour tous, mais aussi d'inscrire l'organisation des transports dans l'ambition de la transition écologique, en favorisant les complémentarités, l'aménagement du territoire, plutôt que la rentabilité et la concurrence forcées.

L'avenir passe également par une reconquête industrielle dans notre pays, garantissant notre indépendance productive et contribuant à révolutionner les modes de production. La mondialisation capitaliste a considérablement affaibli notre outil productif, supprimé de nombreux emplois et liquidé tant de savoir-faire. Elle a fragilisé notre capacité à répondre aux besoins de notre pays et considérable-

est désormais cruciale pour changer fondamentalement ce monde.

Le « monde d'après » doit également être celui des nouvelles coopérations entre les nations et les peuples et d'une visée collective de la communauté internationale en faveur du désarmement et de la paix. Il doit être celui où chacun est respecté dans sa dignité, dans ses capacités créatrices et qui se débarrasse donc de toutes les violences et de toutes les formes de domination.

Les élections municipales ont été l'occasion de conquêtes mais aussi de pertes pour le PCF, elles ont aussi été l'occasion de rassemblements inédits des gauches. Qu'en retenir-vous ?

FR : D'abord qu'au-delà de la crise sanitaire, l'abstention inédite témoigne d'un approfondissement inquiétant de la crise politique à l'œuvre dans le pays depuis de trop nombreuses années. Cette fracture revêt évidemment des causes multiples. Il y a les scandales à répétition entachant la vie politique, les promesses non tenues des gouvernements successifs ou d'élus. Il y a aussi l'absence d'espoir, d'alternative crédible. Bref, il faut savoir écouter toutes les raisons pour lesquelles des salariés, des hommes et des femmes, des jeunes ne vont plus voter. Parfois, nous avons aussi notre part de responsabilité.

teurs et électrices. J'y crois profondément. C'est un véritable défi pour le Parti communiste. Sans cela, quel est notre avenir ? Nous avons vocation à gouverner, à bâtir une majorité. Il y a donc du monde à convaincre et d'abord chez les abstentionnistes dont beaucoup votaient à gauche.

Concernant les résultats, le bilan est mitigé. Le premier tour, avec plus de cent cinq communes où les maires communistes sortants ont été réélus, a montré que des majorités peuvent l'emporter quand des maires communistes rassemblent, répondent aux aspirations sociales et écologiques de leur population et mènent aussi des combats contre les logiques libérales qui dominent dans le pays.

En revanche, partout où la gauche, voire le PCF lui-même, est divisé dans des villes traditionnellement très à gauche la droite a moins de difficultés à s'imposer.

📍 Avec une université d'été réduite et une Fête de l'Humanité qui ne peut se tenir à La Courneuve pour cause de menace sanitaire, quelle forme donneriez-vous à la rentrée des communistes ?

FR : Les conditions sanitaires de cette rentrée imposent effectivement de renoncer à des rassemblements importants. Nous voulons d'abord éviter que le virus circule de nouveau et être ainsi responsables d'éventuels foyers épidémiques. Nous n'en serons pas moins offensifs pour autant.

Je m'exprimerai le 29 août lors de l'université d'été à Malo-les-Bains où nous accueillons diverses personnalités du monde syndical et associatif.

Le comité national planchera également pendant deux jours sur l'emploi les 5 et 6 septembre, avec l'objectif de faire des propositions pour notre pays montrant qu'il est possible de sécuriser l'emploi, de répondre aux urgences sociales et climatiques, de partager les décisions à tous les niveaux pour reprendre la

« Il faut réussir à convaincre les Françaises et les Français de bâtir ensemble un projet de société pour eux, pour leurs enfants et pour l'avenir de notre planète. »

ment affaibli les territoires. Il faut pour cela changer les règles de « qui décide ? » : les actionnaires ou les salariés et les citoyens ? Nous pensons que la question des pouvoirs de ces derniers

C'est en les écoutant, avec humilité, et en étant capables de changer notre discours pour répondre à leurs attentes tout en portant leurs colères que nous renouerons avec une part de ces élec-

main sur notre économie et la mettre au service des êtres humains et de la planète. C'est donc un comité national important qui appellera à l'action avec une date mise en discussion : celle du 10 octobre. Mais je n'en dis pas plus !

🕒 **Quelles batailles prioritaires mènerez-vous sur le terrain national comme international ?**

FR : La situation économique et sociale est catastrophique, avec la multiplication des suppressions d'activités et d'emplois dans le pays, souvent initiés par des grands groupes industriels et financiers qui bénéficient par ailleurs d'un flot impressionnant d'argent public. Nous appelons les salariés et les salariés à intervenir, partout dans le pays, pour d'autres choix que ceux imposés par les conseils d'administration des multinationales.

Dans l'aéronautique, l'automobile, la filière énergie, mais aussi dans tous les services publics, nous appelons les communistes, les militants et les élus à investir les luttes et à mettre en débat des propositions offensives, pour sécuriser l'emploi et la formation, pour augmenter les salaires et les pensions, pour exiger des embauches là où les besoins ne sont pas satisfaits.

Nous sommes également déterminés à faire de la jeunesse une priorité. Elle est la première victime de la politique du pouvoir et du patronat, avec des conséquences terribles pour les conditions de vie de centaines de milliers de jeunes confrontés non seulement à la précarité, mais aussi à la misère !

À l'échelle européenne et internationale, nous voyons bien l'urgence de faire grandir une nouvelle conception de la mondialisation. L'Europe ne doit plus être un espace de « concurrence libre et non faussée », mais au contraire un territoire de nouvelles souverainetés coopérantes. C'est ce que nous voulons construire avec d'autres forces progressistes du continent. Et au plan international, nous entendons être utiles à tous les mouvements visant à

l'émancipation des peuples, que ce soit en Palestine, où une paix juste et durable passe notamment par la reconnaissance de l'État palestinien, ou encore à Cuba où nous voulons contribuer à une mobilisation internationale contre le blocus imposé à ce pays qui aura fait preuve d'une immense solidarité durant la crise sanitaire.

crises sanitaire, économique, sociale, écologique, démocratique, de démontrer à quel point sa voracité menaçait le devenir même de l'humanité. Face à ce qui est un authentique défi de civilisation, le communisme est toujours ce mouvement « de l'immense majorité au profit de l'immense majorité », que décrivaient Marx et Engels dans leur

« La France compte 62 000 millionnaires de plus, mais aussi 400 000 personnes supplémentaires vivant sous le seuil de pauvreté. »

C'est dans toutes ces mobilisations, en France comme à l'échelle internationale, que nous voulons donner l'espoir d'un changement en 2022. Mais pas un simple changement juste pour battre Macron et Le Pen. Ce que nous voulons pour notre pays, c'est un changement de politique, un changement profond pour notre pays et pour nos concitoyennes et concitoyens mais aussi pour le climat et la nature.

Nous devons révolutionner le travail, reprendre le pouvoir sur nos modes de production et définir ensemble ce que nous voulons produire dans le pays et comment.

Il ne s'agit pas seulement de reprendre le pouvoir à la finance, au capital. Il faut réussir à convaincre les Françaises et les Français de bâtir ensemble un projet de société pour eux, pour leurs enfants et pour l'avenir de notre planète.

🕒 **Le centenaire du PCF se tient sous la formule « Cent ans d'avenir ». Quels sont pour vous les défis du communisme du XXI^e siècle ?**

FR : Le communisme, c'est plus que jamais l'avenir. Le capitalisme vient encore, avec l'enchevêtrement des

célèbre *Manifeste*. Il a à son service, au pays de la grande Révolution, un parti dont la richesse provient de ces dizaines de milliers d'hommes et de femmes, présents sur le terrain, impliqués dans les mobilisations, dont certaines et certains sont des élus connus de leurs concitoyens pour leur engagement de chaque instant. Par-delà les vicissitudes de l'histoire, ce parti n'a jamais cessé de vouloir renouveler le mouvement ouvrier, de proposer à la France et à son peuple une voie d'espoir, de faire en sorte que le monde du travail et celui de la création artistique ou culturelle deviennent la force motrice de l'émancipation humaine. Il s'est affaibli ces dernières années mais, comme les élections municipales l'ont montré, il demeure une formation vivante et incontournable, auquel sa vitalité militante a permis de reconquérir plusieurs grandes municipalités cette année. On ne le dira jamais assez, l'influence du PCF est un gage de progrès pour notre pays : lorsqu'il est fort, toute la gauche et les classes travailleuses le sont aussi, et c'est l'inverse lorsque son audience recule. C'est le message que nous voulons porter à l'occasion de ce centenaire. ●

LUCIEN SÈVE

Penser avec Lucien Sève aujourd'hui

PAR JEAN QUÉTIER ET GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE*

Le 23 mars 2020, alors que la courbe des décès liés à la Covid-19 commençait à s'élever fortement, Lucien Sève s'éteignait à l'hôpital de Clamart. Disparaissait avec lui une haute figure du marxisme ou, plutôt, de la « pensée Marx » pour reprendre une expression qu'il avait fini par proposer afin de tenir à distance les dogmatismes et les appropriations historiques déformantes.

L'idée de consacrer un dossier de *Cause commune. Revue d'action politique du PCF* à son œuvre a cheminé promptement et comme

naturellement. Cela n'étonnera pas celles et ceux qui le classaient volontiers comme « gardien du temple » (communiste, cela va de soi) ou comme penseur-du-Parti. *Le Monde*, d'ailleurs, jusque dans la nécrologie qu'il lui consacra, ne sollicitait-il pas la rubrique Politique ? Il est vrai que c'est par la politique que nous avons tous deux appris à connaître l'homme et l'œuvre au début du XXI^e siècle : la place que tenait Lucien Sève dans la presse communiste pouvait donner à un jeune lecteur une impression de « philosophe officiel » ; ses élaborations théoriques et son nom étaient connus de bien des militants, très au-delà des cercles des anciens étudiants de philosophie. Disant cela, nous ne voulons pas ajouter un barreau à la case philosophe-du-Parti dans laquelle beaucoup veulent l'enfermer. On sait bien que, pour ceux-là, cette case vaut oxymore. Un peu comme quand Breton évoque Aragon : il était poète ; après, il a fait de la politique...

UN ASSOURDISSANT SILENCE

Non, disons plutôt qu'au début du XXI^e siècle, l'université française réservait à Lucien Sève un assourdissant silence, raison pour laquelle nous

« Ce fil d'Ariane qui l'a, plusieurs décennies durant, guidé au sein du labyrinthe conceptuel hérité de Marx, c'est la question de l'individualité. »

ne l'avons pas – ou trop rarement – croisé de ce côté. Et ce, bien qu'il eût nombre de titres de noblesse académique (normalien, agrégé...) et, surtout, plus d'un livre majeur derrière lui. Ce silence ne dit rien de la qualité de l'œuvre; il est bien plutôt un aveu de ce qu'est (était?) l'enseignement de la philosophie dans notre pays au début du siècle, avant le retour remarqué de Marx sur le devant de la scène il y a tout juste une décennie. En même temps, il est aussi la marque d'un choix, celui auquel Lucien Sève, nous semble-t-il, est resté fidèle jusqu'au bout: écrire non seulement pour ses pairs, mais pour le plus grand nombre, mariant exigence et recherche d'accessibilité. Pas de *bluff* ni d'ésotérisme gratuit. Voilà qui nous ramène sans doute à des enjeux politiques: le savoir est une arme qu'il y aurait folie à abandonner à la seule classe dominante et ses alliés. Voilà qui livre aussi une clé de cette personnalité singulière: une humilité et une disponibilité extrêmement remarquables, en particulier dans un univers non dénué de vanité et de très chatouilleuse fatuité.

« Lucien Sève entendait prendre au sérieux l'idée selon laquelle l'ancienne société bourgeoise devait faire place à "une association dans laquelle le libre développement de chacun" fût "la condition du libre développement de tous". »

Pourtant, certains de ceux qui ont connu la trajectoire politique de Lucien Sève s'étonneront peut-être de l'existence de ce dossier. Lucien Sève, depuis 1984, n'a-t-il pas bataillé dans le Parti *contre* nombre des orientations impulsées par les successives directions du PCF, appelant à une radicale « refondation » à tous niveaux? En 2010, ne pouvait-on lire son nom parmi la liste des communistes quittant le parti? Indubitablement mais ce n'est qu'une partie du portrait. Ses liens avec le PCF ont continué jusqu'au bout, à Bagneux, sa ville, et au-delà. L'appelait-on pour une conférence organisée dans le cadre du PCF ou même de la JC? Il

répondait toujours présent. Nous pouvons témoigner ici que toutes nos sollicitations pour *La Revue du projet* puis *Cause commune* ont toujours été acceptées.

LA QUESTION DE L'INDIVIDUALITÉ

L'ambition de cette courte présentation n'est pas de donner un aperçu exhaustif de son œuvre théorique; l'intégralité du dossier n'y suffirait d'ailleurs pas elle-même, tant les travaux de Lucien Sève ont exploré de domaines différents. Il est pourtant un axe majeur qui nous semble traverser sa réflexion de bout en bout et lui donner sa cohérence d'ensemble. Ce fil d'Ariane qui l'a, plusieurs décennies durant, guidé au sein du labyrinthe conceptuel hérité de Marx, c'est la question de l'individualité. Enjeu massif et difficile, elle a pu apparaître au cours du XX^e siècle comme le point aveugle du combat communiste, et même comme sa pierre d'achoppement. L'incapacité du marxisme à la prendre en charge n'a-t-elle pas contribué à ouvrir un boulevard à la mainmise politique, économique et idéologique du néolibéralisme à l'orée des années 1980?

S'appuyant sur une phrase célèbre du *Manifeste du parti communiste* dont il déplorait qu'elle ait trop souvent été lue en sens inverse, Lucien Sève entendait prendre au sérieux l'idée selon laquelle l'ancienne société bourgeoise devait faire place à « une association dans laquelle le libre développement de chacun » fût « la condition du libre développement de tous ». S'il est sans doute aisé d'en faire un slogan, il s'avère en revanche bien moins simple de mettre en lumière les ressorts sur lesquels repose une intuition aussi décisive. Parce qu'elle s'est employée, sans certitudes arrêtées ni faux-fuyants, à résoudre cette difficulté, l'œuvre de Lucien Sève se révèle d'un apport crucial. Impossible en effet d'y parvenir sans revisiter en profondeur la théorie de la personnalité, tâche à laquelle, depuis les années 1960, il s'était attelé dans un dialogue constant avec la psychologie tout comme avec l'anthropologie. Dans ce cadre, la sixième thèse sur Feuerbach rédigée par Marx en 1845, d'après laquelle l'essence humaine n'est pas autre chose que « l'ensemble des rapports sociaux » a constitué pour lui une véritable clef d'intelligibilité. L'analyse de ces rapports sociaux ne nous éloigne pas de la connaissance des individus, c'est au contraire grâce à elle qu'il est possible ►►

de penser la manière toujours singulière dont ils s'approprient une humanité qu'ils ne trouvent nullement en eux à la manière d'un donné biologique.

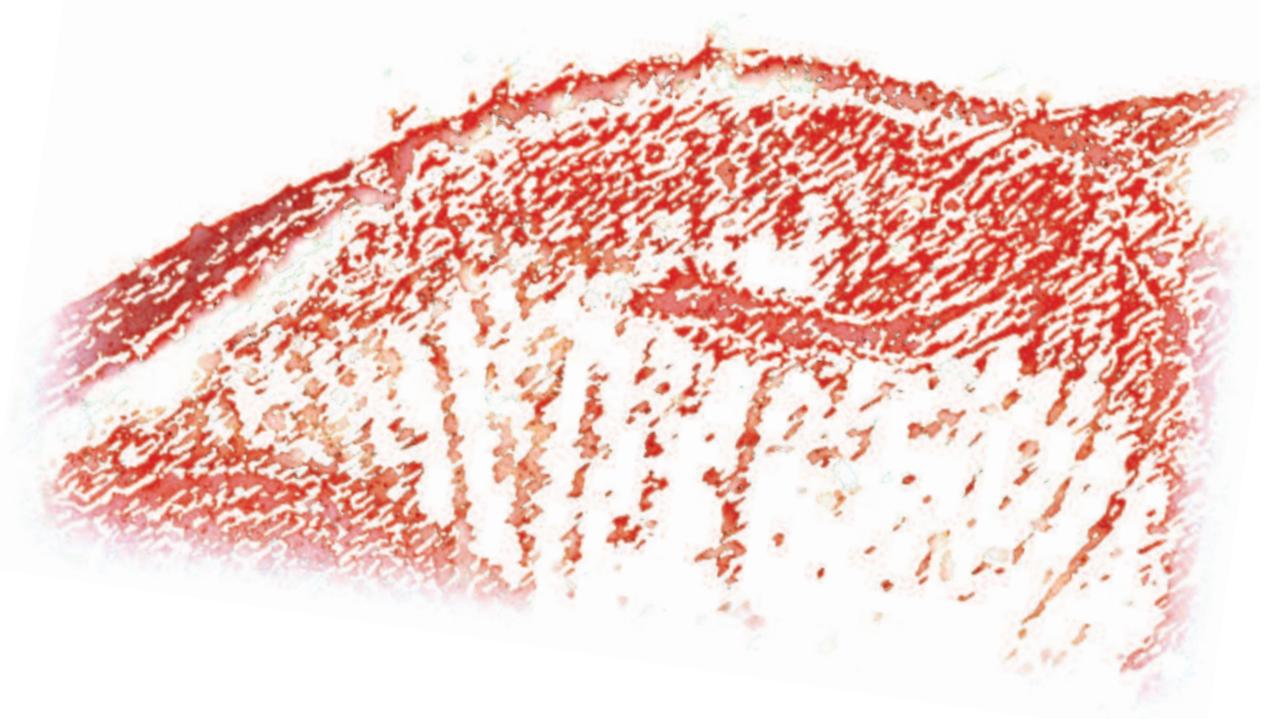
Cette réflexion fondamentale, qui a conduit Lucien Sève à forger le concept extrêmement fécond de « formes historiques d'individualité » – lequel a acquis, en 2004, une reconnaissance internationale en faisant son entrée dans le *Dictionnaire historique et critique du marxisme* de langue allemande – ouvre, on le comprendra, des perspectives d'immense portée pour penser le communisme. Le développement de l'individualité qu'il s'agit de rendre possible est sans rapport avec celui que promeut la logique concurrentielle libérale, raison pour laquelle Lucien Sève préférerait parler d'« individuellisme » plutôt que d'individualisme. Il est au contraire étroitement lié à une profonde dynamique de désaliénation touchant tous les domaines de l'existence.

Ces analyses n'entrent-elles pas en claire résonance avec bien des aspirations qui émergent en ce début de XXI^e siècle? Ne sont-

« Lucien Sève regrettait souvent que les idées qu'il avançait fussent trop peu débattues. Il est urgent d'y remédier. »

elles pas susceptibles de donner, sur bien des points, un « second souffle » au communisme après des décennies marquées par le reflux? C'est au fond le pari de ce dossier, qui est autant un hommage qu'une invitation à la découverte et à la discussion. Lucien Sève regrettait souvent que les idées qu'il avançait fussent trop peu débattues. Il est urgent d'y remédier. ■

*Jean Quétier et Guillaume Roubaud-Quashie sont respectivement rédacteur en chef et directeur de *Cause commune*.



Un si éloquent silence...

En dépit d'une considérable production théorique, l'œuvre de Lucien Sève a été peu lue et commentée par les philosophes de son temps. Ce silence s'explique notamment par les différents tabous qu'il a eu le courage de briser.

PAR JEAN-MICHEL GALANO*

Parmi les misères dont la philosophie est accablée, la moindre n'est pas le discrédit qui s'attache d'emblée à quiconque se trouve aller *réellement* à contre-courant de la pensée dominante. « Réellement » : les personnages atypiques un tantinet provocateurs, qu'ils se réclament de Socrate ou de Diogène, amusent par leurs insolences et parfois stimulent par leurs paradoxes. Toujours la pensée dominante les a tolérés : ils étaient, ils restent, récupérables. Rien à voir avec le non-statut et le non-respect qui ont été le lot de Lucien Sève. Un silence qui en dit long sur les faiblesses structurelles de la philosophie française. Et aussi, il faut bien le dire, d'une certaine orthodoxie marxiste.

EXCLU DU SÉRAIL

Lui qui avait subi blâme et mutation d'office au temps de la guerre froide – donc des sanctions effectives, écrites à l'encre indélébile sur son dossier administratif – aurait pu s'attendre à être considéré par ses pairs, au moins par ceux

d'entre eux qui se réclamaient du marxisme, comme ayant payé de sa personne dans un combat durement réel contre l'État-patron. Il n'en fut rien, mis à part quelques rares et courageux témoignages individuels de sympathie. Il allait même faire l'objet, de la part d'une certaine intelligentsia marxisante, d'une mise au rancart et d'un ostracisme féroce, d'une véritable conspiration du silence. Un silence, il l'a dit, beaucoup plus lourd à supporter que n'importe quelle polémique.

Les raisons de cette mise à l'écart sont certes à chercher d'abord dans l'anticommunisme, et plus encore dans l'allergie de la communauté philosophique à tout ce qui peut ressembler à une réflexion émanant si peu que ce soit d'un collectif. De fait, l'aspect politique et idéologique de son combat mené contre Roger Garaudy fut très mal compris de l'opinion : les anticommunistes ayant érigé Roger Garaudy en martyr, Lucien Sève ne pouvait guère passer que comme un procureur au service de l'appareil du parti. Présentation bien commode, qui évitait à tout un pan de la communauté philosophante, très imprégnée à cette époque des problématiques humanistes, notamment existentialistes, de se confronter aux faits.

Il est curieux, quand on y réfléchit, que la philosophie politique ait, depuis Platon, théorisé la prééminence de l'État sur l'individu, alors que la philosophie morale, souvent pratiquée par les mêmes, exaltait volontiers les droits inaliénables de ce dernier. Lucien Sève s'est attaché, dans une grande solitude théorique, à dépasser cette contradiction, en produisant une théorie de la subjectivité, sociale dans sa formation et dans sa structure, mais irréductiblement indi- ►►

« Les raisons de cette mise à l'écart sont certes à chercher d'abord dans l'anticommunisme, et plus encore dans l'allergie de la communauté philosophique à tout ce qui peut ressembler à une réflexion émanant si peu que ce soit d'un collectif. »

► viduelle dans la singularité de chaque parcours, ce qu'il nommera plus tard « biographies ». Et faisait de son engagement au parti communiste non pas un geste plus ou moins symbolique, mais un acte politique : participer à un « intellectuel collectif » avec pour enjeu l'élaboration de pratiques plus différenciées et de ce fait plus efficaces.

Ce faisant, il se plaçait en dehors des normes instituées et des modes. Lui qui était particulièrement en demande de dialogue, certes sans compromis car « pas de compromis sur les idées », ne cessa d'en être sevré. Si Maurice Godelier, et plus tard Henri Atlan, en jouèrent le jeu, que de dérobades par ailleurs ! Mais l'explication par l'anticommunisme, à elle seule, ne suffit pas. Il y a des causes plus profondes. Lucien Sève a heurté de front un triple tabou de la philosophie française, pour ne parler que d'elle. En quoi il est proche de ces enfants nés hors mariage dont parlait Althusser : ironie de l'histoire !

TROIS TABOUS

Trois apports de Lucien Sève étaient particulièrement inaudibles : la notion de personnalité, l'inauguration d'une démarche matérialiste en histoire de la philosophie, et enfin le statut central conféré la dialectique !

La personnalité, et le scandale d'un « non-livre » même pas lu

Lucien Sève y est revenu dans l'un de ses derniers textes, *Pour une science de la biographie*, préface de la nouvelle traduction allemande de *Marxisme et théorie de la personnalité*. La publication de ce livre en 1969 rencontra une hostilité qui pour être restée larvée n'en fut pas moins d'une grande force, si tant est que « la plus grande force au monde, c'est la force d'inertie » (Engels). Lucien Sève, que le public communiste et un peu au-delà connaissait surtout pour ses interventions sur l'école, l'enseignement voire l'enfance, se plaçait dans une perspective théorique de très grande ampleur : il montrait, textes à l'appui, qu'une théorie de la personnalité était non seulement en germe mais déjà à l'œuvre chez Marx, y compris dans *Le Capital* et dans ses écrits de la maturité. Théorie centrée sur le

fait que l'individualité, produite biographiquement mais aussi productrice de son propre rapport au monde, est une richesse potentielle confrontée à la réalité des aliénations et des mystifications, richesse qui s'exprime dès maintenant dans la multiplicité confuse des révoltes, des prises de conscience au moins partielles et des réalisations.

La notion de personnalité contredisait toute conception structuraliste du marxisme (car le sujet n'est pas un simple effet de sens, pas un simple reflet, il est aussi porteur de projet, et a son épaisseur propre), mais sans retomber

dans un humanisme facile (le sujet humain n'est pas donné mais construit dans la singularité des parcours biographiques). Bref : pas d'« oubli de l'homme » ! Voilà qui s'avéra insupportable à entendre. Étienne Balibar ne fut pas le seul à se glorifier de ne même pas avoir lu ce livre. L'exclusion du sérail, décidément, perdurait.

« Lucien Sève aura été un véritable « empêcheur de penser en rond » ».

Une pratique de la philosophie ressaisie dans sa dimension historico-politique

Les travaux antérieurs de Lucien Sève ne s'étaient pourtant pas cantonnés dans le champ, si large soit-il, de la psychologie et de la théorie marxiste. En 1962, il publie un livre dont il faut citer le titre en entier : *La Philosophie française contemporaine et sa genèse, de 1789 à nos jours*. Polémiquant contre les représentations complaisantes d'une philosophie française tolérante et harmonieuse, vision exprimée notamment par Émile Bréhier et Jean Wahl, Lucien Sève en exhibait la face sombre, le passé peu glorieux de mise à l'écart, de refoulement organisé du matérialisme, et il montrait comment des figures aussi consensuelles que Royer-Collard ou Victor Cousin avaient dans les faits manié les ciseaux de la censure, ruiné des carrières, appelé à l'enrégimentement de générations entières. Avec des sous-titres explicites ! « Cavaignac philosophe », « Savants en soutane », « il n'y a pas d'existentialisme athée ». Il dénonçait l'aplomb avec lequel des ministres avaient pu dire : « La philosophie, c'est-à-dire le spiritualisme »... Rien ne serait plus faux que de voir dans ce livre (désormais introuvable) une « politisation » de la philosophie. Bien au contraire : c'est une poli-

« Lucien Sève faisait de son engagement au parti communiste non pas un geste plus ou moins symbolique, mais un acte politique : participer à un “intellectuel collectif” avec pour enjeu l’élaboration de pratiques plus différenciées et de ce fait plus efficaces. »

tisation réelle, parfois cyniquement avouée, le plus souvent hypocritement masquée, dont l’auteur montre les effets. Le moins que l’on puisse dire, c’est que la tâche est à reprendre... Conspiration du silence aussi concernant ce livre. Moins forte toutefois : Althusser le signale dans une note comme « citant des textes intéressants », ce qui était le moins qu’on puisse dire... Il importe de souligner que dans ce texte, qui est encore une œuvre de jeunesse, Sève se livre à un travail qui est à la fois d’historien et de philosophe matérialiste, mieux : il se donne les moyens de penser en matérialiste conséquent cet objet si énigmatique qu’est « la ci-devant philosophie », objet rien moins que lisse toujours en relation avec une base matérielle et idéologique historiquement constituée et ouverte à tous les affrontements de classe, d’intérêts et de domination.

Le refoulement de la dialectique

Communiste, pas dans le coup des modes, loin de tout sérail, Lucien Sève avait décidément de quoi susciter un silence lourd d’hostilité inexprimée. On pourrait s’en tenir là. Pourtant, il y a autre chose. Dès 1962, dans son ouvrage sur la genèse de la philosophie contemporaine (genèse : la continuité d’un idéalisme dominant et totalitaire face à un matérialisme dominé mais enraciné), il faisait état de « l’affaire Vacherot » : Vacherot, agrégé répétiteur à l’École normale supérieure de la rue d’Ulm, révoqué sur l’insistance de l’aumônier catholique, le R. P. Gratry (par ailleurs longtemps présenté comme le plus grand philosophe du XIX^e siècle, et dont on évite pudiquement de rappeler la mémoire). Vacherot n’était pas un matérialiste, loin de là. Mais il était hégélien, donc dialecticien, et faisait lire Hegel aux étudiants. Or le conservatisme s’accommode

dans une certaine mesure du matérialisme, du moins d’un certain type de matérialisme : celui, réductionniste et d’esprit carabin, qui se donne libre cours dans tout un folklore médical et paramédical. Ce matérialisme-là peut blesser certaines convictions religieuses ou morales, il reste socialement et idéologiquement plutôt inoffensif. Toute autre est la dialectique : dans la mesure où elle désigne non pas une simple manière de parler, mais la manière dont choses et institutions se forment et se transforment de l’intérieur, selon « la logique propre de l’objet propre », elle rend inutile la référence à un Dieu créateur, à une finalité extérieure à la nature, et tout autant à une harmonie du monde. C’est pourquoi, à la fin de la postface à la deuxième édition du *Capital*, Marx salue, avec un hommage appuyé à Hegel, son « essence critique et révolutionnaire ». Dans la dernière partie de « *La philosophie* » ?, Lucien Sève retrouve la verve de son ouvrage de 1962 pour constituer l’ahurissant bêtisier des contempteurs de la dialectique. Bêtisier tout aussi effrayant que cocasse : quand Gratry, cité p. 502, appelle contre la dialectique, après avoir couvert Hegel d’un tombereau d’insultes, à « une de ces excommunications foudroyantes qui terrassent pour des siècles », on se rend compte qu’au-delà de la haine (revendiquée) il y a un enjeu, et que cet enjeu est politique. Gratry parle au nom des intérêts de la société. Il appelle à des mesures disciplinaires, à la mise au pas des éducateurs, au formatage des programmes. La philosophie universitaire française traditionnelle a toujours été tentée par l’éclectisme, c’est-à-dire l’harmonie des « complémentaires ». Cet idéal, en apparence tolérant, impliquait l’exclusion des *contradictaires*, et de la pensée des contradictoires, donc de la dialectique. Donc de Hegel. Donc de Lucien Sève. Quant à Marx, il devait être tronçonné, sa pensée de jeunesse seule étant tolérée, le reste renvoyé à l’économie. Face à ce consensus, Lucien Sève aura été un véritable « empêcheur de penser en rond ». Il en a payé le prix : une mise sous le boisseau sinon totale, du moins massive. Il faut saluer celles et ceux qui, comme Yves Schwartz, Bernard Bourgeois, Henri Atlan, Maurice Godelier et Isabelle Garo, ont rompu cette très politique conspiration du silence. ■

*Jean-Michel Galano est agrégé de philosophie.

Lucien Sève et Lénine

Ces quelques lignes sur le rapport que Lucien Sève a entretenu avec l'œuvre de Lénine n'ont aucune prétention à l'exhaustivité. Il s'agit seulement d'éclairer la manière dont il a mobilisé les analyses de Lénine pour penser la conjoncture de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e.

PAR FLORIAN GULLI*

ÊTRE LÉNINISTE DANS LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

Lorsque Lucien Sève prononce sa conférence : « Lénine et le passage pacifique au socialisme » au Centre d'études et de recherches marxistes, reprise dans les *Cahiers du communisme* en 1976, l'heure est au programme commun, à l'Union de la gauche, à la perspective d'un accès imminent au pouvoir. L'heure est aussi au XXII^e Congrès du PCF et à « l'abandon de la dictature du prolétariat » comme perspective stratégique. Comment Lucien Sève envisage-t-il le passage au socialisme ? Dans les pas de Lénine. 1) « Pour changer réellement la société, il faut d'abord [...] assurer le passage du pouvoir politique à la classe ouvrière et à ses alliés. C'est la révolution ». À noter que la révolution ne prend pas nécessairement une forme insurrectionnelle. Lucien Sève s'emploie longuement à rappeler qu'on trouve chez Lénine « toute une théorie, et pendant de nombreux mois de 1917, toute une pratique de la révolution pacifique ». 2) Conquérir ne suffit pas, il faut « transformer de façon correspondante l'appareil d'État, passer d'un appareil d'État placé au-dessus des masses à un appareil dirigé par elles, [...] s'engager dans la voie du dépérissement de l'État ». On retrouve ici le leitmotiv de Lénine dans *L'État et la révolution* : briser la machine étatique. Néanmoins, dans la phase de transition, « l'État demeure nécessaire à la fois pour organiser la construction de la société nouvelle et pour la défendre contre toute tentative de la remettre en cause par la violence contre la volonté des masses, ce ne sont pas les expériences récentes du Chili et du Portugal qui

pourraient nous conduire à en douter ». 3) Tout au long de ce processus, « il est nécessaire que [...] le parti communiste soit en mesure d'exercer une influence dirigeante », les masses et la classe ouvrière n'étant pas imperméables à « l'idéologie bourgeoise ». Pour résumer à l'extrême : un objectif, le socialisme, un processus, la révolution, un moyen, le parti de la classe ouvrière.

« Lénine a fait ce qu'il fallait en son temps ; mais son temps n'est plus le nôtre. »

Lucien Sève actualise la position de Lénine : la « dictature du prolétariat », « réponse hier nécessaire, [...] et peut-être nécessaire aujourd'hui encore dans d'autres conditions que les nôtres », n'est plus d'actualité pour la France des années 1970. La « dictature du prolétariat » est l'une des formes historiques possible du passage du capitalisme au socialisme ; mais elle ne constitue pas l'essence de ce passage. « De tout ce qui constitue l'essence historiquement invariable du marxisme-léninisme, [...] rien n'a été abandonné par le XXII^e Congrès ». Aujourd'hui, « pourquoi le pouvoir [...] devrait-il n'être tenu par aucune loi [c'est la définition de la dictature : un pouvoir qui n'est plus soumis à aucune loi] alors que dans l'arsenal des lois existantes, pour

bourgeoises qu'elles soient en général, il en est plus d'une que le pouvoir des monopoles est contraint de violer pour assurer sa domination ? ». Oui, la bourgeoisie s'accrochera à ses privilèges, oui il faudra lutter contre ses velléités revanchardes, mais la lutte se fera par les lois voulues par une majorité. Une nouvelle perspective stratégique voit donc le jour : la démocratie poussée jusqu'au socialisme, telle est la « réponse léniniste de notre temps ».

INVENTER UNE NOUVELLE MANIÈRE

D'ÊTRE COMMUNISTE

1990, paraît *Communisme : quel second souffle ?* (désormais CQSS). Le contexte est très différent du précédent. En France, il est temps de faire le bilan de l'accès au pouvoir des communistes en 1981 et des nationalisations. À l'Est, de grands bouleversements s'annoncent dont on ne peut guère encore anticiper les résultats : le mur est tombé à Berlin, Gorbatchev est encore au pouvoir, la Chine est confronté aux manifestations de la place Tian'anmen.

Pour Lucien Sève, il est nécessaire de réexaminer les schémas hérités. Commence à être nettement souligné le caractère « obsolète » d'une partie de la pensée et de la pratique de Lénine. Obsolète ? Lénine a fait ce qu'il fallait en son temps ; mais son temps n'est plus le nôtre. Le socialisme demeure l'objectif, mais il faut le repenser de façon plus exigeante. Il ne doit plus se résumer aux nationalisations. En 1981, la nationalisation « s'est identifiée à une centralisation étatiste solidaire d'une gestion bureaucratique, elle a déplacé bien plutôt qu'aboli le fossé entre producteurs directs et moyens de production, échouant inévitablement de ce fait à concrétiser les promesses du socialisme » (CQSS, p. 30-31). Il a manqué l'essentiel : « l'autogestion », l'appropriation par les producteurs des moyens de production. Autre manière de dire que ce socialisme a manqué de communisme.

Lucien Sève écrit à cette occasion : « combien Lénine avait raison de refuser toute déconnexion de principe entre socialisme et communisme » (CQSS, p. 77). Fin septembre 1917, il écrivait en effet : « Nous savons que le premier manœuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'État. [...] [Néanmoins] nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'État, d'accomplir le

travail courant, quotidien de direction les fonctionnaires riches ou issus de familles riches ». Ils ne peuvent gérer immédiatement l'État ? Mais il faut gouverner avec cette perspective en tête et prendre des mesures dès aujourd'hui : formation, apprentissage, etc. Ainsi, insiste Lucien Sève, « le socialisme qui vise d'emblée de toutes ses forces le communisme est un tout autre socialisme que celui qui le renvoie négligemment aux calendes » (CQSS, p. 73-74), tout autre aussi qu'un socialisme à « contre front de la perspective du communisme » (CQSS, p. 75). La remarque vaut pour la France, mais aussi pour les pays socialistes. Il existe toute une gamme de socialismes, que l'on peut hiérarchiser en fonction de leur degré de connexion au communisme : des socialismes préparent activement au communisme, d'autres le renvoient à un avenir lointain, d'autres encore constituent un obstacle à son déploiement.

« “Le socialisme qui vise d'emblée de toutes ses forces le communisme est un tout autre socialisme que celui qui le renvoie négligemment aux calendes, tout autre aussi qu'un socialisme à contre front de la perspective du communisme” . »

L'idée de révolution est revisitée de façon radicale. Il s'agit de tirer les leçons de l'expérience gouvernementale. Il faut notamment « en finir avec l'idée que les choses sérieuses commencent après la prise de pouvoir » (CQSS, p. 124). La révolution doit être appréhendée de façon radicalement neuve comme une « révolution processus » (CQSS, p. 121) et non plus comme la conquête du pouvoir suivie de nationalisations. Lucien Sève écrit : « Cessant de se focaliser sur l'acte présumé libérateur où la conquête du pouvoir permettra de socialiser la propriété, « la révolution » se démultiplie en révolutionnements progressifs où peuvent s'éprouver des capacités autogestionnaires, se conquérir des majorités partielles, s'ébaucher de nouveaux pouvoirs, se remporter des victoires d'idées, et où les éventuels sauts brusques ne font que consacrer une graduelle modification démocratique du rapport des forces et des audiences » ▶▶

► (CQSS, p. 124). Il ne s'agit pas de renoncer purement et simplement à la conquête du pouvoir, mais de déplacer le centre de gravité de l'action politique : moins d'« activités déléгатaires », plus de « démarches autogestionnaires » (CQSS, p. 214). La tâche étant d'oser « affronter l'antagonisme, indépassable en l'état actuel de la chose politique, entre ces deux logiques organisationnelles » (*Commencer par les fins* [désormais CF], p. 198). Aux yeux de Lucien Sève, la politique des communistes dans les années 1980 se déclinait de deux manières : batailles défensives contre le capital et propagande électorale. L'objectif serait désormais de construire du neuf *dès à présent* au lieu de le renvoyer aux lendemains électoraux. Les communistes doivent faire preuve aujourd'hui même de leur capacité dirigeante, de leur capacité à proposer d'autres fonctionnements. Ils ne seront suivis qu'à cette condition.

L'ÉNORME DIFFÉRENCE DES CONTEXTES

Tout ceci n'est pas sans conséquence sur l'idée même de « parti ». Pour Lucien Sève, il ne s'agit pas tant de critiquer Lénine que de souligner l'énorme différence des contextes.

1. Désormais le parti est inclus dans les formes politiques dominantes. Et celles-ci peuvent affecter en profondeur et négativement son activité. Ainsi la lutte électorale, bien que nécessaire,

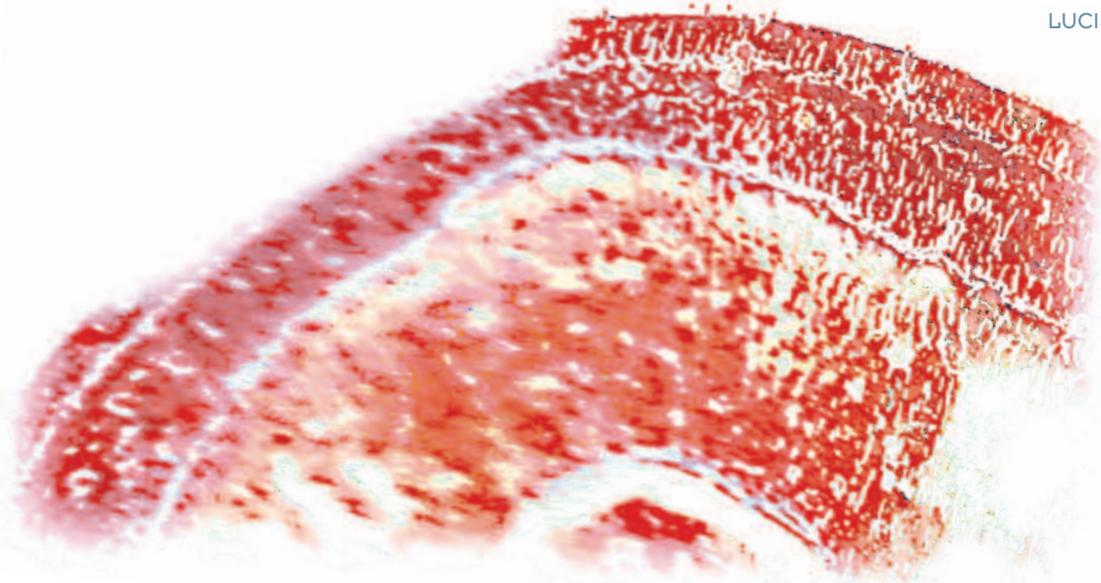
« Il sera désormais question de bâtir non le parti d'une classe mais le parti d'un projet. »

peut finir par absorber la totalité des énergies militantes reléguant au second plan les « démarches autogestionnaires ». La médiatisation joue aussi un rôle négatif. Lénine était tout occupé par la question de la *clandestinité*, police tsariste oblige ; nous sommes confrontés, souligne Lucien Sève, à « l'extrême *publicité* de l'action politique » (CQSS, p. 210), qui peut porter atteinte à la démocratie interne au parti. La discussion se raréfie, puisque toute divergence est montée en épingle dans les médias et par le camp adverse, présentée comme querelles d'*ego* et germes de division. Le congrès, lieu d'intense discussion pour Lénine, risque pour la même

« Désormais, “une démarche d'avant-garde se trahirait elle-même en n'incluant pas aujourd'hui dans une mesure significative la contribution à son propre dépassement”. Il s'agit, sans l'abolir immédiatement, de travailler toujours au dépassement de la relation gouvernant – gouverné. »

raison d'être dénaturé en simple « affirmation d'unité » ou en « show pré-électoral » (CF, p. 194). 2. Lénine entendait s'appuyer sur un groupe numériquement minoritaire : la classe ouvrière, dans une nation majoritairement paysanne. Cette situation n'est plus la nôtre. Le salariat constitue désormais « les neuf dixièmes de la population active ». Cette situation ne suffit pas à engendrer magiquement « la cohésion consciente nécessaire au succès d'une lutte d'ensemble » (CQSS, p. 212). Néanmoins, elle constitue une présupposition objective inestimable de son émergence. La conséquence quant au rôle du parti est décisive. Le parti demeure nécessaire mais seulement pour achever le rassemblement majoritaire qui s'esquisse *déjà* en bas. Il ne doit plus créer de toutes pièces, de façon volontariste, une majorité. Rôle centralisateur donc, mais qui n'est plus un rôle de « chef ». Le parti sera « analyseur, animateur, orienteur, coordinateur, rassembleur » (CQSS, p. 215). Raison pour laquelle il faudra privilégier l'image du « centre nerveux » (CQSS, p. 215) plutôt que celle de « l'état-major », trop verticale, lorsqu'on voudra parler du rôle d'avant-garde du parti.

3. Les vies militantes se sont beaucoup transformées elles aussi. Lucien Sève, attentif depuis longtemps à la question de la personnalité, souligne « la véritable révolution biographique » (CQSS, p. 148) de notre époque qui affecte la manière d'être un individu en société. Pour résumer à (trop) grands traits : notre temps promeut l'individu (pour le pire mais aussi le meilleur) et l'autonomie. La relation hiérarchique suscite plus d'allergies qu'avant. Un parti politique ne peut susciter l'envie de militer qu'à la condition



d'épouser cette lourde tendance historique. Désormais, « une démarche d'avant-garde se trahirait elle-même en n'incluant pas aujourd'hui dans une mesure significative la contribution à son propre dépassement » (CQSS, p. 218). Il s'agit, sans l'abolir immédiatement, de travailler toujours au dépassement de la relation gouvernant – gouverné.

4. Une autre différence avec Lénine, abordée de façon plus latérale, concerne la question du sujet

« La révolution doit être appréhendée de façon radicalement neuve comme une “révolution processus” et non plus comme la conquête du pouvoir suivie de nationalisations. »

révolutionnaire. La classe ouvrière perd la centralité qu'elle avait chez Lénine et chez les socialistes de son temps : « Ce n'est plus la seule classe ouvrière, écrit Lucien Sève, fût-ce élargie, et dût-on additionner d'autres couches salariées, qui peut trouver motif direct à vouloir le dépasser [le capitalisme], mais bien, tendanciellement à tout le moins, l'ensemble virtuel des forces du travail et de la création » (CQSS, p. 134). La crise du capitalisme se fait plus globale et excède la seule question de l'exploitation. Elle touche, quoique de façon différenciée, par-delà les distinctions de classe. Le communisme devra être

pensé sous le vocable plus englobant de l'aliénation, comme « ensemble des processus par lesquels les puissances sociales des hommes [...] se détachent d'eux pour devenir des formes [...] autonomes qui les subjuguent » (CF, p. 90). De ce fait, la révolution doit pouvoir concerner « tout être humain », le communisme devient visée du « développement des hommes », « de tous les individus ». Bref, il sera désormais question de bâtir non le parti d'une classe mais le parti d'un projet (CF, p. 186).

La référence à Lénine sera de moins en moins mobilisée pour éclairer le contexte politique immédiat, il reste que la défense de Lénine *en son temps* est demeurée l'une des préoccupations constantes de Lucien Sève. Lénine « demeure un irremplaçable apport culturel et pratique » (*Penser avec Marx aujourd'hui*, t. I, 258), il représente « ce qu'il y eut de mieux dans le mouvement révolutionnaire de jadis » (*Octobre 1917*, 122). Lucien Sève le définit comme « un marxisme pratique non stalinien » (CF, p. 211), comme le principal acteur d'une pratique politique communiste conforme à ses promesses. À rebours donc de l'assimilation de Lénine à Staline et au Goulag. On terminera par ces quelques mots de Lucien Sève : « Comment faire de la politique en sachant allier audace révolutionnaire et respect rigoureux des possibles ? C'est sur cette chose archi-précieuse qu'on apprend encore beaucoup à lire Lénine » (*Octobre 1917*, p. 122). ■

***Florian Gulli** est philosophe. Il est professeur agrégé au lycée Jules-Haag de Besançon.

Lucien Sève. Un marxisme savant et militant

Les interventions de Lucien Sève au sein des débats marxistes des années 1960 sont étroitement liées au contexte de la philosophie française de l'époque. Elles doivent notamment être mises en regard des prises de position de Roger Garaudy et Louis Althusser.

PAR ROGER MARTELLI*

Au début des années 1960, Lucien Sève fait partie de la dernière génération des intellectuels communistes, celle de *La Nouvelle Critique* (NC). En dehors de la figure tutélaire et discrète de René Maublanc (né en 1891), les précédentes générations – de Henri Lefebvre à Jean-Pierre Vernant – ont pris des distances, avec le PCF et avec le « marxisme-léninisme » officiel. Un quart de siècle sépare les plus anciens (Henri Lefebvre est né en 1901) des nouveaux (Lucien Sève naît en 1926) : ce court laps de temps est un gouffre. En décembre 1948, quand le PCF lance la NC, il la sous-titre « Revue du marxisme militant », ledit marxisme étant défini comme « une doctrine militante et non un matériel de spéculation désintéressée ». Le monde étant plongé dans la guerre froide, le champ de l'idéologie est lui-même celui d'une guerre. On ne débat pas : on combat... Louis Althusser et Lucien Sève sont alors « à leur créneau », comme tous leurs camarades.

LE RAZ DE MARÉE OPPORTUNISTE DE 1956

Or la décennie qui s'ouvre en 1956 percute cette génération de plein fouet. Avec l'amorce de la déstalinisation, le communisme mondial se clive : d'un côté ceux qui renâclent, à l'instar de Mao Zedong et de Maurice Thorez ; de l'autre côté, ceux qui pensent que Khrouchtchev ne va pas assez loin, comme le Yougoslave Tito et Pal-

miro Togliatti, le leader du PC italien. À la NC, le choix est fait : le danger principal est à droite. « C'est le raz de marée opportuniste de 1956 qui a bouleversé mon chemin », écrit Lucien Sève à son ami Louis Althusser, le 2 décembre 1967. Au début des années 1960, pour Lucien Sève et ses camarades de la NC, le symbole de cet opportunisme est Roger Garaudy. En 1961, celui que l'on considère comme le philosophe officiel du parti – il est membre du bureau politique – s'appuie sur Louis Aragon qui, depuis deux ans, a lancé son grand combat pour débarrasser le communisme de « l'art de parti ».

Roger Garaudy propose d'étendre « la démarche Aragon » d'ouverture à tout le champ intellectuel, et notamment au dialogue avec les chrétiens. Pour lui, il est possible d'aller au-delà du simple compagnonnage politique : entre le militantisme spirituel des chrétiens et l'engagement politique des communistes, il n'y a pas de muraille infranchissable. L'humanisme ne peut-il être une passerelle entre les deux ? Ailleurs en Europe, l'Espagnol Jorge Semprun, le Polonais Adam Schaff ou l'Autrichien Ernst Fischer ont la même intuition. Aux yeux de Lucien Sève, la ligne rouge est franchie. En janvier 1961, alors qu'il va devenir membre du comité central, il ouvre le feu dans le huis clos du comité de rédaction de la NC : la démarche Aragon n'est pas applicable à la théo-

« L'alliance politique ne se confond pas avec le compromis idéologique. »

rie ; l'alliance politique ne se confond pas avec le compromis idéologique. Très vite le débat s'enflamme et s'étend. Les lettres se multiplient, les réunions de conciliation s'égrènent, le numéro deux du PCF, Waldeck Rochet, tente même une synthèse entre la « gauche » et la « droite ». En vain... La controverse reste, explicite ou latente, jusqu'à la mise à l'écart et au départ de Roger Garaudy, en 1970.

OPPORTUNISME OU SECTARISME

Entre-temps le débat s'est complexifié. En 1961, Maurice Thorez a compris que la guérilla contre Khrouchtchev est inutile. Dans le mouvement communiste, « l'ennemi principal » s'est déplacé : ce n'est plus l'« opportunisme » mais le « sectarisme ». La rupture sino-soviétiquerompt le compagnonnage de Mao et de Maurice Thorez. Pour le leader chinois, le PCF est passé du côté du « révisionnisme ».

« La direction du PCF voit bien que l'anti-humanisme théorique contredit l'ouverture politique de l'union de la gauche, mais elle ne veut pas altérer le monopole communiste de la radicalité révolutionnaire. »

Louis Althusser, jusqu'alors absent des débats philosophiques internes, partage cette sensibilité. Le PCF ne peut pas verser dans cet humanisme vaporeux, qui se réclame du « jeune Marx » et qui n'a rien de marxiste. Le Marx d'avant 1844 n'est pas encore le « vrai » Marx des communistes. Le marxisme n'est pas un humanisme, mais un « anti-humanisme théorique ».

Dès cet instant, le conflit semble s'épurer. D'un côté se trouvent ceux qui pensent que l'opportunisme reste le danger principal, que Mao voit plus juste que Khrouchtchev, que le Marx de la maturité a su rompre avec celui de la jeunesse et que le marxisme n'est pas un humanisme. En France, Louis Althusser est en première ligne, avec ses élèves de l'ENS (Étienne Balibar, Jacques Rancière, Dominique Lecourt, Alain Badiou, Pierre Macherey...). De l'autre côté sont ceux

qui pensent que la critique de Staline est vitale pour le communisme, que l'URSS a raison contre la Chine, que l'humanisme est constitutif du communisme et que le sectarisme est l'ennemi principal.

La direction du PCF voit bien que l'anti-humanisme théorique contredit l'ouverture politique de l'union de la gauche, mais elle ne veut pas altérer le monopole communiste de la radicalité révolutionnaire. Il y a donc bien pour elle deux dangers, celui de droite qu'incarne Roger Garaudy, celui de gauche défendu par Louis Althusser. Une fois de plus, la juste politique communiste consiste à naviguer entre les deux écueils. Le marxisme n'est pas un humanisme comme les autres et Roger Garaudy « l'Italien » a tort ; mais, même prolétarien, il est un humanisme et Louis Althusser le « prochinaois » n'a pas raison. Lucien Sève est piégé : lui qui n'a rien d'un « centriste » en théorie est contraint de s'aligner politiquement au centre. En 1961, les protagonistes sont Roger Garaudy et Lucien Sève ; en 1965 Louis Althusser fait face à Roger Garaudy, alors soutenu par Louis Aragon.

Il est vrai qu'il n'y a pas que des questions politiques directes. Le début des années 1960 voit poindre ce qui va être un nouveau choc pour l'univers des marxistes. L'anticolonialisme, le guevarisme, le gramscisme italien ou la révolution culturelle chinoise ont éloigné du PCF une part des jeunes générations intellectuelles qui l'avaient rejoint auparavant. De plus le marxisme est directement concurrencé par des courants intellectuels à l'intérieur de sciences sociales alors en pleine expansion.

Jusqu'alors, l'existentialisme de Sartre et de Merleau-Ponty était au cœur de la controverse, autour des notions d'engagement et de liberté. Avec les années 1960, le marxisme, le personnalisme chrétien et l'existentialisme se trouvent perturbés, à parts égales, par l'essor de disciplines qui délégitiment les pensées de l'homme en général. L'anthropologie sociale, la linguistique, la sémiologie, la sémantique, la psychanalyse font éclater les images classiques de la libre détermination et contestent l'importance du sens, historique, existentiel ou transcendantal.

Que devient le marxisme dans tout cela ? La plupart des lieux de production intellectuelle du monde communiste choisissent la défense, soulignant les limites des théories structurales ou psychanalytiques et valorisant la portée heuris- ►►

► tique et globale du parti pris marxiste. Lucien Sève, par exemple, s'essaie après 1966 à combiner l'acceptation politique de la politique d'union de la gauche, la pratique savante d'un domaine (la psychologie) et le retour exigeant et érudit aux textes fondateurs. Obsédé par sa déconstruction de l'humanisme, moins attaché à la lettre du corpus marxien, Louis Althusser assume au contraire le rôle joué par Georges Canguilhem dans sa propre trajectoire, côtoie Jacques Lacan et dialogue avec Claude Lévi-Strauss. D'une certaine façon, il recherche la synthèse de la rigueur doctrinale prêtée à Mao et de la radicalité critique portée par la vision structuraliste de l'humaine condition. À sa manière, il pratique l'ouverture de Roger Garaudy, mais en direction des « anti-humanistes » et pas au nom de l'humanisme. L'opposition interne au monde communiste

« Lucien Sève s'essaie après 1966 à combiner l'acceptation politique de la politique d'union de la gauche, la pratique savante d'un domaine (la psychologie) et le retour exigeant et érudit aux textes fondateurs. »

intellectuel n'est plus duale. Elle tourne peu à peu à l'éclatement. Face à cela, la direction alterne la prudente neutralité et le rappel à l'ordre, quand le désaccord théorique frôle l'hérésie politique. La liberté prônée à Argenteuil vaut pour l'art et la littérature, pas pour les sciences sociales ni pour la théorie où le collectif partisan a le dernier mot. Le pragmatisme est le maître mot : on combat Garaudy après 1966, on égratigne

Althusser, on ménage Sève, sans pour autant l'adouber.

Au bout du compte, le pragmatisme n'enraie pas la crise et laisse l'organisation partisane sans ossature intellectuelle attractive. Mais c'est une autre histoire... ■

*Roger Martelli est historien. Il est agrégé d'histoire.

Lucien Sève et la traduction de Marx

À l'époque où il était à la tête des Éditions sociales, Lucien Sève a mis sur les rails une entreprise inédite de traduction des textes de Marx et d'Engels. Ce faisant, il a accompagné certaines grandes innovations conceptuelles, notamment celle consistant à traduire le mot allemand « *Mehrwert* » par le terme français de « survaleur ».

PAR JEAN-PIERRE LEFEBVRE

Pour évoquer la mémoire de Lucien Sève il faudrait reprendre l'encre noire et la plume fine de nos échanges épistolaires pendant plusieurs années. Il y avait beaucoup de lui dans cette forme manuscrite, qui autorisait la réaction vive. Écrire était encore se servir du pouce, tendre la main. Reprendre la plume planterait aussi un décor épistémologique où figuraient encore les grands classiques chez qui nous puisions nos références à des fins de derniers mots qui étaient autant de signes de connivence et entretenaient à distance l'humour mutuel nécessaire à l'approche de la chose-même.

Ce serait aussi considérer que nous nous sommes rencontrés et connus dans une période de basculements qui ont mis bien des pratiques à l'épreuve, y compris dans le secteur de l'écriture et de l'édition où il travaillait alors, peu avant que surgisse l'ordinateur généralisé, le téléphone portable, que triomphent les écrans : dans les lits, dans les trains, à la Bourse, à l'hôpital. Avant aussi que sonne obstinément le tocsin écologique aux oreilles de tous ceux que motive le désir d'un avenir meilleur.

Je l'ai connu quelques années après qu'il avait passé la cinquantaine et dirigeait les Éditions sociales. Je venais d'être nommé enseignant à

l'École normale supérieure (ENS), où il avait fait ses études peu après la guerre. Louis Althusser, dont je devenais le collègue et bientôt l'un des proches, me parlait parfois de la jeunesse étudiante de Lucien, avec qui, du coup, il m'arrivait de jeter sans vergogne des ponts en amont vers son enfance à Chambéry et d'évoquer le charme stendhalien des balcons forgés à l'italienne de la ville où il avait appris à écrire et penser. Nous partagions *a priori* plusieurs tropismes, pas encore vraiment enrichis de concepts...

ACTIVER LA TRADUCTION EN FRANÇAIS DES ÉCRITS DE MARX ET ENGELS

J'ai oublié les circonstances précises dans lesquelles je l'ai rencontré au début des années 1970, mais elles avaient à voir avec le projet auquel il tenait tout particulièrement depuis qu'il avait été nommé à la direction des Éditions sociales : activer la traduction en français des écrits de Marx et Engels, dont certains avaient occupé, au sein même du Parti communiste, l'espace polémique des années 1960. Je pense qu'il avait surtout en tête la traduction des

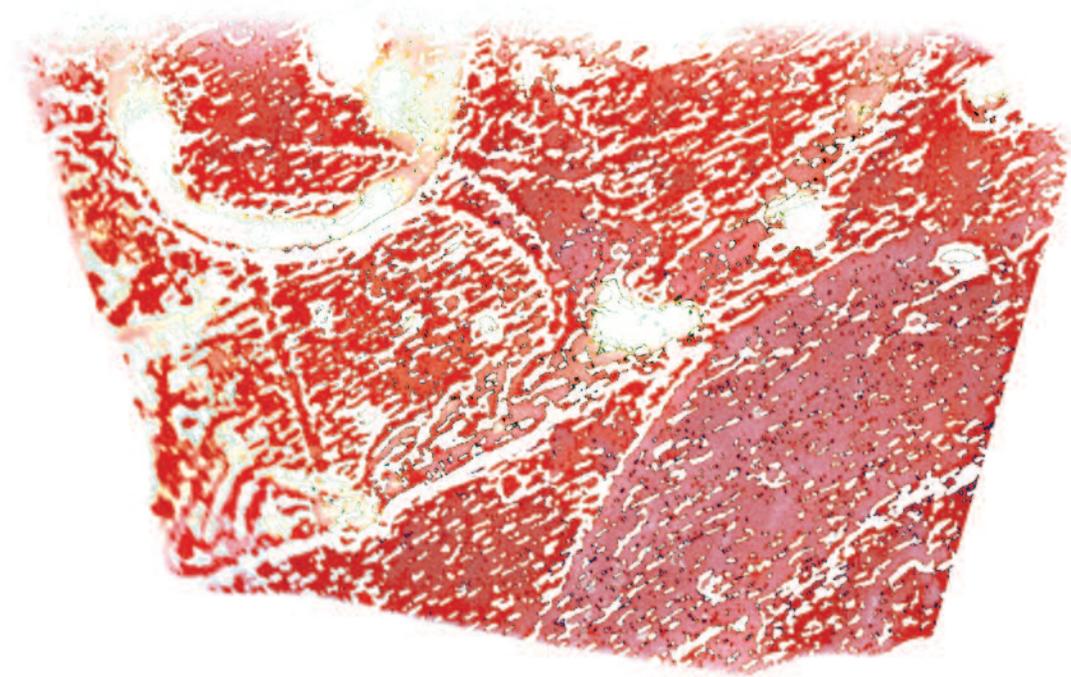
« Lucien pressentait, beaucoup plus clairement que moi, que ce changement allait soulever des polémiques, sinon des crises, et la discussion dut aller au fond. »

Grundrisse, le volumineux manuscrit de 1857-1858 qui prélude pour Marx aux dix ans de mise au point du livre I du *Capital*. Mais il m'a d'abord demandé de traduire deux petits volumes de textes choisis, l'un sur Marx et les sciences de la nature, l'autre sur la question de la méthode dans les sciences économiques. J'y ai fait l'expérience de mon inculture d'alors dans la connaissance de l'univers épistémologique de référence, mais aussi celle, plus familière, des problèmes et des effets de la traduction en français des textes théoriques destinés à des usages pratiques immédiats. Assez pour me

croire en état d'inscrire à la Sorbonne un sujet de thèse d'État « sur la langue de Marx » qui n'a jamais abouti sur le plan académique, mais qui a accompagné d'un surcroît de vigilance la traduction des grands textes économiques de Marx (autres que le *Capital*). Dans ce contexte s'est développé un contact assez régulier avec Lucien, autour du projet d'une traduction collective des *Grundrisse*, pour laquelle il m'a demandé de réunir une équipe de germanistes, pour la plupart encore très jeunes. Le travail a commencé en 1976 si je me souviens bien, il donnait lieu à des sortes de séminaires, le samedi, à l'ENS, au cours desquels nous discutons des questions posées par le travail de chacun. C'est resté pour moi un très bon souvenir. Cette équipe de traductrices et de traducteurs est venue à bout des *Grundrisse* « dans les temps », puis du manuscrit économique de 1861-1863, encore inédit, chaînon manquant de la séquence qui va de 1844 à 1883, qui venait d'être édité en République démocratique allemande dans le cadre de la nouvelle édition complète des œuvres de Marx-Engels (dite MEGA 2). À tout ce travail s'ajoutait parfois pour certains la collaboration à l'achèvement de la traduction de la correspondance Marx-Engels. En sorte qu'au terme de cette phase de formation collective, le projet ambitieux a mûri de retraduire le livre I du *Capital*. Auquel Lucien a souscrit.

LE DÉSIR DE SOLUTIONS NEUVES POUR CERTAINS CONCEPTS

Dès le travail sur les *Grundrisse*, il est apparu que certaines traductions « classiques » des textes posaient des problèmes, et le désir de solutions neuves pour certains concepts a grandi. Je m'étais convaincu en particulier du biais nocif introduit par certaines conventions, aux détriments de l'énorme travail d'abstraction qui était au principe de cette « contribution à la critique de l'économie politique ». Mais dès lors que les Éditions sociales étaient une institution dépendant du Parti communiste, les remaniements lexicaux n'allaient pas de soi. Dans notre équipe même, Gilbert Badia (qui avait traduit les *Théories sur la plus-value*, parfois présentées comme le livre IV du *Capital*) avait émis des doutes sur l'opportunité, voire la validité, de la nouvelle traduction que je proposais pour le concept central de *Mehrwert*: ►►



►► la survaleur, au croisement du paradigme de la valeur et de celui de l'accroissement, au cœur d'une famille théorique abstraite de notions pourtant très proches de la réalité concrète de l'exploitation, *valorisation-utilisation* (*Verwertung*), *surtravail* (*Mehrarbeit*), *surtemps de travail*, voire *surtemps* tout court, *surproduit* (*Mehrprodukt*), etc.

Lucien à l'époque habitait Bagneux, et me ramenait en voiture à mon domicile après les séances de travail aux Éditions sociales (où les traductions manuscrites étaient traitées au fur et à mesure du point de vue éditorial). Il était question dans la voiture de beaucoup de sujets dans les années 1970 ! Mais aussi de questions théoriques qui nous « tenaient à cœur ». Et en l'espèce de la fameuse question de la traduction de *Mehrwert*. Lucien pressentait, beaucoup plus clairement que moi, que ce changement allait soulever des polémiques, sinon des crises, et la discussion dut aller au fond. Mais je me souviens du jour où en refermant la portière de sa Renault, il m'a dit : « oui, finalement je suis d'accord ». Il faut dire que c'est dans les *Grundrisse* que Marx produit littéralement le concept totalement absent jusqu'alors, puis l'expérimente avec une jubilation théorique spectaculaire qui donne

lieu à une sorte de baptême poétique sur lequel il ne reviendra jamais (cf. mon article « La langue de Marx » in *Philosophies*, septembre 1991). Par la suite cette décision a donné lieu à des discussions contradictoires dans le quotidien *L'Humanité*, ainsi que dans la revue *La Pensée*. Je demeure convaincu que dans l'acceptation de notre proposition, il y avait chez Lucien une part d'amitié, une part de culture philologique propre, mais aussi le résultat de son expérience théorique personnelle : il avait lui aussi dans son propre travail sur Marx rencontré la nécessité parfois de revenir sur les formulations conventionnelles. Et par ailleurs il était bien placé à plusieurs titres pour écarter sans ciller le reproche qui était fait parfois dans les instances du PCF à cette décision lexicale, en y projetant l'hypothèse d'une influence, en sous-main, de Louis Althusser, dans un contexte de divergences politiques publiques avec la politique du PCF qui surdéterminait la discussion. Il savait bien que sur ce point il n'existait aucune influence de cette nature, quand bien même j'avais naturellement parlé aussi avec Louis Althusser de ce changement, sans qu'il émette la moindre objection : d'autres aspects des *Grundrisse* le motivaient davantage

à relativiser l'importance que nous donnions à ce manuscrit, notamment l'idée d'un recours et retour de Marx à la terminologie, voire à la démarche hégélienne. La nature des relations anciennes et jamais interrompues entre Louis Althusser et Lucien Sève excluait cette lecture un peu paranoïaque d'une quelconque stratégie théorique de Louis Althusser sur ce point précis. Je me suis parfois demandé si le soutien que Lucien avait finalement apporté à ces renouvellements avait pu jouer un rôle dans son départ de la direction des Éditions sociales. Mais je n'en sais fichtre rien. Sinon que la suite des événements (l'effondrement progressif de l'influence politique du PCF) a plutôt validé la compréhension et la défense « ouvertes » du communisme qu'il a développées dans ses écrits et qui inspiraient ses interventions au Comité central. Les théories officielles du Capitalisme monopoliste d'État ont plus contribué au refoulement qu'à la compréhension de ce qui s'est passé et accéléré sur la planète dans cette période, à quoi les Allemands ont donné un nom

abstrait plus adéquat que « mondialisation » : la *Globalisierung*.

Après ces années laborieuses, j'avais fini par connaître Lucien plus personnellement. Après la parution du *Capital* en 1983, nous nous sommes perdus de vue, mais parfois rencontrés dans le biotope de la banlieue sud, et aperçus aux obsèques de son épouse Françoise. Je n'ai pas retrouvé toutes nos longues lettres manuscrites. La dernière portait peut-être sur la question de l'Afghanistan. Mais en changeant de domaine, en commençant à retraduire la *Phénoménologie de l'esprit*, suivie de l'*Esthétique* de Hegel, plus tard en travaillant pendant presque dix ans sur Freud, voire aujourd'hui encore en scrutant la langue de Kafka, je suis resté en lien mental, intellectuel et affectif avec lui, dans une relation éthique principalement personnelle. ■

*Jean-Pierre Lefebvre est germaniste. Il est professeur émérite de littérature allemande à l'École normale supérieure.

Les trois vies militantes de Lucien Sève

Comment ne pas parler de politique quand on évoque Lucien Sève, et notamment – sans qu'on doive réduire ceci à cela – de cette vie militante au sein du Parti communiste pendant près de soixante années ? On ne lira ici qu'une esquisse, en raison du nombre de signes disponible mais aussi des recherches qui, sur ce chapitre, sont encore à mener.

PAR **GUILAUME ROUBAUD-QUASHIE***

Il y a quelque arbitraire à détacher telle ou telle dimension de la vie d'un homme pour la présenter à part. Combien de fois Lucien Sève lui-même aura-t-il critiqué l'édition de « La Pléiade » réalisée pour Marx par Maximilien Rubel, lequel distinguait des œuvres relevant de l'« économie », de la « philosophie », de la « politique »...

Lucien Sève appartient à cette génération qui, pour avoir échappé aux deux guerres mondiales, n'en est pas moins plongée dans le chaudron de l'histoire. Né neuf ans après Octobre, il intègre l'École normale supérieure quelques semaines après Hiroshima, des communistes étant pour

la première fois au gouvernement. Point de carte en poche cependant à ce stade, mais, dans la violence de la Guerre froide, le communisme est sur bien des lèvres à l'ENS, que ce soit pour le défendre et brandir son étendard ou pour le conspuer et conjurer son spectre à la croissante envargure... Parmi les brillants sujets qui ont donné leur adhésion au Parti, citons deux aînés, jeunes agrégés de philosophie, qui nouent amitié avec Lucien Sève : Georges Snyders, de retour d'Auschwitz, et Louis Althusser. Amitié sincère et multidimensionnelle : il faut imaginer les trois compères jouer ensemble un concerto de Bach. ►►

► UN MILITANTISME DE TERRAIN

Lucien Sève n'adhère toutefois qu'en 1950, à près de 24 ans, après avoir passé l'agrégation. Nommé à Chaumont, en Haute-Marne, il se montre très actif et ne tarde pas à se faire repérer par les Renseignements généraux qui notent alors son « dynamisme » et « un talent certain d'orateur ». Il prend des responsabilités locales et, très vite, départementales (« fédérales »). Un meeting de soutien aux cheminots en grève ? Il est présent et parle. Un autre pour soutenir la grève dans le bâtiment ? Idem. Lorsque des jeunes décident de constituer à Chaumont un cercle de l'Union de la jeunesse républicaine de France, Lucien Sève préside la réunion, flétrit l'icône du temps, Jean-Paul Sartre et l'existentialisme, pour mieux défendre marxisme et communisme. Bien sûr, il peut prononcer des conférences théoriques comme « Qu'est-ce que le marxisme ? » en avril 1952 mais Lucien Sève est un militant communiste au sens plein du terme. Il n'est pas seulement un « militant intellectuel », cantonné à cette seule dimension. Il peut donner des conférences comme « Le Front unique et l'organisation de l'action » (Gap, été 1953) ou mener les actions militantes canoniques du temps. Il ne se dérobe pas davantage devant l'animation des « organisations de masse ». Le voici responsable du conseil communal des Combattants de la paix de Chaumont et bientôt secrétaire départemental. En parallèle, il est élu conseiller municipal. Sans compter l'engagement syndical : il est secrétaire adjoint de la FEN-CGT de la Haute-Marne.

C'est le bain dans une classe ouvrière organisée et combative sur laquelle plane l'ombre de la guerre : Marius Cartier, le député cheminot, compagnon d'armes du colonel Fabien, n'est pas loin, à Saint-Dizier ; ou cette autre figure communiste du département, Fernand Kittler, cheminot également, rescapé de Dachau.

Militer alors au PCF, c'est s'apprêter à payer une forte addition à la bourgeoisie. Lucien Sève s'en acquitte. Pleinement. Ce sont les bataillons disciplinaires en guise de service militaire. C'est une carrière barrée pour un fonctionnaire. Rappelons que Frédéric Joliot-Curie, tout prix Nobel qu'il fût, est chassé de « son » Haut-commissariat à l'énergie atomique au printemps 1950 ; à l'été 1953, on refuse que des candidats se présentent au concours de l'École nationale d'administration au motif qu'ils sont communistes... C'est pour cette raison que Lucien Sève doit quitter

son (beau) poste de professeur au lycée français à Bruxelles et rejoindre la Haute-Marne : il a trop fort et trop nettement vanté les mérites de Lénine – ce qui ne cessera jamais – dans des conférences organisées par l'ambassade de France.

« Lucien Sève est un militant communiste au sens plein du terme. Il n'est pas seulement un « militant intellectuel », cantonné à cette seule dimension. Il peut donner des conférences comme « Le Front unique et l'organisation de l'action » (Gap, été 1953) ou mener les actions militantes canoniques du temps. »

Nommé à Chaumont, il rejoint ensuite Talence (Gironde) et dirige l'Université ouvrière de Bordeaux, croisant le chemin de jeunes agrégés communistes comme Pierre Fougeyrollas ou Olivier Bloch, pour évoquer « la rente foncière et le problème paysan » comme « la plus-value et la loi générale de l'accumulation capitaliste ». À mesure que ses propres recherches avancent, il semble se spécialiser dans l'activité des communistes dans le domaine théorique et en direction des milieux intellectuels. N'écrit-il pas à Henri Bordage, alors directeur des *Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest*, pour lui proposer une page hebdomadaire spécifique en ce sens ?

UN MILITANTISME À L'ÉCHELLE NATIONALE

Muté au lycée Saint-Charles à Marseille en 1957, Lucien Sève poursuit sur cette voie et commence une deuxième vie militante. À l'emploi du temps chargé du professeur de lycée, militant local et responsable départemental, s'ajoute une charge d'échelle nouvelle : nationale.

C'est la participation au comité de rédaction de *La Nouvelle Critique*, « revue du marxisme militant » qu'avait fondée un autre jeune communiste agrégé de philosophie, Jean Kanapa. C'est dans une collection liée à cette revue qu'il publie *La Différence*, consacrée à Lénine pour une part et à la critique d'un fort ouvrage d'Henri Lefebvre de l'autre. Cette activité n'échappe pas à l'attention de Maurice Thorez qui note dans son journal dès 1958 la qualité « remarquable » de textes de

Sève, n'hésitant pas à lui écrire directement pour l'en féliciter. *L'Humanité*, sous la plume de l'agrégé de philosophie Michel Simon puis celle de l'agrégé d'allemand Pierre Juquin, salue également les livres de Lucien Sève (mai 1960 ; mars 1961). Le XVI^e congrès du PCF, en mai 1961, porte Lucien Sève au comité central. À côté des responsabilités qu'il continue d'assumer aux échelons locaux et fédéraux du PCF – mais aussi de France-URSS par exemple –, le philosophe s'intègre dans les structures de travail communistes nationales. Jack Ralite, lors de la mort de Jacques Chambaz en 2004, rappelait ainsi l'équipe constituée autour de Roland Leroy dans la deuxième moitié des années 1960 pour traiter des questions idéologiques et culturelles, citant Sève au milieu des historiens Jacques Chambaz ou François Hincker, du germaniste Pierre Juquin, du philosophe Guy Besse...

« Même si c'est Charles Fiterman qui va incarner cela pour le plus grand nombre, Lucien Sève participe là au lancement de la "refondation communiste". »

Si Roger Garaudy, docteur de l'Académie des sciences de l'URSS, membre du bureau politique, proche de Maurice Thorez et de Louis Aragon, fait office de « philosophe officiel », Lucien Sève n'hésite pas à lui porter la contradiction – qui a sa réciproque – dans des controverses qui peuvent être particulièrement âpres – c'est un des enjeux du comité central d'Argenteuil (1966). Roger Garaudy marginalisé et bientôt hors du PCF, Lucien Sève voit son autorité croître encore davantage au sein du parti – même si l'aura intellectuelle de Louis Althusser, hors des rangs des directions communistes, est considérable. N'est-il pas, avec Waldeck Rochet et François Billoux, l'orateur du (très) grand meeting de campagne de Jacques Duclos à Marseille en 1969 ? Devant les plus de 5 000 participants réunis salle Vallier, il frappe les esprits et Jean Lacouture, pour *Le Monde*, de noter son

« En 1970, Lucien Sève devient directeur des Éditions sociales et s'impose comme une des principales figures intellectuelles du PCF appuyant la dynamique politique à l'œuvre. »

« intervention très nourrie et très charpentée ». Surtout, en 1970, Lucien Sève devient directeur des Éditions sociales et s'impose comme une des principales figures intellectuelles du PCF appuyant la dynamique politique à l'œuvre. Quand Louis Althusser brocarde le XXII^e congrès de 1976 et l'abandon de la dictature du prolétariat, Lucien Sève (qui le publie aux ES) lui réplique : « Nous n'avons pas abandonné la dictature du prolétariat comme on abandonne un enfant, mais comme l'adulte abandonne l'enfant et l'adolescent qu'il a été. » En 1979, il est directeur adjoint du nouvel Institut de recherches marxistes. En 1980, c'est lui qui préside la séance du comité central qui soumet au vote la désignation de Georges Marchais comme candidat à l'élection présidentielle. En 1982, c'est même lui qui est chargé du projet de résolution du XXIV^e congrès.

LE LANCEMENT DE LA « REFONDATION COMMUNISTE »

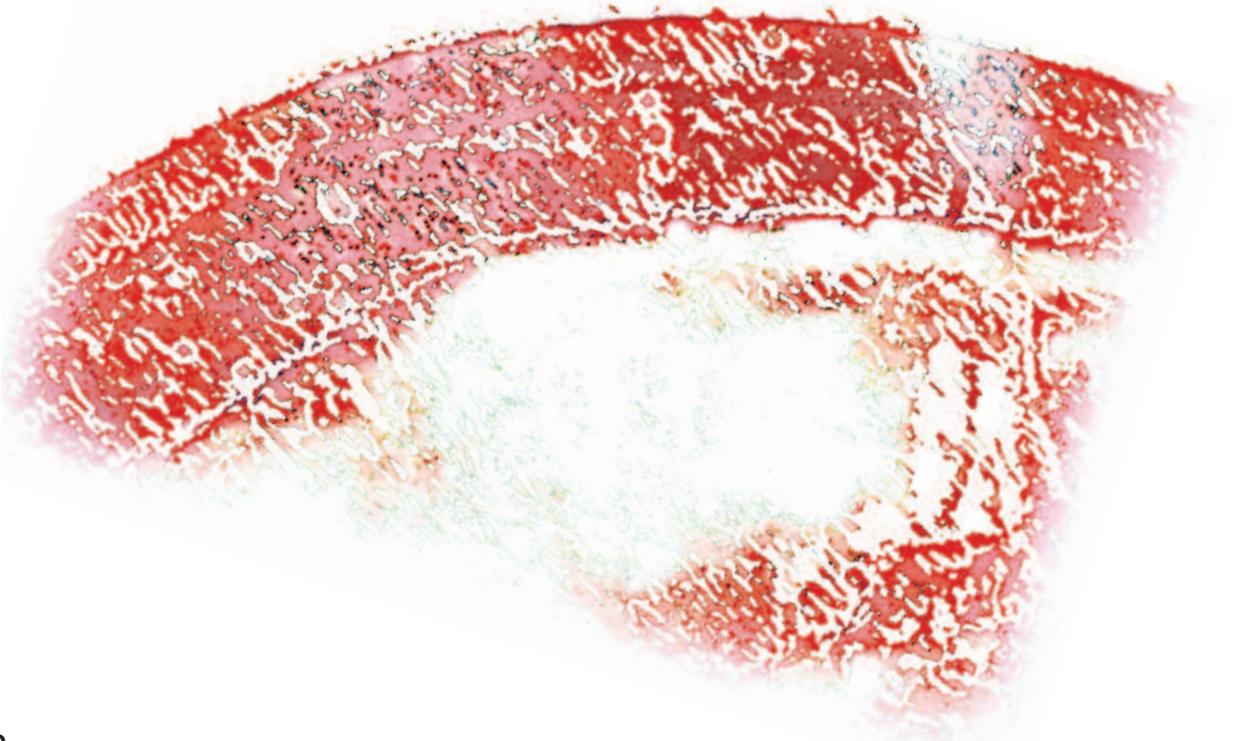
Le choc n'est que plus retentissant quand s'ouvre la troisième vie militante de Lucien Sève au lendemain des élections européennes de 1984. Fin juin, le comité central entend une intervention qui prend le rapport liminaire à contre-pied, appelant à ne pas minimiser les difficultés et à manifester les ambitions les plus grandes en matière théorique et politique. Même si c'est Charles Fiterman qui va incarner cela pour le plus grand nombre, Lucien Sève participe là au lancement de la « refondation communiste ». Cela ne va pas sans des heurts plus ou moins vifs dans les années qui suivent : alors qu'il intervient à l'école centrale, il est considéré par certains communistes comme une sorte de dissident à tenir en suspicion. Dans *L'Humanité*, la sociologue Danielle Bleitrach, membre du Comité central, attaque très brutalement le livre qu'il publie avec sept autres auteurs en 1987, *Je. Sur l'individualité*. Lucien Sève regrette, lors de la séance du comité central (dont il reste membre) ►►

► qui suit, une critique « déshonnête et ridicule », « manquement à la simple honnêteté intellectuelle ». Le débat n'est pas tant académique que politique et Lucien Sève est appelé à préciser contre Danielle Bleitrach : « Le problème que j'ai posé n'est pas, donc, de savoir si un parti révolutionnaire a encore un rôle d'avant-garde à jouer – la nécessité de ce rôle ne me paraît pas affaiblie mais au contraire avivée par la stratégie autogestionnaire qu'a adoptée le PCF. Il est de prendre jusqu'au bout la mesure théorique et pratique des transformations opportunes dans la manière d'assumer ce rôle d'avant-garde, compte tenu, entre autres, du développement de nouvelles formes d'individualité. C'est une vraie question que je n'entends pas laisser recouvrir par un faux problème. » *L'Humanité*, avec l'agrégé de philosophie Bernard Michaux, publiera d'ailleurs un deuxième compte rendu, dans un sens différent du premier. Reste que les tensions sont désormais très vives. Il faut toutefois attendre 1989 pour que tout s'ac-

« Quand deux yeux divergent, l'un regarde à droite et l'autre à gauche. Quant à moi, je ne regarde nulle part ailleurs que droit devant, vers une identité communiste ravivée, en prise sur ce nouveau temps. »

Lucien Sève

celère. Les désaccords avec Georges Marchais se font plus nets. En 1990, toujours aux côtés de Charles Fiterman (malgré des approches qui ne convergent pas en tous points), Lucien Sève (constamment réélu au CC en dépit de ses désaccords connus) ne vote pas le rapport préparant le prochain congrès et appelle à ce que le contre-projet présenté par Charles Fiterman soit soumis aux adhérents au même titre que celui élaboré par la direction nationale. « Ne mettons pas le doigt dans cet engrenage » répond alors Georges Marchais qui proposera la publication de ce texte dans *L'Humanité*. Le journal communiste ouvre alors ses colonnes à une vive pluralité de points de vue. Dans la préparation de ce même XXVII^e congrès, Lucien Sève y regrette : « Pourquoi cette hâte à cataloguer et rejeter des points de vue différents ? Quelles sont les racines de cette ruineuse étroitesse qui traite sans examen sérieux des camarades en adversaires [...] ? En son ins-



piration léninienne, le centralisme démocratique demeure foncièrement valide. Mais durant des décennies il a été converti en son contraire : le centralisme autocratique stalinien. En avons-nous identifié tous les maléfices ? [...] Quand deux yeux divergent, l'un regarde à droite et l'autre à gauche. Quant à moi, je ne regarde nulle part ailleurs que droit devant, vers une identité communiste ravivée, en prise sur ce nouveau temps. »

En juin 1991, une nouvelle étape est franchie : il est le principal auteur du manifeste « Refondations », lancé par un colloque public rassemblant plus de mille participants, de Malek Boutih (alors vice-président de SOS Racisme) à Gisèle Halimi. Malgré la diversité politique des présents, Lucien Sève maintient un cap loin des synthèses sans contenu et revendique explicitement « la nécessaire refondation de l'identité communiste ». En septembre, avec Jean-Michel Catala, Paul Boccara, Guy Hermier ou Philippe Herzog, Lucien Sève vote contre le rapport présenté par André Lajoinie au lendemain du coup d'État manqué organisé à l'été 1991 en URSS. Les chemins continuent de s'écarter. Jusqu'en 2010 où le nom de Lucien Sève figure parmi la liste des communistes quittant le PCF à la veille du XXXV^e congrès.

« Quand Louis Althusser brocarde le XXII^e congrès de 1976 et l'abandon de la dictature du prolétariat, Lucien Sève (qui le publie aux ES) lui réplique : "Nous n'avons pas abandonné la dictature du prolétariat comme on abandonne un enfant, mais comme l'adulte abandonne l'enfant et l'adolescent qu'il a été." »

Pourtant, Lucien Sève n'est jamais vraiment devenu un « ex », avec toute l'amère hostilité que le terme implique souvent. Communiste, il restait attentif et, je crois, attaché au parti qui fut le sien des décennies durant, ce qui n'impliquait pas de soutien aveugle mais une disponibilité et un intérêt réels. Autrement que l'adhérent de guerre froide ou le dirigeant thorézien, autrement encore que le responsable des années 1980-1990, Lucien Sève est resté jusqu'à son dernier souffle un militant du communisme. ■

*Guillaume Roubaud-Quashie est historien. Il est agrégé et docteur en histoire.

Lucien Sève, éditeur communiste

Directeur des Éditions sociales de 1970 à 1982, Lucien Sève a profondément marqué l'univers du livre communiste en France. En un peu plus d'une décennie, il y a mis en œuvre des grandes innovations qui en ont fait une maison d'édition politique moderne et ouverte.

PAR JULIEN HAGE*

Succédant à Guy Besse, philosophe comme lui, Lucien Sève parvient à la tête des éditions communistes en septembre 1970. Il quitte son emploi de professeur de lycée à Marseille pour devenir permanent du Parti communiste, dépendant de la direction comme du secteur des intellectuels dirigé par Roland Leroy et de la section d'administration. À son arrivée, le groupe des Éditions sociales (ES) traverse une grave crise, un peu plus de dix ans après la créa-

tion d'Odéon-diffusion en 1958, un système de distribution voué à faire migrer une partie de leurs publications vers les librairies, au-delà des canaux militants longtemps privilégiés, tandis que s'éveille, dans la France de la décolonisation, le marché du livre politique. Le monde de l'édition n'est pas inconnu au philosophe marxiste : ses parents dirigeaient une petite maison d'édition d'ouvrages et de brochures scolaires. Sous son impulsion, les éditions, refondées à la ►►

►► Libération, achèvent leur migration d'un bureau d'édition (cf. Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste*) – une « officine » disait-il – vers une maison d'édition politique moderne, tandis que les maisons d'édition du Cercle d'Art et les éditions de La Farandole, pour la jeunesse, jouissent pour leur part d'une relative autonomie au sein du dispositif sous la houlette de Jean Jérôme. L'œuvre éditoriale de Lucien Sève, trop négligée, se nourrit d'une ambition explicite : être la maison d'édition d'un parti destiné à prendre le pouvoir par les urnes grâce au Programme commun, en disposant de l'autonomie induite par la réunion du comité central d'Argenteuil de 1966 et de la confiance de la direction, et en s'adressant aux nouvelles classes des « travailleurs intellectuels ».

« Sous son impulsion, les éditions, refondées à la Libération, achèvent leur migration d'un bureau d'édition – une “officine” disait-il – vers une maison d'édition politique moderne. »

Il hérite d'un catalogue non dénué de richesse en matière littéraire et philosophique, à l'instar de la collection des *Classiques du peuple* ou des nouvelles de Tchekhov, mais tendu par l'austérité d'un fonctionnement militant qui a privilégié la propagande à l'action culturelle. À cette période, ses collections sont marquées par les scories de la guerre froide et souvent dédaignées par la plupart des grands intellectuels et écrivains communistes qui se font publier par ailleurs une fois le succès venu. Mais l'éditeur s'appuie sur le réseau considérable de plus de soixante-dix librairies communistes pour tirer parti de la politisation amenée par les années 1968 et de ventes qui garantissent des entrées d'argent plus régulières. Sa démarche est aussi portée par le dynamisme des revues et périodiques communistes, comme de celui du Centre

« L'éditeur s'ouvre résolument à une démarche interdisciplinaire, soucieuse d'accueillir philosophes, sociologues, historiens, économistes, psychologues, penseurs de tous domaines qui débattent intensément du marxisme. »

d'études et de recherches marxistes (CERM), où intellectuels communistes et sympathisants travaillent de concert.

RECONSTRUIRE UNE SORTE DE « MAISON COMMUNE » AUX COMMUNISTES

Il s'agit ainsi pour Lucien Sève de reconstruire une sorte de « maison commune » aux communistes, un instrument à la fois d'intervention et de théorie, qui puisse être le vecteur d'un débat au sein des instances communistes et au-delà dans la société, tout en publiant fidèlement les textes et les manifestes de la direction. En plein débat sur le structuralisme, l'éditeur s'ouvre résolument à une démarche interdisciplinaire, soucieuse d'accueillir philosophes, sociologues, historiens, économistes, psychologues, penseurs de tous domaines qui débattent intensément du marxisme. Sous sa direction, les ES effectuent leur retour au premier plan pour leurs traductions, leurs plumes et la place qu'elles occupent dans les idées en France, en lien avec l'actualité de la recherche. C'est le moment où l'on trouve dans les éditions communistes des auteurs d'une plus grande diversité idéologique, notamment pour des ouvrages collectifs ; d'ailleurs, il arrive que certains d'entre eux fassent l'objet d'une recension mitigée dans *L'Humanité*. Dans un entretien avec Jean-Numa Ducange en 2008 (cf. Jean-Numa Ducange, Julien Hage, Jean-Yves Mollier [dir.], *Le Parti communiste français et le livre*), Lucien Sève restituait sa démarche d'alors en ces termes :

« C'est justement ce qu'il fallait développer avec maîtrise : une vraie maison d'édition, attachée au parti mais avec une démarche autonome, ferme en sa ligne générale mais de large ouverture, au diapason d'un communisme se voulant lui-même richement démocratique. Je pense que

cette sorte de réflexion éditoriale n'avait pas encore été menée en profondeur jusque-là. »

Pour Lucien Sève, comme pour son successeur Claude Mazauric, la tâche cardinale des éditions communistes consiste d'abord à traduire d'une manière ordonnée les œuvres de Marx et Engels, sur un terrain où la concurrence des éditions d'extrême gauche est devenue redoutable dans les années 1968. Le philosophe regretta amèrement que les *Grundrisse* aient pu être publiés d'abord chez Anthropos, et non aux ES – Jean-Pierre Lefebvre en livra aux ES sa propre traduction en 1980. À ces territoires

jusque-là inconnus en France des « classiques », la nouvelle collection de poche « Essentiel » ajoute bientôt Rosa Luxemburg, Léon Trotski, Antonio Gramsci, ainsi que des textes de Staline, promouvant explicitement un pluralisme des communismes.

Il s'est également efforcé de réconcilier les penseurs communistes contemporains en délicatesse ou en rupture de ban avec les éditions, comme les philosophes Louis Althusser et Henri Lefebvre ou le sociologue Michel Clouscard. Lucien Sève s'efforce aussi d'attirer les universitaires communistes dans le giron des éditions comme Michel Vovelle, Alain Roux, Raymond Huard, Anne Ubersfeld, ou Pierre Barbéris. Prêchant par l'exemple, il publie lui-même ses œuvres dans les éditions communistes. Pour accueillir ces travaux, les ES refondent en profondeur leur dispositif, avec les collections d'essais et de documents comme « Notre Temps », « Problèmes » ou « Terrains ».

Pour ce faire, les éditions se dotent d'une véritable instance éditoriale, compétente en traduction et apte à mener une politique de commandes. Elles tentent de mettre en discussion l'histoire révolutionnaire avec *L'Histoire de l'URSS* de Jean Ellenstein, une « démarche quelque peu acrobatique », selon les propres mots du philosophe. Outre leurs succès historiques, comme les livres de poche du *Manifeste du parti communiste* ou de *L'Idéologie allemande*, alors vendues à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires par an, elles connaissent aussi quelques grands *best-sellers* contemporains, comme en 1977 *La Raison du plus fou* des

psychologues Daniel Karlin et Tony Lainé, décliné des émissions télévisées sur Antenne 2 (plus de quatre cent mille exemplaires vendus). Il n'est pas rare, comme sur la question des femmes, de trouver différentes positions au sein des livres publiés dans les éditions communistes. Elles accueillent même en 1978 le texte d'un oppositionnel, *L'Accident*, de Maurice Goldring, qui quitta peu après le PCF.

L'activité de Lucien Sève n'échappe pas aux crises sur le périmètre d'autonomie des éditions : en 1973, le secrétariat du comité central lui

enjoint de pilonner le livre de l'économiste communiste Maurice Decailot sur le mode de production socialiste, alors au brochage, car il contient une mise en question de la propriété des moyens de production en URSS. Georges Marchais, selon Lucien Sève, permet la sortie du livre, ce qui entérine sa marge de manœuvre éditoriale. Les tensions ne sont pas rares, aussi, avec les éditions d'extrême gauche : les ES gagnent ainsi leur procès en contrefaçon contre les éditions Maspero pour leur édition *reprint* de *La Révolte de la mer Noire*, alors que les ayants droit d'André Marty avaient

donné leur accord à l'éditeur du quartier Latin. En 1976, la faillite du Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP), leur distributeur exclusif, menace l'édifice éditorial communiste. Le parti communiste restreint alors son investissement dans les éditions grevées par le déficit. Un nouveau groupe, Messidor, restructure fin 1979 l'ensemble des branches d'édition en limitant la marge de manœuvre et les ressources de ses éditeurs. Lucien Sève quitte alors la direction des ES en 1982, comme Régine Lilensten celle des éditions La Farandole. Claude Mazauric lui succède, dans des prérogatives réduites au seul domaine théorique et politique – les « Éditions sociales » ne désignent alors plus que ce périmètre-là –, à côté des branches littérature et jeunesse, tandis que Messidor est dirigé par Claude Compeyron. ■

« Il s'est également efforcé de réconcilier les penseurs communistes contemporains en délicatesse ou en rupture de ban avec les éditions, comme les philosophes Louis Althusser et Henri Lefebvre ou le sociologue Michel Clouscard. »

*Julien Hage est historien. Il est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Paris-Nanterre.

Lucien Sève et les questions éthiques

Lucien Sève a été membre du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé de 1983 à 2000. Cette activité l'a amené à travailler sur des questions dont l'actualité est de plus en plus nette, comme celle de la personne humaine ou de l'information scientifique.

PAR HENRI ATLAN*

C'est avec une grande émotion que je me souviens de la collaboration amicale et féconde qui s'était établie entre Lucien Sève et moi à l'occasion de notre activité commune au sein du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé. Nous avons travaillé en son sein pendant dix-sept ans, depuis sa création en 1983, et nous avons pu suivre ensemble son évolution. La dénomination de bioéthique, popularisée par les médias, nous semblait inappropriée, en ce qu'elle suggérait une sous-discipline de la biologie comme la biochimie ou la biophysique. Au contraire, les problèmes éthiques, avec leurs

à l'origine de ces problèmes. Il était donc indispensable d'associer d'autres disciplines à la biologie proprement dite comme sources d'inspiration, la philosophie devant évidemment y jouer un rôle incontournable.

LA NOTION DE « PERSONNE HUMAINE »

Malgré nos engagements philosophiques différents, je m'aperçus très vite que Lucien Sève dans ce Comité d'éthique, tenait la place d'un philosophe honnête malgré – ou à travers, ou grâce à ? – sa fidélité de militant politique. Nous avons pu apprécier ensemble l'importance d'un certain pragmatisme pour analyser au cas par cas ces problèmes éthiques, sociaux et culturels dont nous avions à débattre. C'est ainsi qu'il accepta de rédiger un rapport important sur la notion de « personne humaine », telle qu'elle avait été débattue, à partir de points de vue religieux et philosophiques les plus contradictoires

« Lucien Sève accepta de rédiger un rapport important sur la notion de “personne humaine”, à partir de points de vue religieux et philosophiques les plus contradictoires sur des questions relatives à l'expérimentation sur l'embryon. »

prolongements sociaux et politiques, sont le plus souvent posés et créés de toutes pièces par les techniques biologiques et médicales, sans que ces mêmes sciences et techniques puissent apporter à elles seules des solutions acceptables par tous, ou presque. D'où la nécessité de naviguer entre deux écueils : considérer qu'il s'agit d'un domaine réduit aux seules sciences biologiques, ou, à l'inverse, ignorer les détails des pratiques scientifiques, théoriques et appliquées,

« Contrairement à ce que l'on croit, il est beaucoup plus facile dans une discussion de s'accorder sur des conclusions que sur les motivations et le raisonnement qui conduisent à ces mêmes conclusions. »

sur des questions relatives à l'expérimentation sur l'embryon qui se posaient déjà et n'ont pas encore cessé de se poser.

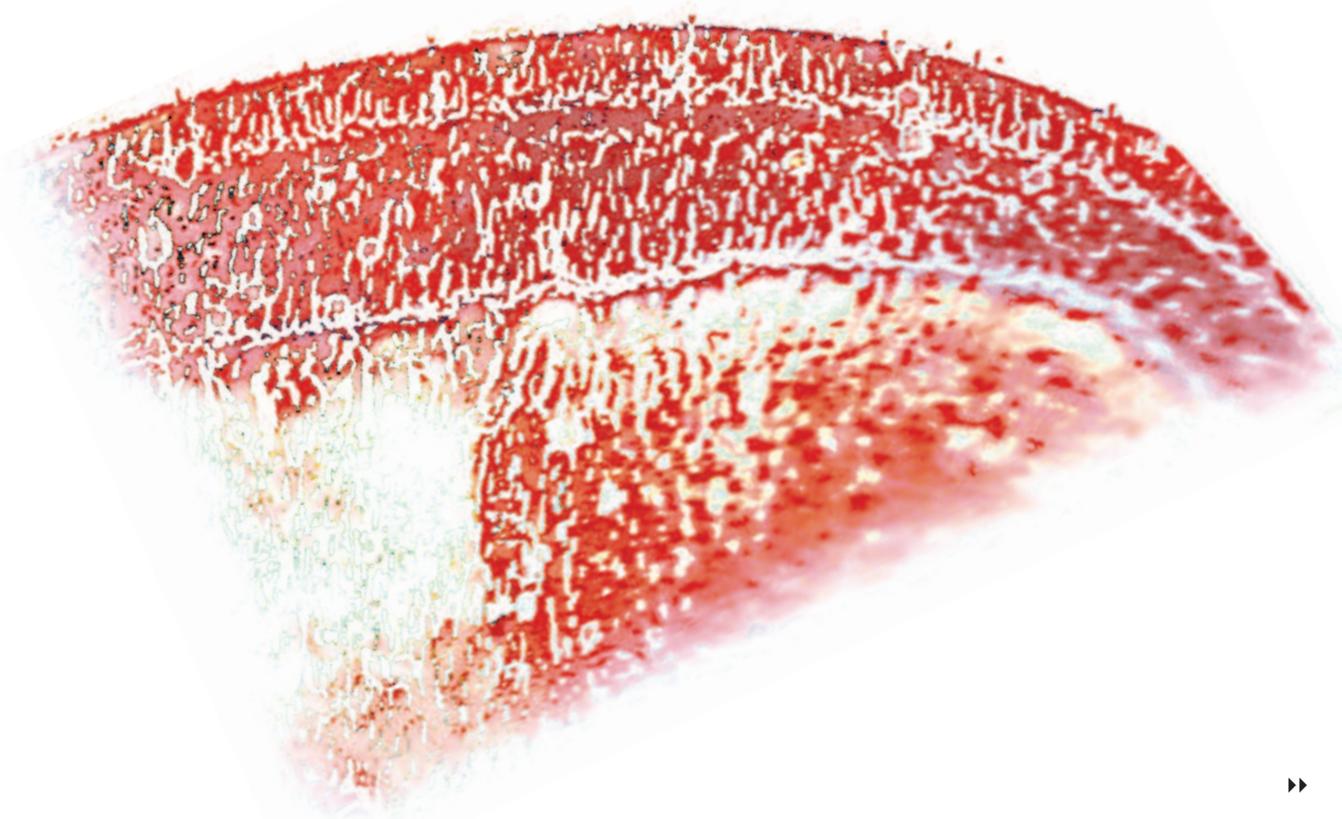
L'ÉTHIQUE DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE

De même, nous avons été amenés, en 1995, à être coauteurs d'un rapport du Comité sur l'éthique de l'information scientifique, indispensable en démocratie mais problématique, quand elle est transmise par les médias au grand public et qu'elle est transformée en communication. Les problèmes que nous y avons analysés se posent aujourd'hui de façon explosive avec le règne des réseaux sociaux, où l'information scientifique jusque dans sa source est de plus en plus contaminée par la communication. À côté de notre participation active aux travaux du Comité d'éthique, nos échanges théoriques ont été à la source de ma contribution à un livre collectif sous sa direction sur la notion de « dialectique », telle qu'on pouvait la trouver dans la tradition philosophique, hégélienne et marxiste essentiellement, et dans certains aspects de mon travail sur l'auto-organisation biologique : *Sciences*

« Nous avons été amenés, en 1995, à être coauteurs d'un rapport du Comité sur l'éthique de l'information scientifique, indispensable en démocratie mais problématique, quand elle est transmise par les médias au grand public et qu'elle est transformée en communication. »

et dialectiques de la nature (La Dispute, 1998). Comme cela peut apparaître dans le dialogue publié dans ce livre, sans être tout à fait d'accord sur la signification de ce mot, nous avons pu finalement nous accorder sur son usage.

Je vois là l'effet d'une expérience assez générale, inattendue et enrichissante, sur la logique de l'argumentation, que l'on peut tirer de notre



► participation aux débats d'éthique de la recherche. D'une part, alors que la science telle que nous l'avons connue est peut-être en train de se dissoudre dans les opinions ou les sondages sur ce qui plaît ou ne plaît pas, sur les « *like* » et les « *don't like* » du réseau social, nous pouvons peut-être encore, malgré tout, être relativement optimistes et faire confiance à ce qu'on a appelé « la vérité, fille du temps ». Cette expression est une formule ancienne reprise par Francis Bacon à la fin du XVI^e siècle, qui exprimait sa confiance en la science à ses débuts, comme dévoilement de vérités cachées dans la nature, qui se feraient un chemin, sur le long temps. Mais d'autre part, on peut aussi découvrir une source d'optimisme dans la structure de l'argumentation telle qu'on peut l'observer dans les comités d'éthique où l'on discute sur ce qu'on doit faire, ce qui est légitime et admissible ou pas dans telle ou telle situation, à partir de visions du monde, philosophiques, idéologiques, politiques ou religieuses très différentes. Une démarche habituelle consiste à s'accorder sur des principes généraux d'où seraient déduites des solutions à des problèmes particuliers. Mais en fait, contrairement à ce que l'on croit, il est beaucoup plus facile dans une discussion de s'accorder sur des conclusions que sur les motivations et le raisonnement qui conduisent à ces mêmes conclusions. Souvent, devant une question particulière, est-il admissible d'appliquer telle ou telle technique dans telle ou telle situation ? Nous arrivons assez vite à nous mettre d'accord sur la conduite qui nous semble la plus appropriée. Mais il vaudrait peut-être mieux ne pas demander pourquoi, car nous voyons vite que nous ne sommes plus d'accord du tout sur les raisons qui nous conduisent à cette même conclusion. Cela vient de ce que, à propos d'une question particulière, le nombre de réponses peut être réduit à deux ou trois possibilités : « Oui, cette technique peut être permise », « non, elle ne doit pas l'être », ou bien « oui à certaines conditions » ; alors que le nombre de raisonnements possibles pour y arriver est beaucoup plus grand, chacun d'eux découlant d'un ensemble de croyances ou de principes généraux différents, de visions du monde différentes sur lesquelles il est beaucoup plus difficile de s'accorder.

Autrement dit, dans une prise de décision collective, on peut observer une *convergence* à partir d'un grand nombre de motivations indivi-

duelles différentes, vers un nombre réduit de décisions possibles. Il s'agit là d'une sorte de sous-détermination des motivations par les décisions, qui évoque la sous-détermination des modèles par les observations de systèmes complexes. Plusieurs modèles sont « bons », en ce qu'ils sont validés par les observations disponibles, alors qu'ils reposent sur des hypothèses différentes et produisent des prédictions

« On peut découvrir une source d'optimisme dans la structure de l'argumentation telle qu'on peut l'observer dans les comités d'éthique où l'on discute sur ce qu'on doit faire, ce qui est légitime et admissible ou pas dans telle ou telle situation, à partir de visions du monde, philosophiques, idéologiques, politiques ou religieuses très différentes. »

différentes. Quand on a affaire à des systèmes naturels complexes, plusieurs modèles différents peuvent converger vers les mêmes résultats correspondant aux observations disponibles. Cette observation qu'il est plus facile dans des cas particuliers de s'accorder sur des conclusions que sur les moyens d'y arriver est peut-être désagréable si nous n'envisageons qu'une pensée rationnelle déductive qui serait unique et universelle. Mais elle est particulièrement réconfortante pour au moins deux raisons. D'une part elle est particulièrement utile en situation d'incertitude scientifique sur les mécanismes et les conséquences prévisibles des innovations technologiques en question. D'autre part, elle facilite le compromis difficile mais nécessaire, analysé par le sociologue Max Weber dans *Le savant et le politique*, entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité. ■

***Henri Atlan** est biologiste. Il est professeur émérite de biophysique à l'université Pierre-et-Marie-Curie et directeur d'études en philosophie de la biologie à l'École des hautes études en sciences sociales.

Une théorie marxiste de la personnalité

Concevoir, réaliser et défendre une théorie marxiste de l'individualité humaine aura été pour Lucien Sève l'œuvre de sa vie. Même s'il est juste de dire qu'il s'est à la longue quelque peu distancié de sa conception initiale d'une personnalité formée presque exclusivement par le travail, les fondamentaux de sa théorie sont restés solidement en place : l'essence humaine est à chercher dans les rapports sociaux, comme Marx l'avait compris dès l'origine.

PAR JULIAN ROCHE*

La conception marxiste de l'histoire est le meilleur outil pour comprendre comment se détermine la personnalité individuelle, car celle-ci se développe dès la naissance en réponse aux conditions matérielles d'existence. La personnalité d'un individu n'est donc pas gravée par avance dans le marbre. Et elle ne se prête pas facilement à l'application de catégories abstraites et intemporelles comme l'agressivité ou la demande d'amour, catégories si prisées des psychologues bourgeois. Une vie se déroule toujours dans le cadre d'une certaine appartenance de classe, et chez chacun le rapport au monde se constitue de façon dialectique avec la personnalité telle qu'elle se forme. Cela aboutit à la biographie humaine, cette riche tapisserie que constitue une individualité singulière. Au long de sa formation, la personne va s'intégrer au monde du travail, assume une vie adulte, se trouvera confrontée aux exigences et à la dureté du capitalisme tel qu'il se présente à elle. Et ces vies seront celles d'individus aliénés, (avec des modalités spécifiques pour ce qui est des femmes et des minorités discriminées), même si Lucien Sève, sur le tard, a émis l'hypothèse que la retraite pouvait, pour les plus chanceux, être l'occasion d'une émancipation au moins partielle.

« Une vie se déroule toujours dans le cadre d'une certaine appartenance de classe, et chez chacun le rapport au monde se constitue de façon dialectique avec la personnalité telle qu'elle se forme. »

EN QUOI CETTE THÉORIE PEUT-ELLE NOUS ÊTRE UTILE ?

Personne parmi nous autres gens de gauche ne contestera qu'il nous appartient de défendre la psychologie contre la subversion insidieuse, permanente et parfois politiquement mortifère qu'entretiennent depuis des siècles les tenants d'un certain biologisme : celui qui cherche, au mépris des faits, à accréditer l'idée d'une détermination génétique de l'intelligence et de la quasi-impossibilité

où l'on serait de modifier des personnalités ou des comportements criminels (par exemple) même en modifiant de façon radicale les circonstances sociales qui les ont produites. La gauche dans son histoire a élaboré toute une batterie d'arguments destinés à réfuter cette psychologie mise au service du capitalisme, depuis la psychologie critique qui souligne l'importance du contexte social dans la détermination du caractère, jusqu'aux prises de position de certains criminologues et juristes qui pointent la misère et l'exclusion comme causes sous-jacentes de la criminalité, sans compter au final ceux qui, dans les rues, proclament au nom de l'égalité entre les humains la valeur de la vie d'un Noir. Ces idées-là, Lucien Sève les a épousées et soutenues totalement et constamment. Il s'est opposé avec force aux réformes du pou- ►►

► voir gaulliste dans le domaine de l'éducation, réformes inspirées par ce même postulat d'une inégalité naturelle. Longtemps après, notamment au sein du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) il a combattu ce qu'il qualifiait à juste titre d'obscénité : la marchandisation des transplantations d'organes, du sang et plus généralement des produits du corps humain. Il rejetait ainsi l'utilitarisme « froid » prêché par Peter Singer et d'autres qui considèrent l'individu sous l'angle de son utilisabilité potentielle. Ces interventions se situaient toutes à l'intersection de la psychologie et de la politique, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou dans celui de l'éthique médicale. Mais je tiens la théorie marxiste de la personnalité pour une matrice, dont la fécondité va bien au-delà de ce qui vient d'être rappelé, et je voudrais en donner cinq exemples.

1. La question des « choix intertemporels », portant sur ce qu'on décide de faire à tel ou tel moment avec une délibération sur les coûts et les avantages, à la fois importante et ubiquitaire. Adam Smith en fait un levier de la « richesse des nations ». Prendre Lucien Sève au sérieux, c'est considérer que la préférence en matière d'investissement temporel dépend de circonstances individuelles où entre en compte la place qu'on occupe dans les rapports de production et l'emploi du temps qui y est associé. Si l'on adopte la théorie de Lucien Sève, on se donne alors les moyens de comprendre que la préférence intertemporelle (je choisis de faire telle chose à tel moment plutôt qu'à tel autre) est comme beaucoup d'autres « préférences » fonction du rôle occupé par l'individu dans la société capitaliste, et non pas une caractéristique invariante de l'agir humain. Des études détaillées devraient permettre de tirer des conclusions sur la stabilité des choix intertemporels dans les sociétés capitalistes. Dans une société socialiste (pour ne pas parler de communisme) on peut s'attendre à ce que le taux de préférence individualiste soit plus bas, dans la mesure où la conscience du fait que la richesse sociale est partagée influe sur le processus individuel de décision.

2. Depuis trop longtemps on a laissé la philo-

sophie bourgeoise présenter comme objet allant de soi cette abstraction qu'est l'individu interchangeable du libéralisme, abstraction dont la théorie marxiste de la personnalité doit désemparer toute une série de sciences sociales. Adopter le point de vue de Lucien Sève, c'est donc se doter d'une éthique situationnelle qui répudie l'idée d'un consensus général préexistant à toute société – par exemple l'obligation de tenir ses promesses. Certes, des groupes doivent travailler ensemble dans de multiples situations, et un minimum de confiance réciproque est nécessaire pour qu'ils le fassent efficacement, mais cela ne signifie pas qu'un tel consensus existe dans une société où existent des antagonismes fondamentaux entre les classes et les individus. Il faudra pour cela attendre le socialisme.

3. Lucien Sève assigne donc à une science de la biographie un certain nombre de tâches clairement identifiées : saisir la structure, les contradictions, les dialectiques selon lesquelles les personnalités individuelles se forment et se transforment et au travers desquelles l'activité (*Tätigkeit*) se développe. Lucien Sève pose que le concept d'emploi du temps est appelé à tenir le même rôle en psychologie

que celui de classe dans la théorie de la formation des sociétés humaines. Il reconnaissait par ailleurs n'avoir jamais trouvé dans la littérature aucune biographie qui résolve complètement l'ensemble de problèmes extraordinairement complexes auxquels tout biographe est confronté. En cette matière, prendre Sève au sérieux impliquera qu'on se déprenne d'un certain nombre de vénérables artefacts culturels, au premier rang desquels il se pourrait bien qu'on trouve cette illusion d'une compréhension intégrale qu'engendre parfois l'épaisseur des volumes.

4. Dans le domaine des relations internationales, adopter la théorie marxiste de la personnalité permet la confrontation avec les conceptions libérales abstraites actuellement dominantes en matière de psychologie politique. Confrontation non dénuée elle-même de signification politique, particulièrement en cela qu'elle permet de mettre à jour le contenu réactionnaire d'une psychologie dite « évolutionniste » : car

« Il incombe aux marxistes de convaincre les chercheurs en sciences sociales qu'il faut lire Lucien Sève. »

si la « nature humaine » n'est pas susceptible de changer, alors la structuration hiérarchique des démocraties libérales se trouve justifiée car fondée en nature, les guerres sont inévitables, etc. 5. Autant les marxistes ont été résolus et clairs pour dénoncer la responsabilité du capitalisme dans le développement de la criminalité, autant ils se sont montrés timorés quand il s'agissait d'évaluer la part de responsabilité individuelle dans le crime, et plus largement la part prise par les individus dans l'histoire, l'économie et la société en général. Tout au contraire, Lucien Sève souligne le fait que si la personnalité est déterminée socialement, il existe, même sous le capitalisme, un espace de liberté individuelle. Il en a tiré de bonne heure une conclusion profonde : une personne est responsable de tout ce qu'il serait en son pouvoir de modifier. Il y a là tout un potentiel d'analyses et d'actions à la fois révolutionnaires et susceptibles d'applications pratiques, à décliner dans le domaine du droit pénal notamment. Prendre Lucien Sève au sérieux nous le permet dès maintenant, sans attendre que le capitalisme s'effondre sous le poids de ses contradictions.

En attendant, il incombe aux marxistes de convaincre les chercheurs en sciences sociales qu'il faut lire Lucien Sève. Ils pourront ainsi apprécier l'immense contribution que celui-ci a apportée à chacune de leurs disciplines, en mettant chacune d'elles devant l'exigence d'une

« Ils pourront ainsi apprécier l'immense contribution que celui-ci a apportée à chacune de leurs disciplines, en mettant chacune d'elles devant l'exigence d'une prise en compte de l'individualité humaine. »

prise en compte de l'individualité humaine. Ni l'individu abstrait et interchangeable que suppose le libéralisme bourgeois, ni l'individu à jamais esclave de l'appartenance de race ou de genre tels que se le figure un biologisme raciste, mais bien plutôt tels les individus qu'ils sont, confrontés au capitalisme tout au long d'un parcours biographique complexe. Les sciences sociales ne pourront que s'en mieux porter, et c'est au travail opiniâtre de Lucien Sève qu'elles en seront redevables. ■

*Julian Roche est doctorant à l'université d'Édimbourg.

Traduit de l'anglais par Jean-Michel Galano.

Activité et personnalité : un débat avec Lucien Sève

La question de l'activité occupe une place centrale dans les réflexions de Lucien Sève sur l'anthropologie. Ces dernières ouvrent des perspectives innovantes pour penser le travail, qui ne sont pas sans conséquence sur le terrain politique.

PAR **YVES SCHWARTZ***

J'aborderai d'abord ma rencontre avec Lucien Sève, et ce que j'ai fait de cette rencontre. Celle-ci n'a pas eu lieu dans ma formation classique d'apprenti philosophe, dans le « chaudron » de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm des années 1960. [...]

Comment donc s'est opérée cette rencontre ? De mes années de formation, j'avais éprouvé un profond malaise, face à ce que je ressentais comme une distance indéfiniment réactualisée entre les lieux de l'usinage intellectuel et le monde quotidien des activités industrielles. ►►

► Ma thérapeutique à partir des années 1970 s'est déployée selon un double registre :

- mieux apprécier la logique de fabrication des concepts en m'affrontant à des problèmes d'histoire des sciences, d'histoire des techniques puis d'histoire du travail (au XIX^e siècle). Pour plusieurs raisons, ce n'est pas dans cet itinéraire que je pouvais rencontrer l'œuvre de Lucien Sève.

- mieux apprécier ces ressources invisibilisées du monde du travail, *via* un militantisme comme responsable universitaire formation continue, comme dirigeant syndical, puis politiquement missionné pour faire avancer des horizons démocratiquement transformateurs dans le domaine de l'alternance éducative et plus généralement dans les relations entre école et travail.

En cette période, fin des années 1960, début des années 1980, cette double expérience de « visiteur du travail » a fécondé en moi une série de réflexions me libérant progressivement de la lourde ambivalence accrochée en moi par mon passage dans le « chaudron ». [...]

C'est en cette même période que j'ai lu *Marxisme et théorie de la personnalité* (désormais : *MTP*). Lucien Sève évoque souvent, avec sa générosité, les critiques que j'ai pu ultérieurement faire à cet ouvrage. Mais pour un néophyte « visiteur du travail », luttant pour que l'on donne visibilité à un « sujet » aux prises avec un « drame » dans le travail salarié, enjeu jusque-là à peu près ignoré, ce que j'appellerai un peu plus tard « usage de soi par soi », *MTP* apparaissait comme un monument de bon

« Pour un néophyte “visiteur du travail”, luttant pour que l'on donne visibilité à un “sujet” aux prises avec un “drame” dans le travail salarié, *Marxisme et théorie de la personnalité* apparaissait comme un monument de bon sens, un gouffre de vérité. »

« Ma dette à l'égard de *Marxisme et théorie de la personnalité* n'est pas de peu d'importance. »

sens, un gouffre de vérité. Était enfin légitimé de s'interroger sur l'activité de travail comme lieu où les dimensions globales du monde social s'invitaient dans l'agir productif quotidien. Ma dette à l'égard de *MTP* n'est donc pas de peu d'importance. Et c'est à partir de là que j'ai commencé à prendre connaissance d'une œuvre considérable, d'une érudition prodigieuse, particulièrement marxienne, et d'une exigence impressionnante d'auto-interpellation par tous les apports intellectuels susceptibles d'interférer avec ses thèses. Son ouvrage de 2008 « *L'homme* » ? est un extraordinaire exemple.

[...]

CONVERGENCES ET DIVERGENCES AUTOUR DU CONCEPT D'ACTIVITÉ

1. La *Tätigkeit*, « activité », de l'idéalisme allemand retravaillée par Marx puis redispesée par la psychologie soviétique notamment Alexis N. Léontiev est au cœur de l'anthropologie sèviennne ; de même que ce concept est l'épine dorsale de notre « démarche ergologique », ou « étude de l'activité ». [...]

2. On connaît la puissance du dispositif fondateur par lequel Lucien Sève, héritant des anticipations

marxiennes, va penser les dramatiques biographiques : la VI^e Thèse sur Feuerbach posant l'excentration de l'essence humaine, hors de chaque individu singulier pose la question des formes d'appropriation (*Aneignung*), pour chaque être humain de son essence. Question renvoyant à celle de ses formes d'activité (*Tätigkeit*) – dimension cardinale de l'être homme – : dans son « emploi du temps », quels segments de son temps de vie l'articulent productivement sur cette essence excentrée ? Les formes d'individualité propres aux formations sociales capitalistes majorent de façon écrasante les temps dominés par des activités abstraites, celles qui le séparent des puissances et pouvoirs qui actualisent le patrimoine de l'essence humaine, devenu réservoir de « *fremde Mächte* », puissances étrangères. [...]

3. Pour moi, l'universel débordement du travail prescrit par le travail réel, ou beaucoup plus généralement, des normes antécédentes par les renormalisations, m'ont renvoyé à la question canguilhémienne du « qu'est-ce que vivre ? ». [...] L'activité apparaît donc comme une « transformée » de la vie, vivre dans un

milieu de normes, mais qui intègre, elle, comme prolongation de la vie, son exigence transversale : tenter de « vivre en santé » ; ce qui veut dire vivre dans un milieu polarisé en valeurs négatives ou positives par rapport à cette exigence de santé. Valeurs qui dès les premiers groupes humains seront médiatisées par les normes saturant ces milieux. Par là, le « qu'est-ce que vivre ? » humain sera toujours un enchaînement de débats, plus ou moins polémiques, avec les normes de son milieu.

4. En quel sens l'activité ainsi entendue est en permanence productrice et reproductrice d'un monde ? [...] J'ai l'impression que cette activité, en ce sens nativement « productive », remplit une absence dans les rapports biographie/personnalité chez Lucien Sève : sans elle, quel moteur génère « ce qu'un individu fait ou non de sa vie » face à ce que la vie fait de lui ? Comment « se tricote » le système de valeurs où se construit la personnalité, le va-et-vient entre biographie et personnalité, sinon mû par cette exigence de vivre en santé le présent ?

C'est à ce débat polémique à revivre en permanence au présent que nous astreint l'activité : ni savoirs, ni valeurs, ni construction de

« Il était enfin légitimé de s'interroger sur l'activité de travail comme lieu où les dimensions globales du monde social s'invitaient dans l'agir productif quotidien. »

« l'essence humaine » ne peuvent passer au-dessus des épaules de ce faire histoire mû par les dramatiques de l'activité. [...]

5. Les savoirs ne peuvent ignorer le faire histoire de l'activité. [...] Toute ambition de connaissance portant sur de l'humain doit donc s'instruire de l'activité dans ses œuvres. Avec cette réémergence de la « communauté scientifique élargie » d'Oddone, avec notre retravail ergologique sous la forme de « dispositifs dynamiques à trois pôles », intégrés comme consé-

« Quelles stratégies pour lutter contre cette sorte de « dérive des continents » qui tend à invisibiliser le rapport entre la comptabilité en argent et les dramatiques de l'agir qui pourtant la supportent ? »

quence du « faire histoire de l'activité », se retrouve ici le second lieu de débat récurrent avec Lucien Sève, la question de *la science du singulier*. Ce serait là que nos deux épistémologies divergent : qu'il y ait une science du singulier possible là où il n'y a pas d'activité au sens précédemment défini, comme pour la cosmologie ou l'évolution, j'en suis pleinement d'accord. La question n'est plus la même quand l'ambition du connaître vise des êtres d'activité : les débats de notre vie, les renormalisations, confrontés à un ici et maintenant jamais standards, sont pour partie inanticipables et en appellent à des rectifications inassignables des corpus conceptuels disponibles. Aucune matrice d'individualisation ne peut être le support d'une science de ces renormalisations.

6. Les valeurs ne peuvent non plus ignorer le « faire histoire » de l'activité. [...] Là encore nous sommes renvoyés à l'activité dans ses œuvres. [...] Tout agir humain est donc localement retravail, redéclinaison de valeurs de vie humaine, entre un pôle à dimension universelle, et un pôle adhérent à l'ici-maintenant d'un être singulier. Tout agir porte avec lui des « réserves d'alternatives », mais inanticipables hors instruction par les débats de normes locaux. Potentiellement bien politiquement précieux, mais sous réserve de mise en visibilité, de mise en débat, pour le transformer le cas échéant en force sociale. [...]

CONTRADICTIONS ET POLITIQUE

[...] Deux points nous font revenir sur ses thèses et leurs conséquences sur la militance politique. Premièrement, les rapports entre l'activité et l'argent. La subversion actuelle, dit-il, est que « la fin est asservie au moyen, et donc l'humain à l'argent ». « Et s'il est une chose que personne n'a vu travailler, c'est l'argent, n'étant



►► lui-même autre chose en dernière analyse qu'une expression abstraite du travail ». Pour des raisons qui tiennent pour nous à la nature de l'activité, nous rejoignons son diagnostic selon lequel c'est la circulation dont le moteur est la valeur d'échange, A-M-A', qui tendanciellement a chance de faire crise de la personnalité. Si toute activité est enchaînement de débats de normes, ceux-ci sont tranchés par des complexes de savoirs-valeurs dont cette forme valeur ne peut être – au moins exclusivement – monétaire. Au cœur de la production marchande du système capitaliste, une disposition non marchande résiste absolument à sa réduction financière. [...] Quelles stratégies pour lutter contre cette sorte de « dérive des continents » qui tend à invisibiliser le rapport entre la comptabilité en argent et les drama-

tiques de l'agir qui pourtant la supportent ? Cette recherche de mesures mobilisatrices appelées par mon approche de l'activité humaine m'a reconduit au Chapitre 6, « La dialectique matérialiste », d'*Une Introduction à la Philosophie Marxiste*. À ce jour, sa distinction entre contradiction antagonique et non antagonique me paraît être le point de vue le plus synthétique pour rendre compte du sens de ces mesures. [...] Je remercie Lucien Sève de m'avoir fourni cette clé multi-usages, clarifiant mes engagements militants. ■

*Yves Schwartz est philosophe. Il est professeur émérite à l'université d'Aix-Marseille.

Ce texte est extrait d'une intervention prononcée lors du colloque « Philosophie, anthropologie.

Marxisme et sciences du psychisme : penser avec Lucien Sève

La question du psychisme humain est centrale dans la pensée de Lucien Sève. Appuyée sur les apports de Marx mais aussi de Vygotski, elle cherche à le comprendre en partant du « dehors social » bien plutôt que du « dedans organique ».

PAR JEAN-YVES ROCHEX*

Marxisme et sciences psychiques, tel est le titre d'une émission de télévision locale réalisée par Antoine Spire en 2015, et consacrée à l'œuvre de Lucien Sève (<https://www.antoinespire.com/Marxisme-et-sciences-psychiques>). Titre qui faisait explicitement écho à celui de l'ouvrage majeur de

Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, publié pour la première fois en 1969, quatre fois réédité depuis et traduit en vingt langues, et que revisite son auteur dans son ouvrage « *L'homme* » ?, paru en 2008, lequel est au centre de l'émission d'Antoine Spire. De fait, tout l'effort de l'immense travail de Lucien Sève auquel je m'intéresserai ici est signifié par les deux termes de chacun des deux titres qui viennent d'être rappelés : d'une part, une réflexion visant à répondre à la « pressante obligation (de) remettre à l'ordre du jour la révolution anthropologique engagée par Marx » ; de l'autre une réflexion philosophique critique sur les sciences du psychisme, visant à ce que celles-ci tirent toutes les conséquences de cette révolution anthropologique. Cette double visée se fonde sur deux principes de base, deux pierres de touche, sans cesse rappelés dans pratique-

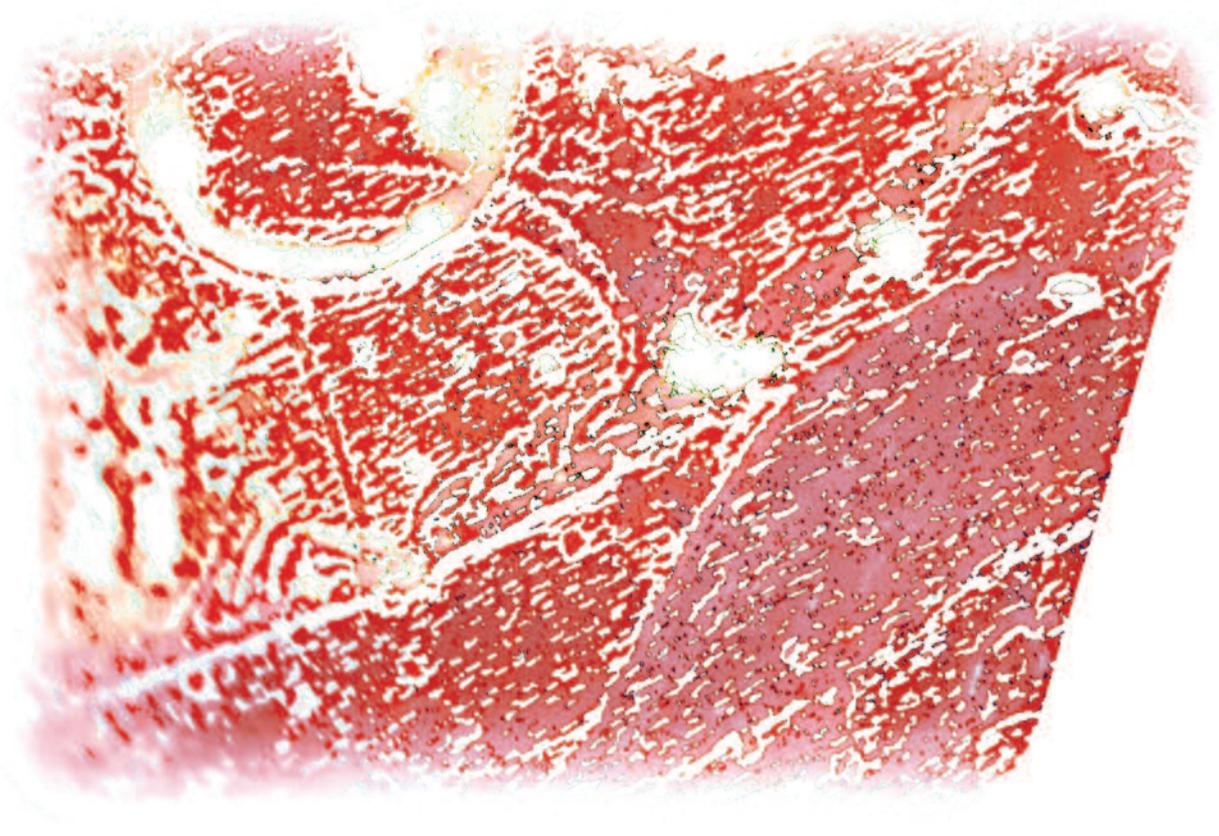
« Le développement et la biographie sont procès de transformation des modes d'échange et de relation entre le sujet et le monde qui l'entoure, au travers desquels ils se spécifient réciproquement. »

ment tous les travaux importants de Lucien Sève. D'une part, la VI^e Thèse sur Feuerbach, dans laquelle Marx affirme : « L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux », selon la traduction qu'en donne lui-même Lucien Sève et qu'il défend et argumente contre d'autres traductions qu'il juge inappropriées. D'autre part, la formule ou l'aphorisme utilisé par Georges Politzer en 1929, selon lequel « la psychologie ne détient nullement le "secret" des faits humains, simplement parce que ce "secret" n'est pas d'ordre psychologique », aphorisme que Lucien Sève reproduit en exergue de *Marxisme et théorie de la personnalité* (désormais *MTP*). Développons cela avant d'examiner la manière dont il s'est efforcé de penser et de remettre sans cesse en chantier le rapport entre une pensée inspirée de l'œuvre de Marx, d'une part, et les sciences du psy-

chisme telles qu'il pouvait les lire et telles qu'il aurait souhaité qu'elles fussent, d'autre part.

UNE MÉMOIRE ET UN PATRIMOINE HORS DE L'ORGANISME

Lucien Sève résume la VI^e Thèse sur Feuerbach en parlant d'« excentration » de l'essence humaine, conséquence de la spécificité de l'humanité par rapport au monde animal. Cette spécificité ne tient pas tant au caractère social des conditions de la survie de chaque membre de l'espèce, caractéristique que l'homme a en commun avec d'autres espèces animales, qu'à la constitution d'une mémoire et d'un patrimoine hors de l'organisme. Comme l'écrivait André Leroi-Gourhan que Lucien Sève se plaisait à citer : « À partir de l'Homo sapiens, la constitution d'un appareillage de la mémoire sociale domine tous les problèmes de l'évolution humaine. [...] Toute l'évolution humaine » ▶▶



► concourt à placer en dehors de l'homme ce qui, dans le reste du monde animal, répond à l'adaptation spécifique. Le fait matériel le plus frappant est certainement la "libération" de l'outil, mais en réalité le fait le plus fondamental est la libération du verbe et cette propriété unique que l'homme possède de placer sa mémoire en dehors de lui-même, dans l'organisme social » (*Le Geste et la Parole*). Le produit de l'évolution de l'humanité est ainsi conservé, non plus (ou de manière infinitésimale) sous forme de modifications biologiques de l'espèce, mais sous formes extérieures d'artefacts, d'outils et d'instruments, de significations et d'œuvres. Cette accumulation externe aux individus du patrimoine humain a une double conséquence. D'une part, s'émancipant de manière exponentielle des limites de l'organisme et du psychisme individuels, ce patrimoine peut connaître un développement sans commune mesure avec celles-ci, relevant de l'histoire et non plus du biologique. D'autre part et en retour, ce patrimoine social dépassant de beaucoup ce qu'un sujet pourra en assimiler dans les limites de son existence, la construction de chaque sujet est toujours nécessairement singulière : « En somme, le secret de l'individualité psychique

« Le développement spécifiquement humain se réalise donc non "à partir du dedans organique mais à partir du dehors social, moyennant le vaste travail individuel d'appropriation des capacités objectivisées dans le monde humain, réalité sans équivalent dans le monde animal". »

humaine la plus essentielle réside dans la connexion de ces deux données capitales : *l'extériorité sociale et par suite le développement illimité du patrimoine humain total*, de l'essence humaine réelle ; et par rapport à elle, *les limitations naturelles et sociales de l'individu*, dont la conséquence est qu'il ne peut s'approprier l'essence humaine qu'à travers une division sociale dont la forme est indépendante de sa volonté, voire de sa conscience, et dont le

« Cette genèse sociale interdit de considérer les besoins (autres que biologiques), les "talents" ou les "aptitudes", l'intelligence, les intelligences (dites multiples) ou formes d'intelligence, comme étant des caractéristiques propres aux individus, voire relevant de leur nature. »

contenu détermine toute sa personnalité concrète » (*MTP*, p. 347).

Cette substitution de l'histoire à l'évolution biologique ne concerne pas seulement l'histoire sociale, celle des sociétés humaines, mais aussi l'histoire individuelle, la production des sujets sociaux. Elle y découle d'une autre composante de la spécificité humaine, que Lucien Sève évoque : la néoténie, le caractère prématuré, inachevé, de l'être humain à la naissance. Incapable de rien effectuer par lui-même, celui-ci est entièrement dépendant d'autrui pour les conditions mêmes de sa survie, insuffisance vitale que Jacques Lacan a pu qualifier de « déficience biologique positive du premier âge » (*Les Complexes familiaux dans la formation de l'individu*), parce qu'elle inscrit le sujet humain dans un rapport social, dont l'autre terme, autrui, n'est pas seulement celui par lequel est possible la satisfaction des besoins biologiques du nouveau-né, mais celui qui l'inscrit dans un univers de significations et de désirs, celui qui est le représentant et l'intercesseur du patrimoine social accumulé hors des organismes individuels. L'accumulation des acquis du développement sociohistorique de l'espèce humaine sous une forme extérieure et objective, artefactuelle et donc émancipée des contraintes et des limites de l'organisme biologique et de l'étroitesse de toute expérience individuelle, contraint chaque sujet humain à ne pouvoir, tout au long de sa vie, s'approprier ce patrimoine que de manière à la fois partielle et partielle. Le développement et la biographie sont procès de transformation des modes d'échange et de relation entre le sujet et le monde qui l'entoure, au travers desquels ils se spécifient réciproquement. Le, ou plutôt les milieux dans lesquels s'inscrit chaque sujet humain ne sont dès lors

plus, comme dans le monde animal, simple environnement agissant de l'extérieur avec pour effet de faciliter, accélérer, spécifier ou gêner différentes conduites faisant partie des potentialités biologiques internes de l'espèce, ou se développant à partir d'elles, selon une logique individualiste ou « solipsiste ». Le « centre », le moteur du développement humain ne sont pas d'origine endogène, mais exogène ; ils se situent dans le rapport, dans le conflit ou la contradiction entre le sujet et son ou ses milieux. Le développement spécifiquement humain se réalise donc non « à partir du dedans organique mais à partir du dehors social, moyennant le vaste travail individuel d'appropriation des capacités objectivées dans le monde humain, réalité sans équivalent dans le monde animal » (« *L'homme* » ?, p. 202). Dès lors, le sujet humain et sa construction, sa conscience, sa sensibilité, son psychisme, sa personnalité ne sont pas une origine, une entité, une essence ou une intériorité, préalable à tout procès de socialisation ou à toute forme d'expérience. Ils sont *un terme dans un rapport* (Georges Canguilhem, *La Connaissance de la vie*), dans une contradiction ; *ils se spécifient, se différencient comme produits du développement de ce rapport*, de cette contradiction entre « les formes culturelles évoluées du comportement avec lesquelles l'enfant entre en contact et les formes primitives qui caractérisent son propre comportement », selon la formulation de Vygotski (*Histoire du développement des fonctions psychiques supérieures*).

UN DÉVELOPPEMENT APPROPRIATIF

Alors que les acquis du développement phylogénétique de chaque espèce animale sont, pour l'essentiel, *donnés* à chacun de ses représentants, les acquis du développement historique ne le sont jamais au petit d'homme ; ils lui sont *proposés* par autrui et dans les objets et phénomènes, les situations et relations constitutifs du monde qui l'entoure ; il lui faudra donc se les *approprier*, au travers d'activités qui sont toujours problématiques et dont l'issue n'est jamais acquise d'avance. Ce développement culturel, et non plus seulement biologique, n'est dès lors plus d'ordre génétique, mais appropriatif. Cette genèse sociale interdit de considérer les besoins (autres que biologiques), les « talents » ou les « aptitudes », l'intelligence, les intelligences (dites multiples) ou formes d'intelligence, comme étant des caractéristiques propres aux

« Produit d'une histoire, la construction de chaque sujet est liée aux conditions sociales et culturelles dans lesquelles elle se déroule, et c'est de la transformation de celles-ci, soit de l'émancipation sociale que naîtra l'émancipation individuelle. »

individus, voire relevant de leur nature ; ils sont au contraire les produits sociaux du développement et de la transformation de leurs rapports avec leurs milieux. D'où, le combat récurrent de Lucien Sève contre toutes les idéologies qui, au nom de la « diversité » de ces caractéristiques supposées propres aux individus, justifient les inégalités et l'échec scolaires, et contre les termes de sens commun, aujourd'hui de plus en plus proliférant, dans lesquels ces idéologies se donnent à voir. Non, les « dons » n'existent pas, comme il l'écrivait dans son article retentissant de 1964 ; non, la responsabilité de l'école n'est pas de s'adapter aux rythmes ou aux besoins de l'enfant, au sens où le « respect » de ceux-ci entérinerait une supposée nature ou un déjà-là de l'enfant, elle est au contraire d'œuvrer sans relâche à faire advenir chez celui-ci de nouveaux besoins, de nouveaux « rythmes » ou cours d'activité (cf. Lucien Sève, « Les "dons" n'existent pas », *L'École et la Nation*, octobre 1964 et Jacques Beauvais, « Sur la notion de "besoins de l'enfant" en psychologie », *L'École et la Nation*, septembre 1969). Non, la construction de chaque sujet ne relève pas du développement d'une nature ou de l'accomplissement d'un destin ; produit d'une histoire, elle est liée aux conditions sociales et culturelles dans lesquelles elle se déroule, et c'est de la transformation de celles-ci, soit de l'émancipation sociale que naîtra l'émancipation individuelle. ■

*Jean-Yves Rochex est psychologue. Il est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-8.

Ce texte est extrait d'un article à paraître dans *La Pensée*, N° 402, 2020.

Les dons et autres idéologies inégalitaires, une bataille toujours nécessaire

Lucien Sève a été un des pionniers de la bataille contre l'idéologie des « dons », prétendant expliquer l'échec scolaire par des inégalités biologiques de départ entre les enfants. Aujourd'hui encore, cette conception a la vie dure et constitue un des obstacles à la démocratisation de l'école.

PAR **STÉPHANE BONNERY***

Le grand article de Lucien Sève, « Les dons n'existent pas », paraît dans *L'École et la Nation* en 1964. Il fait suite à deux articles en 1962 et 1963, qui avaient été commandés à l'auteur pour argumenter sur la question de « l'échec scolaire » contre les politiques gaulliennes. Ces dernières unifiaient l'école primaire, mais pas le collège, créé avec des filières étanches

L'argumentaire de Sève le conduit à déconstruire l'idéologie sous-jacente à cette sélection, celle de la croyance dans le caractère biologique de l'intelligence, donc son aspect irréversible conduisant au fatalisme quant à l'éducabilité. L'argumentaire suscite le débat voire les réticences dans le courrier des lecteurs et dans la rédaction, d'où des demandes de précision et de synthèse, dans l'article de 1964, dont la publication n'est décidée qu'à une faible majorité. Ces réticences sont instructives.

« À partir de Marx, Lucien Sève insiste sur la distinction entre l'homme et l'animal : l'humain naissant inachevé (en particulier sur le plan des connexions neuronales), sa biologie est très « plastique » selon l'expérience acquise (des connexions peuvent être encouragées ou non). »

LES GÈNES NE SONT PAS LA CAUSE DIRECTE DE L'INTELLIGENCE

L'idéologie des dons était très ancrée dans la société, et nombre de cadres locaux du PCF eux-mêmes étaient le produit de la politique méritocratique de promotion au compte-gouttes des enfants du peuple par l'école des III^e et IV^e Républiques, ce qui explique une partie des réactions des lecteurs. Surtout, la critique de l'idée de « dons » fait craindre de raviver le discrédit du mouvement communiste dans la communauté scientifique suite à l'affaire Lysenko en URSS dans la décennie précédente, lequel avait nié l'existence des chromosomes et des gènes en opposant deux sciences, bourgeoise et prolétarienne. Il fallait donc convaincre pour lever les craintes de lyssenkisme. En résumé, à partir de Marx, Lucien Sève insiste sur la distinction entre l'homme et l'animal : l'humain naissant inachevé (en particulier sur le plan des connexions neuronales), sa biologie est très « plastique » selon l'expérience acquise

où étaient orientés les élèves, officiellement selon leurs « dons », en réalité selon les origines sociales. Le gouvernement évitait alors le « tronc commun » prévu par le Plan Langevin-Wallon quinze ans plus tôt, tout en concédant une part de démocratisation, mais limitée aux besoins économiques du capitalisme et en contenant la démographisation scolaire par l'élimination sociale des baby-boomers.

(des connexions peuvent être encouragées ou non). La génétique n'est pas niée, mais elle n'est que le support du développement psychique qui se réalise par le contact avec la « culture accumulée », dans les outils et signes « objectifs », ce qui permet donc des transformations beaucoup plus rapides de l'espèce que chez les animaux ou les plantes : les gènes ne sont pas la cause directe de l'intelligence. Ainsi Lucien Sève propose d'inscrire l'approche du psychisme humain dans un matérialisme historique, et pas dans un « matérialisme biologiste » que sous-tend l'idée de dons, alors que ce dernier séduisait des militants soucieux de substituer une approche matérialiste à l'idéalisme. Il développera un peu plus tard, dans *Marxisme et théorie de la personnalité* en 1969, le fait que les expériences humaines sont tramées par des « formes historiques d'individualité », telles que les modalités de relation entre capital et travail à une période donnée, ou la succession des âges (formation initiale, activité professionnelle, retraite) qui organisent la vie sociale, formes qui se transforment du fait des conditions économiques, des luttes sociales et des découvertes scientifiques et techniques.

De plus, les critiques faites à Sève du risque de « polémique » sont à resituer dans la période où le PCF tente de sortir de son isolement durant la guerre froide et dans les prémices du programme commun. C'est aussi la période de remous entre intellectuels communistes, recou-

éviter d'être inutile en ne défendant que les causes déjà consensuelles à gauche. De 1964 à fin 1966, la direction du PCF et de la revue restent prudents, jusqu'à ce qu'apparaissent plusieurs opinions convergentes et soutiens extérieurs. D'abord, l'article paraît le même mois que *Les Héritiers* de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, qui critiquent l'idée de dons. Ensuite, Jean Rostand, généticien émérite insoupçonnable de connivence, affirme que la thèse de Sève est fondée. Ensuite, le débat s'engage dans les syndicats enseignants et mouvements pédagogiques (le Groupe français d'éducation nouvelle en particulier). Dès 1967, la critique du fatalisme biologique devient une position officielle du PCF, et elle est intégrée au projet de loi (coordonné par Pierre Juquin) comme alternative aux lois gaulliennes pour réclamer une réelle démocratisation scolaire, jusqu'à devenir une bataille emblématique.

MILITER POUR LA DÉMOCRATISATION SCOLAIRE

Cet article a constitué un repère pour de nombreux militants de la démocratisation scolaire, contre les politiques conduites depuis soixante ans qui ne créent que très partiellement les conditions de l'apprentissage scolaire, et qui attribuent « l'échec » aux élèves et/ou à leur famille. En effet, « Les dons n'existent pas » a inspiré des articles dans *L'École et la Nation* critiqués des idéologies successives du fatalisme pédagogique. Ce sont d'abord des articles qui réitérent l'invalidité du déterminisme biologique, puis la bataille contre les réformes des « compétences » et « rythmes individuels » dans la loi d'orientation sur l'éducation de 1989, qui individualise la conception de « l'échec », en rendant l'élève responsable, et en initiant une école à la carte selon la rapidité d'apprentissage vue comme étant « naturelle », donc biologique. C'est aussi la critique de l'idée de « handicap socioculturel » qui, si elle reconnaît le caractère de classe de l'échec, en fait porter la culpabilité aux familles plutôt que de créer les conditions pour que l'école comble l'écart entre la culture savante et celle de la majorité des familles.

Le décès de Lucien Sève coïncide avec une offensive rare contre l'égalité scolaire, à l'occasion du confinement et du déconfinement, instrumentalisé par le pouvoir. Ce dernier différencie les objectifs selon l'origine sociale des élèves pour l'année qui vient, et installe de fait la fin ►►

« Tous les élèves sont capables d'apprendre la culture scolaire commune, il n'y a pas de fatalité biologique, psychique ou sociale si l'on crée les conditions d'une amélioration de l'école. »

pant en partie ces enjeux entre rassemblement consensuel, apport théorique rigoureux, et articulation entre eux, dans un contexte international de différences de positions au sein du camp communiste. Comme pour toute organisation militante, à différentes époques, il faut à la fois éviter de s'isoler pour pouvoir rassembler autour de causes et les rendre victorieuses, et

► de la scolarité unique, en transférant des pans entiers de la culture commune aux possibilités des collectivités (éducation physique et sportive, éducation musicale, arts plastiques) ainsi qu'aux familles ou au marché (options, programme complet au-delà du socle, etc.) au motif que les enfants auraient des besoins inégaux. Au-delà de la question sanitaire urgente, c'est le projet d'école et de société qui est en jeu.

Une campagne d'idées et d'actions de la même ampleur que celle contre les « dons » est nécessaire. Elle implique de ne pas se satisfaire de ce qui fait déjà accord entre forces politiques variées, faute de quoi on renonce immédiatement à l'égalité des objectifs (les déclarations du Parti socialiste et de la France insoumise à ce jour acceptent tacitement les choses, en n'insistant pas sur les conditions d'une réelle rentrée de tous en septembre). Cela passe par le fait d'oser porter des idées novatrices, originales. Cela requiert simultanément de tisser des rassemblements avec tous ceux qui pensent que tous les élèves sont capables d'apprendre la culture scolaire commune, de convaincre qu'il n'y a pas de fatalité (biologique, psychique ou sociale) si l'on crée les conditions d'une amé-

« Le pouvoir installe de fait la fin de la scolarité unique, en transférant des pans entiers de la culture commune aux possibilités des collectivités, éducation physique et sportive, éducation musicale, arts plastiques ainsi qu'aux familles ou au marché. »

lioration de l'école. Des forces commencent à se mobiliser contre les mesures imposées sans débat par Jean-Michel Blanquer. L'immense majorité de la population a intérêt à résister et à obtenir cette nouvelle phase de démocratisation scolaire. Agissons sans attendre pour amplifier la bataille que nous avons engagée.

*Stéphane Bonnéry est professeur en sciences de l'éducation à l'université Paris-8.

Lucien Sève vu par son fils

Dans cet entretien, l'historien Jean Sève revient sur la réflexion menée en commun avec son père à la fin des années 2010 autour de la visée postcapitaliste. Il donne également un aperçu de l'emploi du temps de celui qui fut, pendant de nombreuses décennies, un infatigable travailleur.

ENTRETIEN AVEC **JEAN SÈVE***

© En 2006, vous avez publié l'ouvrage : *Un futur présent, l'après-capitalisme*. (La Dispute). Le titre fait écho à la célèbre définition donnée par Marx du communisme comme « mouvement réel », à laquelle Lucien Sève faisait lui-même souvent référence. Que faut-il entendre par « futur présent » ?

Jean Sève : L'histoire de ce livre remonte à l'année 1999. Je fus alors frappé par la profusion de signes annonçant une crise financière imminente (qui se concrétisera finalement par l'écla-

tement de la « bulle Internet ») comme je le fus plus encore, dans les années suivantes, par celle de 2007-2008 et qu'en toute modestie, sans en connaître tous les tenants et aboutissants, j'« annonçais » dans mon livre publié en 2006, et ce, essentiellement voire uniquement, sans être économiste de formation, à partir de la lecture de la presse quotidienne nationale, que j'ai toujours prise pour une formidable ouverture sur le monde réel, par-delà les discours idéologiques et les non-dits journalistiques. Plus fon-

damentalement, je prenais au sérieux les concepts empruntés à Marx de « présupposition », renvoyant lui-même à la *Voraussetzung* hégélienne, et à Ernst Bloch de « possible » s'objectivant en des formes variées, témoins de contradictions arrivées à plus ou moins grande maturité, possibles indicateurs, en négatif ou en positif, de futurs potentiels, certains apparaissant comme des possibles réels, « réalisés », des « déjà-là ».

Je rappelai, en guise de remarque liminaire que la Révolution française s'est préparée longtemps à l'avance et que les premières sociétés par action naissaient dans la société d'Ancien Régime, aux alentours de 1700, préfigurant la société capitaliste anonyme du XIX^e siècle. Ainsi, aujourd'hui, l'extraordinaire développement des qualifications des individus (en avril 2020, la part des diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 30-34 ans a dépassé les 40 % selon une étude récente d'Eurostat) rend possible (seulement possible) la création par eux de *start-up* (ou même l'auto-entrepreneuriat) ou encore la reprise de leur entreprise sous la forme de coopérative. Lors de l'actuelle pandémie de la covid-19, l'hôpital français a, de fait, été en partie dirigé par les soignants eux-mêmes, face à la défaillance des cadres traditionnels de l'hôpital et de l'État. L'autogestion devient un possible parfaitement identifié, à travers l'immense réseau associatif, l'économie sociale et solidaire, voire même, paradoxalement, à travers l'autonomisation, certes aliénée, des unités de production à l'intérieur même des firmes transnationales. Ces processus, aux conséquences décisives, ne sont possibles qu'au profit d'un formidable retour d'expérience accumulé, un effort permanent, effectué par les acteurs eux-mêmes, de formation et de contestation d'un système où le travail est fondamentalement prescrit. Il constitue un des présupposés majeurs de la société sans classes et ouvre des possibles dans la voie de l'auto-organisation, de la co-élaboration et de la codécision sur les lieux de travail. En ce sens,

« L'autogestion devient un possible parfaitement identifié, à travers l'immense réseau associatif, l'économie sociale et solidaire, voire même, paradoxalement, à travers l'autonomisation, certes aliénée, des unités de production à l'intérieur même des firmes transnationales. »

un « futur présent » d'une telle ampleur, un déjà-là aussi manifeste, *présuppose* à la fois une crise déjà avancée du capitalisme à travers ses rapports de production (comment continuer à penser le travail sous la conduite d'un manager mû par une seule finalité capitaliste) mais également, dans le même temps, son dépassement possible. Il n'y a là nulle utopie, nulle projection idéalisée dans le futur mais constat d'un présent riche de potentialités révolutionnaires.

C'est dans cette voie que j'entrepris de recenser toutes ces formes que j'appelai alors « futurs présents ». Je poursuivis cette démarche dans un second ouvrage, paru en 2017, intitulé *Trois crises, deux issues*, analysant non seulement les impasses mortifères des politiques néolibérales, mais plus encore la crise terminale d'un capitalisme mondialisé sous la forme d'un futur

déjà-là et, par là, la sortie possible des sociétés de classes. Tout ce travail, il faut le reconnaître, eut une faible visibilité, même si ces thèmes aujourd'hui sont plus ou moins repris et totalement d'actualité.

© En 2018, La Dispute publie un long entretien entre votre père et vous-même, intitulé *Capitalexit ou catastrophe*. Pourquoi ce travail en duo ? Et comment passe-t-on d'une relation filiale à une forme de travail commun ?

JS : Depuis que je suis en mesure de comprendre des développements théoriques souvent difficilement accessibles, du moins à celui qui n'a aucune formation philosophique, et donc depuis mon initiation à la philosophie,

qui date très clairement du lycée, mon père m'entretenait régulièrement de ses travaux. J'ai vu donc défiler tous ses écrits en cours d'élaboration depuis les années 1970-1972. Cela fait donc cinquante ans que mon père et moi échangeons (il est vrai que j'ai été longtemps plus auditeur qu'acteur) et, ces vingt dernières années, parallèlement à mon métier d'enseignant, nous avons chacun co-préparé et co-élaboré nos textes. J'y étais vraiment à bonne école ! Mais c'est en partie à cause de la faible audience de mon dernier essai (comme d'ailleurs de sa ►►

propre tétralogie) que l'idée d'un dialogue animé par nous est née. Il s'agissait par ce livre de reprendre les grands thèmes de nos conversations et sur la base d'un certain consensus théorique, aborder les questions pratiques autrement plus épineuses. Cette initiative clairement « paternelle » entraînait en résonance avec la rédaction de son tome IV, sur le communisme, dans laquelle il était pourtant complètement immergé. Mais elle partait aussi du constat de la faible audience de ces idées, dans un contexte clairement marqué par un réformisme plus ou moins radical sans véritable horizon, frappés que nous étions par son inaudibilité. Nous étions tous deux consternés par la visible maturité de la crise du capitalisme mondialisé et donc du « boulevard » dessiné par cette crise (rendant nécessaire un processus postcapitaliste) et la faiblesse insigne de la « gauche » incapable d'offrir un horizon crédible. Cela nous scandalisait et nous angoissait. Mon père pensait possible tout simplement la fin de notre humanité, ce qu'il a à plusieurs reprises formulé.

Les quelques mois que nous avons passés ensemble, lors de l'été 2018, nous ont permis non seulement d'affûter nos arguments mais surtout de combiner démarche théorique forte et concrétisation pratique sur le terrain. C'est ici que toute l'expérience politique d'un philosophe engagé depuis plus de soixante-dix ans dans la vie politique, doublé d'une plume on ne peut plus alerte, a été déterminante. La dernière partie du livre aborde la formation de collectifs thématiques à visée clairement postcapitaliste. Elle a débouché, pour ma part non sans une certaine jubilation, sur la formation d'un collectif « Initiatives Capitaexit », lui-même adossé à plusieurs collectifs thématiques déjà consti-

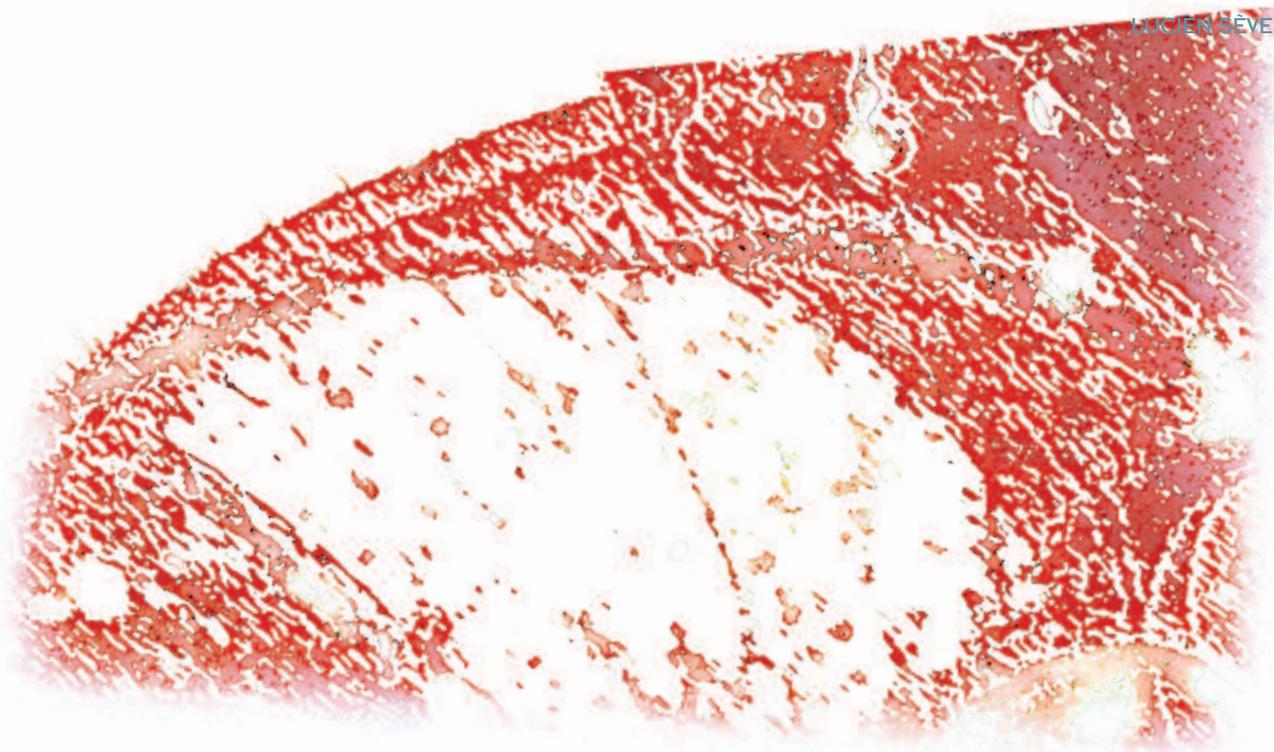
« Nous étions tous deux consternés par la visible maturité de la crise du capitalisme mondialisé et donc du “boulevard” dessiné par cette crise (rendant nécessaire un processus postcapitaliste) et la faiblesse insigne de la “gauche” incapable d’offrir un horizon crédible. »

tés (cf. le site dédié : <https://capitaexit.org/>). Cette concrétisation d'un projet qui lui tenait beaucoup à cœur valide deux ans de travail et d'efforts.

© On sait que Lucien Sève dans son maître-ouvrage, *Marxisme et théorie de la personnalité*, voyait dans l'emploi du temps « la réelle infrastructure de la personnalité développée ». Pouvez-vous dire quelque chose de l'emploi du temps de votre père ? De son évolution au cours de votre vie ?

JS : Je me garderai bien, ici, de commenter ce concept qui a effectivement beaucoup compté. L'image que je garderai de lui, à n'en pas douter, est celle d'une personne qui a, littéralement, voué sa vie à son travail « philosophique », pris au sens très large, à la fois théorique et pratique. Je ne connais personne qui ait travaillé autant, avec une telle constance, et je garderai à jamais l'image de mon père à son bureau. L'immensité de son œuvre est, en conséquence, tout particulièrement impressionnante. Pour ne prendre que cet exemple trivial, il avait, depuis très longtemps, préparé sa propre disparition et rangé dans des cartons tous ses articles et toutes ses archives : on peut clairement aligner les dizaines de mètres linéaires ! Doté d'une mémoire hors du commun, il avait acquis une connaissance des textes qui en bluffait plus d'un, parfois à leur plus grand détriment. Ainsi son emploi du temps était en très grande partie commandé par le travail, alimenté par de très nombreuses lectures. Si un emploi du temps est très révélateur sur la personne, sa bibliothèque l'est tout autant. Riche d'une vaste culture qui lui permettait non seu-

« Son dernier ouvrage repose sur une analyse extrêmement fouillée de toute l'histoire du “communisme”. Il marque un apport tout à fait décisif à des questions essentielles comme celle portant sur le conflit socialisme/communisme. »



lement d'intervenir dans le champ philosophique, dans celui de l'éthique ou, bien sûr, dans le champ politique, il avait également une solide formation historique et je considère que l'un de ses derniers ouvrages, sur Octobre 1917, est une véritable leçon critique pour pas mal d'historiens.

Son dernier ouvrage repose sur une analyse extrêmement fouillée de toute l'histoire du « communisme ». Il marque un apport tout à fait décisif à des questions essentielles comme celle portant sur le conflit socialisme/communisme et son règlement provisoire à la veille de la Première Guerre mondiale, sur la nature de l'expérience révolutionnaire engagée par Lénine après 1917 et la découverte par lui de l'immaturité du communisme en Russie, et enfin sur la nature a-communiste du stalinisme, voire son abandon du socialisme conçu en tant que transition vers le communisme. À n'en pas douter, ce livre fera date.

Mais Lucien Sève, c'était aussi, pour nous tous, le centre d'une famille, pris au sens large. Il « recevait » à Bagneux et sa cuisine était unanimement appréciée. Ces moments conviviaux étaient particulièrement appréciés, notamment par ses petits-enfants. Par là, il continuait le savoir-faire de sa mère, « cordon-bleu » et dont on conservait, tous, un souvenir ému. À 93 ans,

« Il y a fort à parier qu'on continuera à découvrir et à redécouvrir l'apport de Lucien Sève à la pensée-Marx et plus généralement à l'analyse matérialiste et dialectique de notre monde. »

il animait ces moments familiaux et beaucoup s'étonnaient encore, malgré une moindre mobilité, de sa vigueur. On peut affirmer que sa sociabilité, son humanité étaient partout appréciées. Pour avoir recueilli, avec force enregistrements et depuis des années, les souvenirs de celui qui aura eu une vie extraordinaire, pour avoir commencé à dépouiller un immense héritage archivistique, qui sera accessible aux chercheurs à terme, il y a fort à parier qu'on continuera à découvrir et à redécouvrir l'apport de Lucien Sève à la pensée-Marx et plus généralement à l'analyse matérialiste et dialectique de notre monde. ■

*Jean Sève Jean Sève est agrégé d'histoire.
Entretien réalisé par Florian Gulli.

Les défis de la gauche en Espagne

De la tactique et de la stratégie en période de crise

— PAR VINCENT BOULET —

Le gouvernement de coalition de l'État espagnol est sans doute à un tournant de son histoire. Depuis son investiture, il doit faire face à de multiples tentatives de déstabilisation et à un procès en légitimité de la part de la droite conservatrice réactionnaire et de l'extrême-droite (celle du Parti populaire et de Vox), mais aussi de la part de la bourgeoisie espagnole, des groupes de pression économiques et financiers, des grands groupes de presse, voire de l'armée et de l'Église. Alors que les résultats pour la gauche de transformation sociale n'ont pas été au rendez-vous lors des élections régionales en Galice et en Euskadi, la frange libérale du PSOE repart à l'offensive pour trouver une entente avec les libéraux de Ciudadanos, en violation de l'accord gouvernemental avec Unidas Podemos, dans le cadre des discussions budgétaires qui s'annoncent très difficiles. Il est impératif de soutenir la lutte que mènent sans relâche nos camarades du Parti communiste d'Espagne et de la Gauche unie, au sein de la coalition Unidas Podemos, dans le rapport de force politique et social qui s'annonce, pour renforcer le programme de « récupération » sociale et démocratique dans une situation sanitaire, économique et sociale dramatique. La crise actuelle renforce le caractère périphérique du capitalisme espagnol, au bénéfice d'un développement totalement déséquilibré, en faveur du tourisme par exemple, au détriment du tissu industriel, ou de l'agriculture. Les vagues de délocalisations/

licenciement massifs, aussi bien de l'usine Siemens de Pampelune, que de Nissan ou d'Airbus, suscitent des luttes locales importantes, qui prennent immédiatement une dimension nationale.

LES AXES D'INTERVENTION DU PCE ET DE LA GAUCHE UNIE

Dans ce contexte, le PCE et la Gauche unie mettent l'accent sur trois dimensions d'intervention politique. Les dernières réunions du comité central du PCE et de la coordination fédérale de la Gauche unie, qui se sont tenues mi-juillet, sont particulièrement importantes.

« La démarche de nos camarades espagnols mobilise à la fois trois niveaux : l'action politique immédiate associée à une tactique politique, des propositions visant à ouvrir des brèches dans la domination capitaliste et une stratégie politique d'ensemble d'union populaire. »

1/ Agir dans le gouvernement en mettant l'accent sur des mesures sociales et démocratiques. Après avoir conquis, au prix d'un rapport de force avec la social-démocratie, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit, ainsi que l'obtention d'un revenu minimum pour les personnes sans revenu (à distinguer du « revenu de base »), les prochaines batailles s'annoncent au moins tout aussi importantes. Il s'agit de mettre en place des mesures redéveloppant la souveraineté productive et énergétique, en lançant un processus de réindustrialisation verte et soutenable, en renforçant les services publics et le système national de soins. Cela s'appuie sur une réforme fiscale accentuant l'imposition des bénéfices des entreprises, du capital et du patrimoine. Le PCE et la Gauche unie développent des propositions concrètes : formali-



sation d'un pacte d'État pour l'industrie, contre les délocalisations, notamment à destination des industries stratégiques ; cadrage de plans stratégiques pour les entreprises sur trois à cinq ans pour que les difficultés conjoncturelles ne servent pas de prétexte pour détruire l'outil productif ; conditionnalité des aides aux entreprises qui doivent s'engager pour le maintien et le développement de l'emploi ; investissements dans les secteurs clés de l'éducation et de l'innovation dans les services publics. C'est ce que nos camarades défendent dans l'âpre débat budgétaire qui s'annonce.

2/ Cela doit prendre appui sur le développement du rapport de force. L'appui populaire est déterminant et, d'ailleurs, l'absence de mouvement populaire d'ensemble dans l'État espagnol, au-delà des mobilisations régionales, est une des difficultés auxquelles sont confrontés nos camarades. D'autre part, le PCE et la Gauche unie appellent, dans le contexte politique particulier de la gauche en Espagne, à un renforcement de la coalition Unidas Podemos, pour la rendre plus démocratique et mieux ancrée dans les territoires, afin de peser davantage à la fois au sein du gouvernement face aux tendances libérales du PSOE et face à la droite revancharde.

3/ Retravailler le bloc historique pour développer un

projet nouveau pour le pays qui s'appuie sur la majorité sociale. Les communistes d'Espagne utilisent volontiers la formule d'« unité populaire », qui est en fait très proche de l'« union populaire agissante » de la plate-forme de sortie de crise adoptée par le CN du PCF le 12 juin dernier. Dans le cas de l'Espagne, il s'agit de travailler avec la société civile et le mouvement social, en s'appuyant sur trois principes fondamentaux, comme l'a rappelé l'assemblée politique et sociale de la Gauche unie du 22 février dernier : la fermeté des idées et du projet, la dynamique de la réalité quotidienne dans les villes et les quartiers (d'où l'importance du rôle d'une organisation structurée au plus près de ces derniers), l'utilité pour les conquêtes sociales autour de grandes revendications politiques ouvrant des brèches dans l'ordre dominant.

La démarche de nos camarades espagnols, adaptée aux conditions sociales et politiques particulières de l'État espagnol, est intéressante dans le sens où elle mobilise à la fois trois niveaux : l'action politique immédiate associée à une tactique politique, des propositions visant à ouvrir des brèches dans la domination capitaliste et une stratégie politique d'ensemble d'union populaire. C'est utile à étudier de plus près. ●

Proposition de loi de soutien des collectivités territoriales suite à la crise covid-19, présentée par le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat.

Soutenir les ménages en difficulté

La crise du logement, accentuée par la crise sanitaire, est très préoccupante. Année après année, le constat s'aggrave : se loger convenablement, durablement et à un prix soutenable est hors de portée d'un nombre croissant de nos concitoyens. Une loi portant sur des mesures d'urgence pour le logement, présentée par les parlementaires communistes a été adoptée le 4 juin 2020.

Les drames du mal-logement se banalisent : ici un immeuble s'effondre emportant ses occupants, là un incendie se déclare dans une cage d'escalier vétuste livrant ses habitants aux flammes... et quand ce ne sont pas des morts que l'on compte, c'est le nombre toujours plus préoccupant de mal logés et de sans-logis qui explose : 12,1 millions de personnes sont désormais en situation de fragilité par rapport au logement.

UNE SITUATION INSUPPORTABLE ET INDIGNE DE LA SIXIÈME PUISSANCE ÉCONOMIQUE DU MONDE

Figurant, pourtant, au premier rang des préoccupations de nos concitoyens, le logement est devenu au fil des ans le parent pauvre des politiques publiques. Alors qu'il s'agit d'un droit à valeur constitutionnelle, il apparaît désormais comme un « bien marchand », un « bien d'usage », pire un « bien de consommation » dans les dernières lois qui lui ont été consacrées. Cette dérive sémantique sur le papier se traduit concrètement sur le

terrain par des décisions absurdes et dangereuses, comme celles du démantèlement du modèle HLM, de la baisse des APL, de la disparition des aides à la pierre. Cette dérive marchande doit cesser, l'actualité récente est une incitation supplémentaire à changer de cap.

En effet, l'irruption soudaine et brutale de l'épidémie de la covid19 a précipité du jour au lendemain notre pays dans une grave crise sanitaire, économique et sociale, plongeant des millions de personnes dans une précarité extrême. En quelques semaines à peine, les associations caritatives ont été submergées par les demandes d'assistance. Les

actions de solidarité dans les quartiers populaires se sont multipliées pour permettre à des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants de subvenir à des besoins aussi primordiaux que pouvoir se nourrir.

Si des aides ont été apportées aux entreprises (report des charges, suspension du paiement des loyers et des fluides...) pour qu'elles puissent passer la crise et maintenir leurs activités et les emplois, les particuliers lourdement touchés doivent être davantage accompagnés qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. Il y a une véritable urgence sociale. Beaucoup de ménages sont déjà en grande difficulté, aussi bien pour s'acquitter

« Près de 17 % de propriétaires ne sont plus en mesure de payer leur mensualité de remboursement de crédit et 24,6 % ont des doutes sur leur capacité à pouvoir les honorer dans les prochains mois. »

de leur loyer que pour faire face à leurs échéances de prêt immobilier. L'Union sociale pour l'habitat estime à 10 % l'augmentation des impayés de loyer dans le parc social depuis le début de la crise sanitaire, une situation que connaissent de manière encore plus aiguë les locataires du parc privé et les accédants à la propriété. Une autre étude révèle que près de 17 % de propriétaires ne sont plus en mesure de payer leur mensualité de remboursement de crédit et 24,6 % ont des doutes sur leur capacité à pouvoir les honorer dans les prochains mois. Et, d'après un sondage de l'IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès, réalisé en début du confinement, 35 % des actifs déclaraient déjà subir une perte de revenus partielle et, parmi les populations les plus pauvres, les pertes de revenus partiels atteignent 52 %. Mais toutes ces données n'ont évidemment rien de surprenant quand on sait que plus de 12 millions de salariés en France ont été placés au chômage partiel par leur entreprise et que les missions d'intérim ont connu un net ralentissement. Le confinement a provoqué la disparition de quelque 475 000 emplois équivalent temps plein dans l'intérim, soit plus de la moitié de ses effectifs. Enfin, de nombreux CDD

« Depuis maintenant plus de quarante ans, les aides personnelles au logement ont fait la démonstration de leur utilité et de leur capacité à jouer les amortisseurs de crise. Il s'agit en effet de l'un des principaux instruments anti pauvreté. »

« 12,1 millions de personnes sont désormais en situation de fragilité par rapport au logement. »

n'ont pas été renouvelés et le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois a chuté de 64,9 % pour le seul mois d'avril 2020.

Une situation qui pourrait s'inscrire dans la durée si on en croit notamment les récentes projections de la Banque de France qui prévoit la suppression d'un million d'emplois dans le pays et un taux de chômage de 11,8 % mi-2021. L'ampleur de la crise nécessite à l'évidence des ajustements conséquents et rapides des dispositifs existants pour venir en aide aux ménages en difficulté.

AMÉLIORER LES FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENT ET LES APL

En effet, conscients que nous ne sommes qu'aux prémices d'une crise sociale sans précédent, l'heure n'est pas à la création de nouveaux mécanismes qui pourraient retarder leur mise en œuvre et donc leur effi-

cience. C'est pourquoi cette proposition de loi suggère plutôt de renforcer ceux qui existent déjà : d'une part, en augmentant leur volume et, d'autre part, en les ouvrant à de nouveaux critères d'attribution. Parmi ces dispositifs figure le Fonds de solidarité logement (FSL). Instauré par l'article 7 de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, le FSL accorde deux formes d'aides – une subvention ou un prêt – pour faire face aux dépenses à l'entrée dans le logement ou pour s'y maintenir. La gestion de ce fonds, que l'État abonde à hauteur de 350 millions d'euros par an, a été transférée depuis le 1^{er} janvier 2005 aux départements. Son fonctionnement dépend depuis de règlements intérieurs votés dans chaque département, ce qui rend son application très hétérogène.

Cet outil pourrait se révéler particulièrement efficace dans le contexte actuel s'il venait à être amélioré. En particulier, nous proposons la mise en place d'une « cellule d'urgence sanitaire » au sein des FSL, visant à aider, selon des critères uniques à l'échelle du territoire, les ménages locataires ou accédant à la propriété qui éprouveraient des difficultés de paiement de loyer ou de mensualités de leur prêt immobilier.

Outre le FSL, il convient de revenir sur les attaques répétées ces dernières années contre les APL, en décidant d'en augmenter les mon- ▶▶

« Nous ne pouvons accepter que 32,5 millions d'euros soient économisés chaque mois depuis 2017 sur le dos des Français les plus pauvres par la mesure injuste de baisse de 5 euros des APL quand la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune permet aux plus riches de récupérer annuellement 3,2 milliards d'euros. »

► tants ainsi que d'en relever les plafonds de ressources. En effet, depuis le début du quinquennat du président Macron, les aides au logement ont été durement malmenées. Les sommes qui lui étaient consacrées dans le budget de la nation ont été rabotées dans les lois de finances qui se sont succédé depuis 2017. Pourtant, cette aide permettant de rendre solvables des ménages est essentielle pour les 6,5 millions de ménages et 13 millions de personnes qui en bénéficient. Efficaces et ciblées, les APL permettent aux ménages modestes de se loger dignement et d'amortir le coût des loyers. Aujourd'hui, il s'agit en effet du principal facteur de dégradation de leur pouvoir d'achat. Ces attaques répétées et injustifiées, tant économiquement que socialement, sont des coups extrêmement durs portés aux bénéficiaires. Elles conduisent pour chacune d'elles à des pertes sèches de ressources qui restreignent, de ce fait, leur capacité à s'acquitter d'un loyer toujours plus élevé. Pourtant, depuis maintenant plus de quarante ans, les aides personnelles au logement ont fait la démonstration de leur utilité et de leur capacité à jouer les amortisseurs de crise. Il s'agit en

effet de l'un des principaux instruments antipauvreté.

RÉTABLIR LES APL DANS LEUR FONDEMENT

Une récente proposition de loi, portée par le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste au Sénat, visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement, a été débattue et adoptée le 4 juin 2020. Elle constitue une belle démonstration que, lorsque l'urgence sociale le commande, un consensus politique peut s'établir dans l'intérêt des populations. C'est pourquoi la présente proposition de loi en reprend les dispositions qui permettent de rétablir les APL dans leur fondement.

Nous ne pouvons, en effet, accepter que, d'un côté, 32,5 millions d'euros soient économisés chaque mois

depuis 2017 sur le dos des Français les plus pauvres par la mesure injuste de baisse de 5 euros des APL quand, de l'autre, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, décidée au même moment, permet à celles et ceux qui possèdent déjà tout de récupérer annuellement 3,2 milliards d'euros.

Plus que tout autre, le gouvernement emmené par le président Macron n'a eu de cesse d'attaquer ce dispositif. Ses objectifs politiques ont concrètement conduit à des économies budgétaires importantes (près de 7 milliards sur les aides au logement depuis le début de la mandature), traduction directe du désengagement de l'État. Les aides personnalisées au logement ont ainsi subi une baisse de 5 euros en 2017, un gel en 2018, puis une sous-indexation en 2019 par rapport à l'inflation. Parallèlement, les APL accession ont été supprimées. Dans le cadre de la loi de finances pour 2020, le niveau de revalorisation des APL a également été limité à 0,3 %, en deçà donc de l'inflation et de l'indice de référence des loyers. Ce n'est pas acceptable.

Par ailleurs, il convient ici d'évoquer une mesure déjà votée par le parlement mais qui n'a jusqu'à présent pas été mise en œuvre pour des raisons techniques : la contemporanéisation des APL. Prévue par la loi n° 20181317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, elle vise à

« L'Union sociale pour l'habitat estime à 10 % l'augmentation des impayés de loyer dans le parc social depuis le début de la crise sanitaire. »

prendre en compte dans le mode de calcul de l'allocation les ressources du ménage sur les douze derniers mois glissants et à réviser leur montant tous les trois mois.

Très critiquée, car il s'agissait avant tout d'une mesure budgétaire visant à faire une économie estimée à 1,3 milliard d'euros dans le budget de l'État dans un contexte économique plus favorable que connaissait alors le pays, le gouvernement aurait sans nul doute tout à gagner à la mettre en œuvre pour

vérifier son caractère social et ainsi réussir à convaincre les sceptiques de son utilité.

Aussi, il est demandé au gouvernement de mettre rapidement en œuvre cette mesure pour les ménages concernés par une perte de revenu liée à la crise sanitaire. Une mesure simple à mettre en œuvre si l'on en croit les déclarations faites par le ministre du Logement le 8 juin 2020 à l'Assemblée nationale en répondant à une question

du député Stéphane Peu sur le sujet. Enfin, au regard des difficultés économiques rencontrées par bon nombre de ménages en raison de la crise sanitaire, il convient de décider de prolonger jusqu'au 31 octobre 2020 la trêve hivernale des expulsions afin de protéger les ménages et inciter les bailleurs publics et privés à rechercher une solution amiable et éviter une éviction brutale et sans solution. ●

L'article 1^{er} de cette proposition prévoit un abondement du FSL à hauteur de 300 millions d'euros et de créer une « cellule urgence sanitaire » au sein des FSL pour permettre aux ménages en difficulté financière en raison de la crise sanitaire de pouvoir bénéficier d'une aide pour le paiement des loyers pour les locataires du parc privé ou social, ou des mensualités de prêt immobilier pour les propriétaires occupants. Les règles de fonctionnement de cette « cellule urgence sanitaire » et les critères d'attribution seront annexés aux règlements intérieurs locaux des FSL.

L'article 2 prévoit une contribution des banques à l'effort nécessaire de solidarité nationale. Les établissements bancaires ne pourront en aucun cas refuser de reporter les mensualités des prêts immobiliers des particuliers ayant subi une baisse de revenus en raison de la crise sanitaire. Ils ne pourront pas non plus refuser de suspendre le paiement des annuités d'un emprunt immobilier. Le non-respect de ces mesures par les organismes prêteurs sera sanctionné par une amende administrative pouvant aller jusqu'à 15 000 euros.

L'article 3 supprime le délai de carence d'un mois pour le versement des aides personnelles au logement. L'instauration de ce délai est largement préjudiciable aux ménages.

L'article 4 permet de revenir sur l'application d'un seuil de non-versement, aujourd'hui fixé à 10 euros. Il semble nécessaire de supprimer une telle mesure qui est source d'incompréhension et de colère pour les ménages modestes, tout comme pour les étudiants qui bénéficient théoriquement d'une aide mais qui ne leur est pas versée car jugée trop faible par rapport

au coût de gestion. Or l'automatisation des traitements ne justifie plus cet argument aujourd'hui. Certes, cette mesure représente un coût supplémentaire mais les effets sont importants pour les familles les plus modestes dont le budget mensuel se calcule bien trop souvent au centime près.

L'article 5 permet de revenir sur la désindexation des APL opérée par l'article 200 du projet de loi de finances pour 2020. En effet, cet article met en œuvre la désindexation des prestations sociales servies par l'État. Comme en 2019, celles-ci ne seront revalorisées que de 0,3 % en 2020 quand l'inflation est estimée à 1 % voire 1,2 %, une économie estimée à 200 millions d'euros.

L'article 6 prévoit le relèvement exceptionnel de 175 euros en septembre 2020 des aides au logement, soit l'équivalent de ce que chaque allocataire a perdu, afin de compenser le scandale de la baisse des APL en début de mandat du président Macron.

L'article 7 propose la prolongation de la trêve hivernale jusqu'au 31 octobre. Alors que tous les intervenants reconnaissent la difficulté de donner des indications fiables sur l'évolution de la pandémie, nous souhaitons garantir aux locataires leur droit constitutionnel au logement durant cette période spécifique. Nous estimons ainsi que la prorogation de la trêve hivernale jusqu'au 31 mai est insuffisante et qu'il convient de l'allonger jusqu'à l'automne prochain pour mettre sous protection ces populations fragiles, charge à l'État d'indemniser les propriétaires au travers du fonds *ad hoc*.

L'article 8 constitue le gage financier.

L'âge d'or de la télévision

Dans l'apport du PCF à l'histoire de France, difficile de ne pas mentionner le rôle de gens de culture, d'artistes communistes dont les œuvres ont nourri un imaginaire collectif. Exemple, la contribution, dans les années 1950-1970, des réalisateurs « rouges » de la télévision publique.

— PAR GÉRARD STREIFF —

Le centenaire du PCF est l'occasion de rappeler les apports des communistes à la société française. On pense assez logiquement aux grands moments de luttes, et d'acquis, dans le domaine social ou économique. Il faudrait aussi évoquer l'apport de créateurs et d'intellectuels communistes à la construction d'un imaginaire français. Dans les années 1950-1970, dans ce média très prometteur alors qu'est la télévision, des réalisateurs communistes produisent un nombre considérable d'œuvres qui vont durablement marquer l'opinion.

DES RÉALISATEURS COMMUNISTES

La radio-télévision s'est toujours comportée de manière discriminatoire à l'égard des communistes. Il faut attendre la Libération pour trouver des journalistes communistes à la radio d'État, le plus connu sans doute étant Francis Crémieux. Mais ils en seront chassés très vite, dès la « guerre froide » venue. Pour la petite histoire, le parti créa alors une émission radio-phonique intitulée « Ici ce soir en France », retransmise par des stations situées dans différents pays de l'Est. Pour René Andrieu, qui fut rédacteur en chef de *L'Humanité*, il s'agissait « d'un droit de réponse légitime » face au boycott de la radio d'État. Cette radio cesse d'émettre en 1955. Si Francis Crémieux intègre France Culture en 1966 avec l'émission « Le monde contemporain », l'information reste totalement verrouillée par le pouvoir gaulliste. La droite a le monopole de la politique sur le petit écran. Cependant, dans le domaine de la création télévisuelle,

un genre qui s'invente alors, une bonne partie des réalisateurs sont des communistes, de cœur ou de carte, ou des proches : Stellio Lorenzi, Maurice Failevic, Raoul Sangla, Jacques Krier, Paul Seban, Jean-Pierre Marchand, Marcel Bluwal, Jean Prat. Ou encore Claude Barma et Claude Coursais. On parlera de « l'école des Buttes-Chaumont », du nom des studios de tournage. « À la télévision, on était les Hussards

noirs de la République », dit Marcel Bluwal. Sur le sujet, on peut lire l'étude, discutable mais passionnante, d'Isabelle Coutant sur dans la revue *Sociétés et représentations*, « Les réalisateurs communistes à la télévision. L'engagement politique : ressource ou stigmaté ? ».

Ces réalisateurs cohabitent un temps avec des administrateurs gaullistes non sectaires, tel Albert Ollivier, plus tard remplacé, en 1964, par le très anticommuniste Claude Contamine. Bref, une sorte de partage s'opère *de facto* : aux gaullistes la politique, aux communistes la création, qui n'en est pas moins politique. Ils travaillent dans l'esprit d'Antoine Vitez : « élitaire pour tous ». « La télévision

était l'instrument idéal pour apporter la culture aux gens qui n'allaient ni au théâtre, ni au cinéma, ni dans les bibliothèques, c'était un vrai outil populaire », note Maurice Failevic.

DES DRAMATIQUES, DES ÉMISSIONS HISTORIQUES

Ces réalisateurs vont adapter des classiques de la littérature française. Ils s'expriment par le biais de dramatiques, de documentaires, de variétés aussi

« La fin du monopole de l'ORTF dès 1974, le glissement progressif vers l'audimat, la télé-pub, bref la télé-fric, changent la donne. Sur le petit écran s'ouvre une ère de crétinisation généralisée qui met un terme à l'aventure. »

(Raoul Sangla). C'est cette séquence que les historiens de la télévision appelleront « l'âge d'or de la télévision culturelle. »

Des émissions historiques, des séries vont mobiliser les téléspectateurs, comme « La caméra explore le temps », 39 épisodes de 1957 à 1966, dont « Les templiers » [1961], « La terreur et la vertu » [1964], « Les cathares » [1965]. On songe encore à « L'affaire Calas », à la série « Jacquou le croquant » [1967] d'après Eugène Le Roy, signée Marcel Bluwal. C'est lui qui, en mai 1968, fit tourner, au sens propre, faire le tour, le personnel en grève autour de la Maison de la radio ; on appela cette initiative « opération Jéricho »...

**« La télévision était
l'instrument idéal pour
apporter la culture
aux gens qui n'allaient
ni au théâtre, ni au cinéma,
ni dans les bibliothèques,
c'était un vrai outil
populaire. »**

Maurice Failevic

Une des émissions de « La caméra explore le temps » suscita un vif débat interne entre l'administration de l'ORTF et le réalisateur Stelio Lorenzi : « La Terreur et la Vertu », consacrée à la Révolution française. Diffusée en octobre 1964, elle met en scène les personnages de Danton et de Robespierre qui sont, chacun à leur tour, au centre des deux épisodes et s'opposent comme deux conceptions de la république. Danton est représenté en bourgeois bon vivant, à l'humour vulgaire, qui proclame : « Nous avons fait la Révolution pour l'égalité des droits, pas pour l'égalité des fortunes. » Robespierre est une figure intègre, voire ascétique. On peut y entendre ces propos : « Le bien du peuple doit être la préoccupation constante de la République. Le vrai but de la Révolution, c'est la mise en vigueur de la Constitution en faveur du peuple. Et les ennemis du peuple, ce sont les nôtres. Ce sont les hommes sans vertu et ce sont les riches. [...] Leur intérêt est que le peuple ne sorte jamais de la misère. [...] Nous œuvrons pour la grandeur et la dignité de

l'homme. [...] Et ce n'est pas pour un peuple que nous combattons mais pour tout l'univers. Pas seulement pour les hommes qui vivent aujourd'hui mais pour tous ceux qui existeront demain. »

Le directeur de l'ORTF Contamine est farouchement contre ; il pense mobiliser les historiens « officiels » contre le téléfilm. Surprise : ceux-ci soutiennent Lorenzi. Contamine doit céder, l'émission passe. C'est aussi l'époque des « Dossiers de l'écran », autre émission incontournable.

La fin du monopole de l'ORTF dès 1974, le glissement progressif vers l'audimat, la télé-pub, bref la télé-fric, changent la donne. La dérive, notable sous Giscard d'Estaing, s'accélère sous Mitterrand, alors que l'aspiration progressiste à une « autre » télévision était très forte en 1981. Las, sur le petit écran s'ouvre une ère de crétinisation généralisée qui met un terme à l'aventure. Arrivent à la tête de la télévision des hommes d'affaires, comme Bouygues, et leur logique financière ; nombre de réalisateurs constateront alors, non sans étonnement, qu'il était, finalement, plus facile de négocier avec la réaction gaulliste qu'avec ce genre de patrons. Raoul Sangla, qui connaît par cœur la machinerie télévisuelle, regrette au final ce qu'est devenu ce média, « un grand alambic du consensus, un instrument d'aliénation qui avait pourtant une autre destinée ». ●

L'ÉCOLE DES BUTTES-CHAUMONT

« De 1950 jusqu'aux premières années de la décennie 1970, les réalisateurs communistes étaient nombreux à la télévision française. Stelio Lorenzi, Marcel Bluwal ont été, dès 1950-1951, les chantres des "dramatiques" tournées en direct, adaptations de classiques de la littérature française, faisant appel aux comédiens formés par le théâtre populaire. Fer de lance de ce que l'on a appelé l'école des Buttes-Chaumont (qui comprenait d'autres réalisateurs, non communistes, comme Claude Barma, Claude Loursais, Claude Santelli, etc.), ils ont été progressivement rejoints par Jean Prat, Jean-Pierre Marchand, Raoul Sangla, Paul Seban, etc. Jacques Krier enfin, entré à la télévision en 1953, se spécialise rapidement dans le documentaire, autre dimension des "programmes" qui mobilise les réalisateurs communistes. Maurice Failevic l'assiste, à partir de 1962, dans ses premières fictions "réalistes", traitant de sujets sociaux contemporains». Isabelle Coutant, « Les réalisateurs communistes à la télévision. L'engagement politique : ressource ou stigmata ? » *Sociétés & Représentations*, 2001.

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDias) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

COVID-19

Les économistes de Bruno Le Maire saturent l'espace médiatique

À chaque crise économique, la joyeuse ronde des économistes orthodoxes est télévisée. Rodée, elle est orchestrée par des journalistes qui, au rythme des hoquets de la mondialisation libérale, délèguent toujours aux mêmes les analyses – souvent erronées – et les propositions – toujours homogènes.

— PAR ACRIMED —

La période de confinement (16 mars-10 mai) – et plus largement celle qui est concernée par la crise du coronavirus – n'a pas changé la donne. Au contraire, elle a renforcé les disparités déjà existantes. « Les caisses sont vides, les coffres sont pleins et les économistes réfléchissent », scandait le journal *Le Plan B* en décembre 2008. Douze ans plus tard, invité dans les Matins de France Culture, l'économiste Patrick Artus a le mérite de l'honnêteté. Revenant sur la gestion de la crise financière de 2008-2009, il confesse : « On avait fait, en Europe, une bêtise que tout le monde reconnaît aujourd'hui être une bêtise, qui était de retourner à

l'austérité budgétaire. [...] On avait eu peur des déficits publics et, dès 2010-2011, on avait fortement réduit les défi-

Très présent dans les médias depuis le début de la crise de la Covid-19, le chef économiste de la Banque d'affaires

« En face, ceux qui disaient – et écrivaient – que c'était une "erreur", n'ont pas trouvé beaucoup de portes (ni de fenêtres) ouvertes dans les grands médias. »

cits publics. Tous ceux qui regardent ça, et même ceux qui avaient mis en place ces politiques à l'époque, disent que c'était une erreur. »

Natixis fait partie d'un groupe d'une vingtaine d'économistes qui, chaque semaine, conseillent le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le

Maire. Tous parisiens, à plus de 80 % masculins et avec une moyenne d'âge de 64 ans, ces économistes analysent la conjoncture du pays et font des recommandations.

Nous ne serons pas étonnés de voir que dans la liste de ces vingt-deux économistes, on retrouve la plupart de ceux qui, dix ans plus tôt, avaient confectionné la « bêtise » de l'austérité budgétaire. Et qui, plus globalement, ont toujours été favorables à l'ouverture à la concurrence des services publics, à la financiarisation de l'économie et à la réduction des dépenses publiques. Si, dans ce pool de conseillers, certains sont méconnus du grand public ou sont des institutionnels incontournables pour un ministre de l'Économie (comme le patron de l'INSEE, Jean-Luc Tavernier, ou le chef économiste de la Banque de France, Olivier Garnier), d'autres sont là et occupent l'espace médiatique depuis au moins un quart de siècle : Patrick Artus, donc, Nicolas Bouzou (cabinet de conseil, soutien d'Emmanuel Macron), Jean Pisani-Ferry (sciences Po Paris, ancien directeur du programme d'Emmanuel Macron, membre du Cercle des économistes), Jean-Hervé Lorenzi (Paris-Dauphine, président du Cercle des économistes), Philippe Aghion (Collège de France, soutien d'Emmanuel Macron en 2017, membre du Cercle des économistes), Daniel Cohen (Normale sup, économiste à la banque Lazard), Élie Cohen (CNRS, soutien d'Emmanuel Macron en 2017, [ex]-administrateur de nombreuses entreprises privatisées –(Orange, Pages Jaunes...), Laurence Boone (OCDE, membre du Cercle des économistes), etc.

ILS SONT PARTOUT

Dans la presse d'abord. Durant deux mois (mars-avril), ils ont signé – individuellement ou à plusieurs – pas moins de cinquante-quatre tribunes ou articles (dont vingt-trois papiers rédigés par Patrick Artus, onze par Nicolas

Bouzou, six par Daniel Cohen, six par Agnès Bénassy-Quéré – également membre du Cercle des économistes). À titre de comparaison, Thomas Piketty, économiste moins orthodoxe, reconnu dans le monde académique, parisien mais critique à l'égard de l'économie de marché, n'en a signé que deux sur la même période.

« Les politiques d'austérité – ces bêtises pour reprendre le mot de Patrick Artus – qu'ils ont acclamées furent qualifiées d'"inévitables" ».

De plus, leurs noms reviennent régulièrement dans les articles sur la crise économique, puisque les journalistes recyclent leurs vieux carnets d'adresses. Patrick Artus a été cité soixante-quatorze fois, Daniel Cohen soixante-trois fois, Nicolas Bouzou trente fois, Philippe Aghion vingt-cinq fois... et, à eux tous, ils cumulent quatre cent cinquante-huit citations dans la presse française (et les dépêches) sur soixante et un jours. Ainsi aura-t-on pu lire plus de sept fois par jour le nom d'un économiste qui conseille Bruno Le Maire. D'un autre côté, regroupés au sein du collectif des Économistes atterrés, une cinquantaine d'économistes hétérodoxes tentent tant bien que mal de se frayer un espace dans les médias : mais l'occurrence « économistes atterrés » n'apparaît que trente et une fois sur deux mois dans notre base de données... et la plupart du temps dans *L'Humanité*.

À la radio, sur France Inter notamment, les conseillers de Bruno Le Maire ont

leurs ronds de serviette. Et c'est à se demander « qui invite qui ? ». Toutes émissions confondues, Daniel Cohen a été reçu trois fois en deux mois (dont deux dans la matinale – les 10 mars et 26 mars, et une fois dans On n'arrête pas l'éco le 2 mai) ; Laurence Boone deux fois (dans la matinale, les 10 mars et 8 avril) ; Mathilde Lemoine (chef économiste à la banque Rothschild et administratrice chez Carrefour) une fois (le 11 avril dans Le téléphone sonne) ; Nicolas Bouzou une fois (dans Le téléphone sonne du 10 avril), où il était accompagné de deux autres semblables, dont Philippe Dessertine... Afin de diversifier un peu les invités économistes, Léa Salamé prend son courage à deux mains et sollicite le plagiaire Alain Minc le 6 mai dans la matinale. Quelle audace ! Le recyclage des mêmes têtes n'épargne pas non plus les émissions « décalées » : le 25 mars, Charline Vanhoenacker et son équipe choisissaient de rediffuser l'épisode de Par Jupiter ! avec le journaliste économique de RTL François Lenglet... c'est vrai qu'un peu d'orthodoxie libérale (même s'il s'en défend parfois), ça manquait. Injustement oublié, Élie Cohen se rattrape sur les autres chaînes du service public : le 10 mars, il passe sur France Info ; le 14 mars, il est invité sur France Culture et sur France Info ; le 31 mars, il se rend sur Public Sénat et Arte, et une nouvelle fois sur France Info le 9 avril. Mais c'est l'émission C dans l'air, diffusée sur France 5, qui lui déroule un tapis plus rouge que rouge : Élie Cohen y a été convié quatre fois en un peu plus d'un mois. Dans cette émission, les franc-tireurs de l'économie de marché sont comme des coqs en pâte : le directeur de la rédaction des *Échos* et chroniqueur sur France Inter Dominique Seux est passé trois fois en quinze jours dans l'émission, Philippe Dessertine, grand chantre du libéralisme économique, est intervenu six fois en deux mois. Les « économistes atterrés » ? Aucune invi- ►►

► tation. Les journalistes économiques critiques de l'économie de marché (il y en a à *Charlie Hebdo* ou à *L'Humanité*) ? Aucune invitation. On leur préfère naturellement Christophe Barbier...

LE CAS BOUZOU

Si, durant les mois de mars et avril 2020, quelques « économistes atterrés » (David Cayla, Christophe Ramaux, Dany Lang, Benjamin Coriat, Nathalie Coutinet...) ont été invités à la télévision (six fois) ou à la radio (cinq fois), ce n'est pas le cas de Nicolas Bouzou. Non, ce n'est pas en allumant la télévision ou en écoutant la radio que nous pouvions suivre l'omniprésent expert. C'est en regardant Nicolas Bouzou qu'il était possible de se connecter aux médias. Telle une télécommande : à chaque numéro, une chaîne ! À chaque date, un média. Europe 1 ? Le 8 mai. C dans l'air sur France 5 ? Le 7 mai. Paris Première face à Zemmour et Naulleau ? Le 6 mai. CNews ? Oui, le 5 mai. *Les Échos* ? Une tribune le 5 mai aussi. Un quotidien de droite ? Dans *Le Figaro*, le 2 mai. *L'Express* ? Également, le 3 mai. *Paris Match* ? Non... si, le 2 mai. Et sur France Info ? Le 30 avril. Avec Yann Barthès dans Quotidien sur TMC ? Naturellement : le 29 avril.

Tous les jours, plusieurs fois par jour. *L'Expansion* : 29 avril ; CNews : 29 avril ; SkyNews : 29 avril ; Huffingtonpost : 29 avril ; CNews : 28 avril ; JT de TF1 : 27 avril ; C dans l'air sur France 5 : 25 avril ; *L'Express* : 26 avril ; Arte : 23 avril ; SkyNews : 22 avril ; Europe 1 : 22 avril ; Canal + : 20 avril ; C dans l'air sur France 5 : 18 avril ; *L'Express* : 19 avril ; LCI : 16 avril ; *Journal du dimanche* : 16 avril ; BFM-TV : 15 avril ; *L'Expansion* : 16 avril ; CNews : 14 avril ; Canal + : 13 avril ; Europe 1 : 13 avril ; *Valeurs actuelles* : 7 avril ; France Inter : 10 avril ; Radio Classique : 8 avril ; *Les Échos* : 6 avril ; Quotidien sur TMC : 7 avril ; Sud Radio : 7 avril ; *L'Expansion* : 1^{er} avril... *Ad nauseam*.

Son omniprésence est telle qu'on en oublie son existence. Il est l'oxygène des médias, il fait partie des murs. Mais rappelons tout de même qu'il ne prend pas la parole – plusieurs fois par jour, donc – pour donner la recette de la pâte à crêpes, mais plutôt celle de la destruction des services publics.

LES MÊMES, TOUJOURS

LES MÊMES

Nous ne reviendrons pas ici sur les pronostics ratés à répétition des économistes plébiscités hier dans les médias, et qui conseillent les princes en continu depuis plus de vingt ans. Le problème principal reste que les choix économiques qu'ils ont appuyés ont donné le « la » médiatique : les politiques d'austérité – ces bêtises pour reprendre le mot de Patrick Artus – qu'ils ont acclamées furent qualifiées d'« inévitables ». En face, ceux qui disaient – et écrivaient

papiers des politiques). Pour livrer leurs « analyses » d'une crise dont ils ont plébiscité les causes pendant des décennies, et pour dresser les perspectives d'avenir ! Des médias aveuglés, routiniers, qui redoublent même l'offensive : fin avril, Sibyle Veil et la direction de radio France scellaient un partenariat avec le très orthodoxe Cercle des économistes, projetant non seulement d'accueillir leur raout annuel dans les locaux du service public, mais également de promouvoir l'événement – et donc ses protagonistes – sur ses antennes.

Il existe également des exceptions : étonnamment, l'économiste Xavier Ragot, président de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), membre lui aussi des invités du lundi de Bruno Le Maire, est peu invité dans les médias. Ancien conseiller d'Arnaud Montebourg, il lui a été

« S'il y a une deuxième vague [...] Si on refait la même chose, ce n'est plus du tout la même situation, on passe dans une économie, plutôt, genre "économie de guerre", où il faudra nationaliser toutes sortes de secteurs d'activités [...]. On n'est plus du tout dans la même plaisanterie. »

Patrick Artus

– que c'était une « erreur », n'ont pas trouvé beaucoup de portes (ni de fenêtres) ouvertes dans les grands médias. Or quel constat tirons-nous en mai 2020 ? Ceux qui se sont le plus trompés – qui n'ont vu venir ni la crise des *sub-primes*, ni celle de la zone euro –, ceux qui ont recommandé de faire des *bêtises* sont toujours surexposés par les médias (et dans les petits

reproché pendant des années d'être plutôt keynésien [comprendre : favorable à l'intervention de l'État dans l'économie]. Il ne s'est pas lancé dans des pronostics ratés et n'a jamais préconisé l'austérité comme mesure de sauvetage de la Grèce. Alors qu'il est reconnu académiquement et qu'il reste dans les clous de l'acceptable d'un point de vue médiatique – « civiliser le capita-

lisme ! » prône-t-il en titre de son dernier ouvrage (Fayard, 2019), les médias ne le convient pas. Ou peu. Régulièrement dans *Alternatives économiques*, jamais dans C dans l'air, dans les matinales de France Inter ou sur BFM-TV.

POURQUOI LES MÊMES ?

Et c'est à cet instant que se pose la question : pourquoi ? Pourquoi invite-t-on toujours les mêmes, avec leurs lots de *bêtises* et *d'erreurs* ? Ceux qui défendent l'économie de marché et qui sont peu regardants sur les dégâts du capitalisme ?

Pourquoi invite-t-on peu les keynésiens ? Et pourquoi n'invite-t-on jamais les économistes hétérodoxes ? Ceux d'Attac ? Les économistes atterrés ? Frédéric Lordon ? Bernard Friot ? Ceux qui n'ont pas soutenu les politiques d'austérité ?

La réponse tient en quatre points :

- Les économistes invités régulièrement dans les médias doivent être des « spécialistes de la pensée jetable », pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu. Les meilleurs exemples sont Nicolas Bouzou ou Agnès Verdier-Molinié : entre le temps passé au maquillage avant les émissions de télévision et passé dans les taxis, ils n'ont pas le loisir de construire un raisonnement économique original. Ils pensent par idées reçues, voguent au rythme des opinions dominantes et recrachent la même tambouille à toutes les sauces : trop de fonctionnaires, trop d'État, pas assez de concurrence, pas assez de marché.

- Ils doivent être disponibles. Autrement dit, malgré Zoom, Skype et Starleaf, ils habitent Paris et accourent dès qu'on les siffle. Au garde-à-vous, car ce sont de bons clients : concis, pédagogiques, ils n'ont pas besoin de parler longtemps, puisqu'ils sont là tous les jours : leur discours tourne en boucle. Il est plus facile d'annoncer un catéchisme qui a déjà été claironné pendant trois décennies, que de prendre à

rebrousse-poil des préjugés éculés et de déconstruire le discours dominant.

- Ces sollicitations répétées découlent ensuite des pratiques des journalistes. Caractérisées, d'abord, par l'incompétence : « Beaucoup d'entre eux sont d'une paresse étonnante », explique d'ailleurs très bien... Patrick Artus. Ils n'invitent que ceux qu'ils connaissent. Nicolas Demorand, même s'il a reçu une fois Frédéric Lordon sur France

malisation des réflexes : recourir aux mêmes pour des raisons idéologiques, en partie du moins, comme dans le cas du partenariat Radio France/Cercle des économistes évoqué plus haut. Ajoutons à cela que la dégradation des conditions de travail – impliquant notamment le défaut de spécialisation et le manque de temps – ne permet ni la réflexion ni la recherche, et conforte la médiocrité.

« Ceux qui se sont le plus trompés – qui n'ont vu venir ni la crise des *subprimes*, ni celle de la zone euro –, ceux qui ont recommandé de faire des bêtises sont toujours surexposés par les médias (et dans les petits papiers des politiques). »

Inter, a invité une quinzaine de fois Daniel Cohen dans les différentes émissions qu'il a présentées. Les journalistes-animateurs occupant les mêmes fonctions au fil des décennies se copient les uns les autres, ne renouvellent pas leur carnet d'adresses et, quand ils partent, le laissent à leurs successeurs (ainsi, après le départ d'Yves Calvi de C dans l'air, Caroline Roux, Bruce Tousseint ou Axel de Tarlé ont continué à inviter les mêmes économistes, dans les mêmes proportions : Élie Cohen et Philippe Dessertine en tête ! Ainsi, on préférera inviter ceux qui furètent dans les coulisses du pouvoir économiques, politiques et s'inféoder aux éternelles mêmes sources – dont on rappelle qu'ils font partie ici du « pool de conseillers » officiel du gouvernement.

- Enfin, pressions et routine débouchent, chez les programmeurs et autres journalistes moins « haut placés », sur des phénomènes d'autocensure, au mieux et, au pire, sur une nor-

Dans l'une de ses nombreuses interventions durant la période du confinement, Patrick Artus s'inquiète pour la suite : « S'il y a une deuxième vague aussi horrible, honnêtement, on change de monde, hein. [...] Si on refait la même chose, ce n'est plus du tout la même situation, on passe dans une économie, plutôt genre "économie de guerre", où il faudra nationaliser toutes sortes de secteurs d'activités, peut-être les banques, peut-être il faudra fermer les marchés financiers. Donc, on n'est plus du tout dans la même plaisanterie. » Trêve de plaisanterie donc : espérons cette fois-ci, puisque la crise économique et sociale est déjà là, que les cartons d'invitations médiatiques changent de main. ●

Le genre, facteur de reproduction de la société de classes

Les inégalités en matière de patrimoine témoignent de processus économiques qui interviennent dans la sphère privée tout au long de la vie et restent largement invisibles. L'ouvrage de Céline Bessière et Sibylle Gollac, *Le Genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités*, (La Découverte, 2020), examine en particulier comment les rapports sociaux de genre influencent dans les différents milieux sociaux le rapport au patrimoine.

— ENTRETIEN AVEC **CÉLINE BESSIÈRE ET SIBYLLE GOLLAC*** —

© On parle beaucoup des inégalités économiques entre femmes et hommes en matière d'accès à l'emploi ou de salaires, mais peu, sinon pas, d'inégalités en matière de patrimoine. Pourquoi cette dimension vous paraît-elle cruciale ?

Sibylle Gollac : Il y a au moins trois raisons. La première, c'est l'augmentation récente de ces inégalités. Elles sont longtemps restées très inférieures aux inégalités de revenus. Cela est notamment dû au fait que le régime matrimonial par défaut en France est celui de la « communauté de biens réduite aux acquêts » : tous les biens acquis pendant le mariage appartiennent

à parts égales à l'époux et l'épouse. Mais, au cours de la période récente, les formes d'unions se sont diversifiées : il y a davantage d'union libres et de PACS (en séparation de biens), tandis qu'un nombre croissant de personnes mariées ou remariées choisissent la séparation des biens, tandis que les ruptures conjugales n'ont cessé d'augmenter. Ainsi, comme l'ont montré les économistes Nicolas Frémeaux et Marion Leturcq, les inégalités de patrimoine entre femmes et hommes n'étaient que de 9 % en 1998 mais elles sont passées à 16 % en 2014, soit un quasi-doublement. La deuxième raison de notre intérêt tient au fait que ces inégalités témoignent de processus économiques qui se jouent dans la sphère

privée tout au long de la vie et restent largement invisibles. La troisième, c'est que les travaux des économistes ont mis en évidence que les inégalités de patrimoine augmentaient partout et de manière importante. Elles ont des répercussions sur de nombreux pans de l'existence, comme le financement des études, de la retraite, etc.

Céline Bessière : À cela s'ajoute le fait que les données statistiques disponibles sont établies à l'échelle des ménages. En somme, on considère implicitement dans les instituts de statistique publique que la richesse est également répartie au sein des familles, entre les membres du couple. Il a fallu reconstituer les patrimoines des hommes et des femmes à partir de données parcellaires pour analyser cette répartition. Car il y a deux moments qui montrent bien qu'elle n'est pas égale : les successions et les séparations conjugales.

« Les professionnels s'appliquent à préserver les biens structurants, c'est-à-dire les éléments centraux du capital, entreprise familiale ou biens immobiliers. »

© Comment en êtes-vous venues à vous intéresser à cette question et de quelle manière avez-vous mené votre enquête à son propos ?

CB : Cela fait maintenant vingt ans que nous travaillons l'une ou l'autre sur ces questions. Pour ma part, j'ai effectué ma thèse sur la transmission d'entreprises familiales parmi les producteurs de cognac, tandis que Sibylle travaillait sur les stratégies familiales immobilières. Outre que nous nous intéressions toutes les deux à la question du patrimoine familial et de sa transmission, nous avons également en commun le fait de réaliser des monographies de familles, c'est-à-dire des descriptions approfondies impliquant d'aller recueillir le point de vue de différents membres de ces dernières. Il importait alors d'établir des relations dans le temps long, en revenant voir les femmes et les hommes enquêtés pour observer comment les situations et leurs points de vue évoluaient. Par la suite, nous avons toutes les deux participé à une enquête collective sur les séparations conjugales. Ce sont en effet des moments révélateurs, comme les successions, car les gens se mettent à compter ce qui d'ordinaire ne l'est pas, et explicitent leurs calculs. Enfin, à l'issue de cette enquête, nous avons eu l'opportunité de participer à une recherche portant sur les études notariales. Pour rédiger ce livre, nous avons donc repris l'ensemble de ces matériaux, sans oublier le travail sur les données statistiques concernant la répartition du patrimoine.

Sibylle Gollac : Nos enquêtes menées seules auprès des familles ont permis de les étudier dans la durée. L'intérêt de l'enquête collective auprès des professionnels du droit était de pouvoir disposer d'un grand nombre d'affaires à analyser, et de faire varier les milieux sociaux pour examiner comment les rapports sociaux de genre se jouent dans ces différents milieux par rapport au patrimoine.

☉ Outre de nombreuses études de cas, vous proposez dans votre ouvrage, des outils théoriques tels

les concepts d' « arrangements économiques familiaux » et de « stratégies familiales de reproduction ». Pourriez-vous en développer le sens et la portée ?

SG : Notre intérêt pour les stratégies familiales de reproduction nous a été inspiré par les travaux de l'anthropologue Florence Weber. Elle a été l'une des premières à mettre en lumière les logiques économiques collectives qui se

font en œuvre. Ce qui importe alors, c'est de bien préciser par qui et à quels moments ces stratégies sont portées. Le concept d'arrangements désigne les différents échanges qui aboutissent à la production d'un consensus autour de la transmission et du partage d'un patrimoine économique, autour de ce que l'on compte et de ce que l'on ne compte pas. Celui-ci a, à nos yeux, l'avantage de mettre l'accent sur la relative souplesse de ces pratiques contre d'autres termes, comme celui de négociation qui suppose

« Les biens structurants reviennent plus souvent aux hommes, et même plus particulièrement aux premiers nés. »

jouent dans les familles, en particulier les formes de coproduction à l'œuvre au sein des maisons. Dans nos enquêtes, nous avons cherché à montrer que les relations économiques au sein des familles ne se limitent pas à la production domestique quotidienne, mais se nouent aussi autour de la transmission d'un patrimoine. Les stratégies familiales de reproduction désignent ainsi l'ensemble des pratiques qui tournent autour de la transmission d'un statut social d'une génération à l'autre, à travers notamment l'accumulation et le transfert d'un capital économique.

CB : Le concept même de stratégie vient de la sociologie de Pierre Bourdieu. Celui-ci a néanmoins par la suite été assez délaissé, sinon critiqué, ce qui vient selon nous d'une incompréhension. Dans l'esprit de Bourdieu, il ne désignait pas tant le déploiement minutieux d'un plan préétabli qu'une logique de la pratique qui peut échapper à la conscience même des acteurs et actrices qui la met-

tent en œuvre. Ce qui importe alors, c'est de bien préciser par qui et à quels moments ces stratégies sont portées. Le concept d'arrangements désigne les différents échanges qui aboutissent à la production d'un consensus autour de la transmission et du partage d'un patrimoine économique, autour de ce que l'on compte et de ce que l'on ne compte pas. Celui-ci a, à nos yeux, l'avantage de mettre l'accent sur la relative souplesse de ces pratiques contre d'autres termes, comme celui de négociation qui suppose

que tout serait explicité dans ces moments, alors que c'est en fait loin d'être le cas.

SG : Nous distinguons toutefois les arrangements économiques des arrangements patrimoniaux : les premiers ont trait à l'ensemble des formes de production et d'échange au sein de la parenté, tandis que les seconds se concentrent sur la transmission d'un capital. Ce sont les moments où on va se mettre à compter, à faire le point sur ce qui doit être partagé.

☉ Tout ne se joue pas cependant au sein de la famille et vous soulignez également bien dans votre livre le rôle des professionnels du droit dans la reproduction de ces inégalités genrées face au patrimoine, notamment à travers les formes particulières de comptabilité qu'elles et ils mettent en œuvre. Pourriez-vous expliciter ce point ? ▶▶

► **CB** : Ces professionnels du droit sont de différents types : il y a d'abord les notaires, sachant que seulement 5 % des successions en France font l'objet d'un conflit judiciaire et se retrouvent devant les tribunaux. Ce sont donc les notaires qui règlent les 95 % restants et ils définissent d'ailleurs souvent leur mission comme celle de « préserver la paix des familles ». Les avocats et les juges en revanche interviennent prioritairement lors des séparations conjugales. Pour chacune de ces professions, nous avons particulièrement scruté la manière dont elles effectuaient les calculs présidant aux partages qu'elles avaient la charge d'accompagner. Il nous a fallu un certain temps pour comprendre qu'il s'agissait en fait de ce que nous avons qualifié de « comptabilité inversée ». Contrairement à la vision que l'on s'en fait, ces professionnels ne commencent pas par faire l'inventaire puis l'évaluation de l'ensemble des biens à partager pour ensuite déterminer ce qui revient à chacune et chacun des héritiers ou ex-époux et fixer d'éventuelles compensations monétaires pour rééquilibrer l'ensemble. Cela se passe en réalité à l'envers : ils ou elles s'appliquent à entériner une répartition pensée en amont par les intéressés, avec notamment comme objectif de préserver les biens structurants, c'est-à-dire les éléments centraux du capital, entreprise familiale ou biens immobiliers.

SG : Les statistiques en la matière montrent que ces biens structurants reviennent plus souvent aux hommes, et même plus particulièrement aux premiers nés, tandis que les femmes et les autres garçons reçoivent plus fréquemment des liquidités. Or ces formes de compensation sont toujours problématiques, car les familles ont tendance à sous-évaluer la valeur des biens structurants pour réduire la charge fiscale, voire à ne pas compter certains éléments. Les professionnels du droit ne sont pas forcément ouvertement sexistes mais elles et ils ont souvent intériorisé

une logique de la pratique qui les amène à considérer que de tels arrangements servent au mieux l'intérêt de la famille, et notamment la préservent d'éventuels conflits, qui ont un coût affectif extrêmement lourd.

© **Vous pointez dans votre ouvrage que ces inégalités genrées face au patrimoine se retrouvent tant dans les classes supérieures que populaires, et vous ouvrez par exemple votre livre en présentant en miroir les situations d'Ingrid Levavasseur, figure de proue du mouvement des gilets jaunes, et de MacKenzie Bezos, qui a récemment divorcé de l'homme le plus riche du monde. Peut-on néanmoins dire qu'il s'agit réellement du même phénomène qui se joue aux deux extrémités de la stratification sociale ?**

SG : Il y a bien entendu un monde qui sépare ces deux femmes, mais elles ont en commun de s'être retrouvées dans une position plus défavorable que celle de leur ex-conjoint au moment de leur séparation conjugale sur le plan économique, avec de surcroît la responsabilité des enfants du couple. Dans un pays donné, c'est le même droit qui s'applique à tous, quel que soit leur milieu social. Cependant, les couples qui se séparent ou les héritiers ne sont pas accompagnés par les mêmes professionnels selon leur classe sociale. Le

droit français reste très sensible à la question de la transmission du statut social et les professionnels, consciemment ou non, semblent encore considérer que les hommes ont un rôle particulier à jouer en la matière. Dans les classes

« Les inégalités de patrimoine entre femmes et hommes n'étaient que de 9 % en 1998 mais elles sont passées à 16 % en 2014, soit un quasi-doublement. »

supérieures, les hommes sont accompagnés par des professionnels qui vont les aider à protéger leur patrimoine vis-à-vis du fisc et, du même coup, de leur ex-conjointe. À l'autre bout de l'échelle sociale, les juges vont protéger les revenus du travail des hommes des classes populaires, au nom de l'intérêt des enfants à qui le père servirait de modèle, mais au détriment des pensions alimentaires qui aident les femmes à les prendre en charge. Il existe ainsi une logique puissante dans la mise en œuvre du droit, qui consiste à valoriser la transmission du capital économique d'une manière qui reproduit simultanément les rapports de classe et les rapports sociaux de sexe.

CB : L'un des enjeux majeurs de notre ouvrage est précisément de montrer comment les rapports de classe s'appliquent sur des rapports sociaux de genre. Autrement dit, que la société de classe se reproduit grâce à la perpétuation de l'ordre du genre. ●

***Céline Bessière** est sociologue. Elle est professeur à l'université Paris-Dauphine.

Sibylle Gollac est sociologue. Elle est chargée de recherche au CNRS.

Propos recueillis par Igor Martinache

Texte de Lucien Sève publié dans *La Revue du projet*, n° 28, juin 2013

Combattre les dramatiques contre-vérités sur la vieillesse

Organiser une vraie troisième vie soustraite à l'emprise directe du capital pour vingt millions de retraités, une fantastique bataille de classe.

— PAR **LUCIEN SÈVE*** —

Le « troisième âge » devient une capitale question sociale et humaine, porteuse d'un immense enjeu de classe. C'est bien pourquoi elle est posée de façon dominante en des termes qui sont de dramatiques contre-vérités. Deux, en particulier. La première part de la démographie. Avec l'allongement de la durée de vie, la France va bientôt compter vingt millions de seniors. Dès lors le rapport entre actifs qui cotisent et retraités qui perçoivent, qui était jadis de trois pour un, tend aujourd'hui vers un pour un : concluez vous-même ! Il s'imposerait donc de retarder l'âge de la retraite, alourdir les cotisations, réduire les pensions – « il n'y a pas d'alternative ! », comme disait Margaret Thatcher...

UN ÉNORME MENSONGE SOCIAL PAR OMISSION

Or la vérité démographique recouvre ici un énorme mensonge social par omission. Car en même temps la productivité réelle du travail ne cesse d'augmenter, de sorte que ce même salarié produit bien davantage de richesse. S'il y a un vrai problème du financement de la retraite par répartition – principe essentiel de démocratie sociale –, il vient d'ailleurs : chômage et bas salaires de masse, graves défauts de la cotisation patronale. Oui, il y a une alternative : changer profondément de politique économique, sociale et fiscale. D'énorme conséquence, et trop peu combattue encore, cette première contre-vérité est du moins bien identifiée. Une deuxième au contraire, d'ordre psychologique,

passe pour évidente, même très à gauche : c'est l'idée ancestrale que le psychique vieillirait forcément comme le physique, ce qui condamnerait la personne âgée à la décadence et à l'inutilité sociale. Dès lors ces plus de soixante ans en foule croissante ne pourraient guère être que des inactifs sociaux, voire des assistés à la charge publique trop onéreuse, et un vaste marché d'oisifs offert à la mise en coupe réglée par les juteuses entreprises privées du « troisième âge », du tour-opérateur à la maison de retraite. Or cette vision des choses est aussi mystificatrice que la précédente. Que le grand âge voue fatalement à la décadence psychique et l'inutilité sociale constitue une flagrante contre-vérité, comme le suggèrent tant d'exemples de longévité créatrice, de Fontenelle à Picasso, de Verdi à Mandela. C'est que la personnalité sociale est tout autre chose que le doublet de l'individualité biologique : si l'individu a l'âge de ses neurones, la personnalité a celui de son emploi du temps – j'ai développé longuement cette vue essentielle sur le vieillissement, inspirée de Marx et nourrie de la psychologie de Vygotski, dans *Penser avec Marx aujourd'hui*, « *L'homme* » ? On peut être en bon état physique et ne mener qu'une vie sénile, ou au contraire avoir bien des handicaps et rester néanmoins très productif.

LE PRÉJUGÉ « ÂGISTE »

Il est donc largement temps d'engager en grand la bataille d'idées pour commencer d'en finir avec le préjugé « âgiste », tout aussi réactionnairement

borné que les préjugés racistes ou sexistes, pour concevoir et organiser avec ambition le temps de ce qu'il faut penser non comme un « troisième âge » réduit mais bien comme une troisième vie à part entière. Puisqu'on peut espérer vivre plusieurs décennies en bon état après la vie de travail, la question est que ces décennies fassent de la « retraite » une entrée active dans une existence certes de repos et de loisirs bien gagnés, mais aussi de transmission d'expérience et de savoirs, de nouveaux apprentissages, de participations bénévoles multiples à la vie sociale, de poursuite d'activités créatrices de tous ordres. Une vraie vie à la fois pour soi et pour les autres, changeant radicalement l'image de la vieillesse. Or il faut bien le voir : c'est d'une vraie révolution qu'il s'agit. Et qui commence à l'entreprise. Car pour une grande partie du patronat, on est vieux avant même cinquante ans, de sorte que la fin de vie professionnelle tourne pour nombre de salariés au cauchemar, alors que c'est un moment clef pour se préparer activement à la suite : l'actuel traitement des quinquagénaires confine en plus d'un cas au crime social. Mais, plus largement, l'enjeu est gigantesque : il s'agit d'organiser une vraie troisième vie soustraite à l'emprise directe du capital pour vingt millions de retraités. Une fantastique bataille de classe s'amorce. La question de la vieillesse est une part majeure de celle même d'un avenir communiste. Combattre bien davantage les contre-vérités dominantes sur la vieillesse est bel et bien devenu une tâche politique cruciale. ●

Archéologue, un métier pluriel au service de la mémoire

Archéologue est un métier né d'une longue histoire, un métier exigeant, intellectuellement comme physiquement. Un métier qui éveille un intérêt croissant au sein du public, comme en témoigne le succès régulier des journées de l'archéologie et autres manifestations similaires. Cette profession, pourtant, est mal connue des Français.

— PAR EMMANUEL GUILLET*

Pour le grand public, l'image de l'archéologue est trop souvent reliée encore au *topos* du chasseur de trésor à la Indy Jones, ou à celui du scientifique binoclard fouillant au pinceau d'obscurs vestiges. De fait, cette profession se consacre à exhumer de nombreux trésors dont la place est dans un musée. Mais cette description, si elle recèle quelques parcelles de réalité au milieu du fantasme, est cependant terriblement datée. Et du coup, terriblement inexacte.

Selon le site du ministère de la Culture, l'archéologie est « une discipline scientifique qui étudie les éléments du patrimoine archéologique constitué par tous les vestiges matériels de l'existence de l'humanité, pour en tirer des informations historiques sur les occupations humaines qui se sont succédé et sur

« Au XIX^e siècle, la recherche est le fait d'érudits collectionneurs, souvent membres de sociétés savantes. »

leur contexte ». François Djindjian, dans son *Manuel d'archéologie*, reprend la définition de Wikipedia : « L'archéologie est une discipline scientifique dont l'objectif est d'étudier et de reconstituer l'histoire de l'humanité depuis la préhistoire jusqu'à l'époque contemporaine

à travers l'ensemble des vestiges matériels ayant subsisté et qu'il est parfois nécessaire de mettre au jour par la fouille. »

Point de dinosaures donc – ne riez pas, la blague est courante. Au contraire de son cousin paléontologue, et même s'ils utilisent des méthodes et des outils communs, l'archéologue s'intéresse à l'humain, à son histoire, ses vestiges, ses techniques et ses reliques. L'archéologie est une science avant tout humaine. Car aujourd'hui, et depuis la fin des années 1950, l'archéologie est devenue une science à part entière avec toute l'exigence de rigueur que cela peut demander au praticien – l'archéologue – qui doit fouiller son site avec la même précision qu'un chirurgien ouvrant un cœur. Mais, d'abord, revenons aux sources. ►►

« Aux exigences physiques du métier – un archéologue est avant tout un terrassier qui déplace, à la main, des tonnes de terre, avant de commencer le moindre travail scientifique – sont venus s'ajouter une précarisation et une paupérisation croissantes. »

►► DU CHASSEUR DE TRÉSORS AU SCIENTIFIQUE

L'acte de naissance de la discipline est la redécouverte, au XVIII^e siècle, des sites de Pompéi et d'Herculanum.

Avec Pompéi s'ouvre le temps des chasseurs de trésors et des cabinets de curiosités. Ces vestiges exceptionnels ne sont alors considérés que comme une mine – littéralement – de prestigieux objets d'art, de vaisselle de luxe et de statues de marbre. Une mine creusée avec peu de précautions, pillée sans vergogne et où les objets jugés « non intéressants » sont alors souvent détruits. Mais bientôt commence une institutionnalisation de la discipline qui va peu à peu structurer ce passe-temps d'antiquaire en véritable science.

Ainsi au XIX^e siècle, la recherche est le fait d'érudits collectionneurs, souvent membres de sociétés savantes. Elle est menée par des avocats, négociants, universitaires, historiens, épigraphistes, etc., qui se sont faits archéologues. Ainsi du comte de Caylus à Joseph Déchelette, en passant par l'Écossais Mortimer Wheeler, tous classent, innovent, fondent les premiers outils théoriques, les premières typologies, stratigraphies ; ils découvrent et explorent les sites emblématiques. Jusqu'à Napoléon III lui-même qui, pour la rédaction de son *Histoire de Jules César*, va permettre – peut-être à son corps défendant – le

développement de l'archéologie nationale. C'est ainsi, au fur et à mesure, que la discipline acquiert ses méthodes et s'irrigue de science.

Ces savants pionniers sont assistés de contremaîtres et d'ouvriers. Des hommes de terrain, parfois de peu d'instruction, issus du monde ouvrier et paysan, essentiels pour la gestion pratique du chantier et qui pouvaient, au fil des campagnes, acquérir une connaissance relative des vestiges qu'ils exhumaient. Ainsi Maurice Moisson, codécouvreur, avec René Joffroy, du vase de Vix. Les archéologues d'aujourd'hui sont sans conteste issus de ces deux sources.

L'ORGANISATION DE L'ARCHÉOLOGIE, LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

De nos jours, le but n'est plus de collecter les beaux objets ou de les classer du plus ancien au plus récent. Il s'agit de comprendre les sociétés de nos prédé-

cesseurs et, *in fine*, de comprendre comment notre pays, notre société se sont construits, pierre après pierre, vie après vie. Suite aux différents textes de lois qui ont finalement été adoptés par la France, textes regroupés au sein du livre V du code du patrimoine, l'archéologie est structurée en deux grands pans complémentaires – l'archéologie préventive et l'archéologie programmée. Une fouille programmée cherche avant toute chose à répondre à une question, à une problématique scientifique. Apogée des universités, des chercheurs du CNRS, des collectivités territoriales, des associations archéologiques ou savantes, les fouilles programmées n'ont nulle vocation économique, si ce n'est de permettre un aménagement à visée touristique ou pédagogique. Elles explorent, étudient, sous le contrôle scientifique du ministère de la Culture, *via* les services régionaux de l'archéologie, les sites déjà connus, en ouvrent parfois de nouveaux, fouillent souvent sur plusieurs années, selon un cycle triennal : une première année de sondage puis trois ans de fouilles dont la dernière vient conclure le cycle de recherche. Tous les ans, une phase d'analyse et de post-fouilles jusqu'en janvier donne lieu à un rapport. Puis on recommence, sur une autre partie du site, ou ailleurs... Ces recherches, qui permettent l'étude d'un gisement archéologique sur le temps long, se passent souvent l'été. Elles réunissent et forment des bénévoles, des étudiants,

« Il s'agit de comprendre les sociétés de nos prédécesseurs et, *in fine*, de comprendre comment notre pays, notre société se sont construits, pierre après pierre, vie après vie. »

leur donnant expérience et contacts. Leur déroulé est un temps fort de l'année archéologique et souvent l'occasion de rencontrer les habitants du lieu, permettant échange, vulgarisation et prévention.

Les fouilles préventives, elles, sont issues des luttes des archéologues depuis les années 1970, et de la multiplication des destructions patrimoniales qu'a entraînées le développement du pays depuis les années 1960. En 1973 naît l'AFAN, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales. En 2001, cette dernière devient l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), le principal acteur du pays en archéologie préventive. En 2003 cependant, le secteur est ouvert à la concurrence. La mission de l'archéologie préventive, quels que soient ses acteurs – INRAP, collectivité territoriale ou opérateur privé – est d'assurer « la détection et l'étude scientifique des vestiges susceptibles d'être détruits par des travaux liés à l'aménagement du territoire ». Il s'agit aujourd'hui – et depuis longtemps – de la plus importante pourvoyeuse de données et de découvertes sur l'ensemble du territoire. Ainsi, 85 % de l'activité archéologique vient du secteur préventif, lequel emploie la majeure partie des archéologues diplômés. Son poids scientifique est énorme et encore largement sous-exploité. Depuis les années 1970, les avancées scientifiques permises par les découvertes des fouilles préventives ont, par exemple, totalement réinventé nos connaissances sur certaines périodes historiques. Mais l'archéologie préventive obéit à des contraintes financières et temporelles très fortes qui pèsent sur le métier.

ARCHÉOLOGUE, UN MÉTIER AU PLURIEL

Aujourd'hui, la professionnalisation de l'archéologie est achevée et la majeure partie des archéologues opérant sur le

territoire français travaillent pour l'archéologie préventive. Cette professionnalisation s'est accompagnée d'une spécialisation accrue. Tant dans le temps – le chercheur peut-être médiéviste, antiquisant ou protohistorien (spécialiste de la période précédant l'apparition de

vention très contraints obligent les techniciens de fouille à travailler le plus vite possible, et si possible par tous les temps. Le recours aux contrats courts et autres CDD s'est fait massif. Les rémunérations ont fondu. Autre difficulté, il n'est pas possible de télétra-

« Les fouilles préventives sont issues des luttes des archéologues depuis les années 1970, et de la multiplication des destructions patrimoniales qu'a entraîné le développement du pays depuis les années 1960. »

l'écriture) – que dans le domaine d'étude : untel n'est plus seulement archéologue, mais aussi et surtout céramologue, carpologue (étude des graines et fruits), tracéologue (étude de l'utilisation des outils), spécialiste funéraire, du bâti... toute une galaxie de spécialités qui, chacune, apporte sa pierre à l'étude des sites.

À cet imbroglio de spécialités s'ajoute une immense variété de statuts légaux, selon le contrat, l'employeur et la pratique archéologique. Enseignant-chercheur universitaire, agent de l'INRAP, du Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM), technicien de fouille en CDD, archéologue municipal ou fonctionnaire. Un archéologue en préventif peut dépendre d'un opérateur privé, d'une SARL, ou être contractuel pour une collectivité territoriale ou l'INRAP. Souvent, il passe de l'un à l'autre de ces employeurs, de ces différents statuts, d'une semaine sur l'autre, au fil des contrats.

Car en préventif le métier s'est fait, avec le temps et l'ouverture du secteur à la concurrence, dans des conditions particulièrement rudes. Les délais d'inter-

vailler sur un chantier. Les chercheurs sont obligés de se déplacer sur le site, parfois très éloigné de leur domicile. Et si, parfois, l'organisme employeur accepte de les loger et de les nourrir, rien ne leur en fait obligation. On le voit, si le métier d'archéologue fait beaucoup rêver, la réalité actuelle est moins reluisante, presque dramatique. Aux exigences physiques du métier – un archéologue est avant tout un terrassier qui déplace, à la main, des tonnes de terre, avant de commencer le moindre travail scientifique – sont venues s'ajouter une précarisation et une paupérisation croissantes. Les récentes réformes gouvernementales, notamment la réforme du chômage, viennent encore aggraver la situation. Et certains professionnels de l'archéologie ne craignent plus de le dire, le secteur est en danger de disparaître. Or, sans ceux dont le métier est de la déchiffrer et de la transcrire, ne risquons-nous pas de perdre la mémoire ? ●

*Emmanuel Guillet est fouilleur bénévole et journaliste.

Sentiments et territoires d'une « révolution » (Le Caire, 2011)

Toujours interdit en Égypte et dans le monde arabe, à l'exception du Maroc, du Liban et de la Tunisie, le roman d'Alaa El Aswany, *J'ai couru vers le Nil*, présente une analyse approfondie des individus et des lieux ayant construit ce mouvement révolutionnaire en 2011.

— PAR **NORA SEMMOUD ET FLORENCE TROIN*** —

Au cœur d'une production littéraire foisonnante sur les Printemps arabes de 2011, le roman d'El Aswany, *J'ai couru vers le Nil*, Actes Sud, 2018 dont l'intrigue se déroule dans une ville qui nous tient à cœur (Le Caire), fait écho à notre propre militance et ce d'autant plus qu'il a la particularité d'accorder une grande place à la dimension sensible. Les manifestants sont pour une fois considérés individuellement au sein d'une action collective, alors que cette échelle est rarement traitée dans l'analyse des mouvements sociaux, sauf peut-être quand elle concerne les leaders. Cette première imbrication, celle de la petite histoire dans la grande, est suivie d'une seconde, qui enchevêtre, elle, les territoires, les lieux de vie et du travail finissant par se confondre avec ceux de la contestation. Ces articulations multiples traduisent la complexité des événements en s'écartant de toute forme de manichéisme et permettent de revenir sur quelques réflexions sur les mouvements sociaux de ce début de XXI^e siècle, en particulier dans les pays du monde arabe.

PETITE ET GRANDE HISTOIRE

Le roman est construit selon un enchaînement de soixante-treize chapitres dans

lesquels les protagonistes se succèdent comme dans une série télévisée. Cette façon de raconter une « révolution » – terme qui fait l'objet de débats pour la capitale cairote, d'où l'utilisation des guillemets – par l'évocation des sentiments éprouvés contraste avec les reportages, toujours factuels, des médias dans lesquels on ne distingue rien d'autre que des foules compactes. En suivant l'évolution

des destinées à la fois sentimentales, sociales et politiques de six personnages principaux (fig. 1), le récit tisse les liens desquels naît l'estime et fraternité, confiance et fierté, appartenance au groupe et abolition des frontières – aussi bien entre classes qu'entre religions. Autour d'eux gravite une foule de figurants dont beaucoup, malgré des motivations différentes et des itinéraires pas toujours

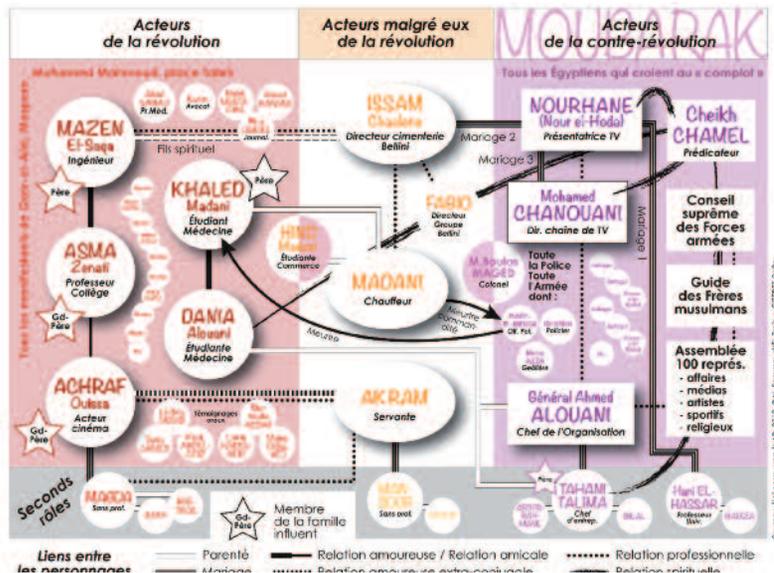


Fig. 1 Liens entre acteurs de la révolution et de la contre-révolution.

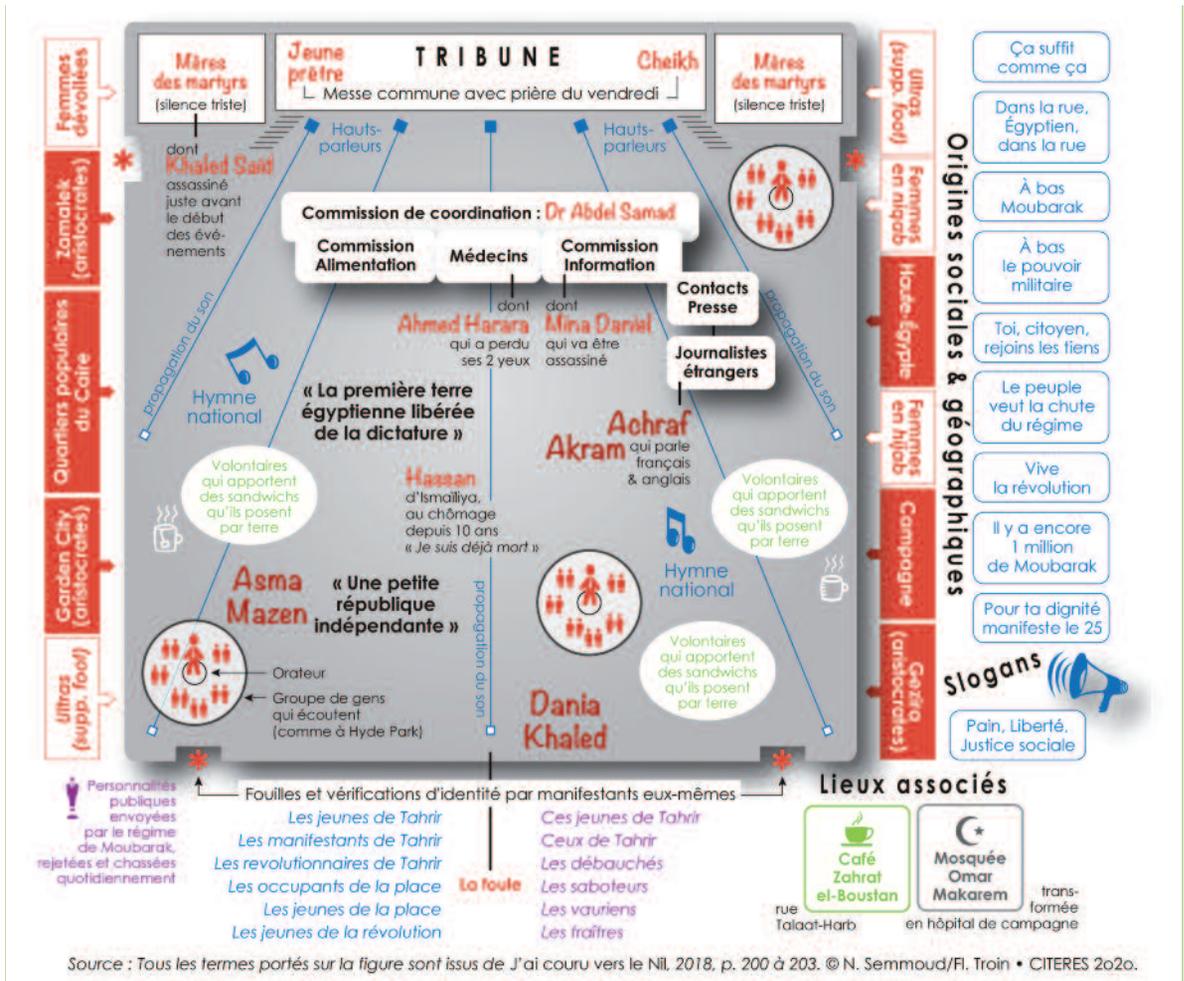


Fig. 2 « Une petite république indépendante » : l'organisation de la place Tahrir du roman. Un mouvement révolutionnaire multisites.

linéaires, finiront par rejoindre la « révolution ». Mais celle-ci n'est pas qu'amour. Aux moments de joie et de ferveur succèdent des périodes pénibles, lorsque la rancœur s'imisce soit dans le sentiment amoureux, soit dans le combat politique. On peut qualifier les personnages qui la subissent d'« acteurs malgré eux » de la « révolution ». Enfin apparaissent les sentiments les plus douloureux : l'humiliation face aux pratiques inimaginables des forces de l'ordre, la colère et la haine à l'encontre du pouvoir qui réprime, blesse, tue. Durablement imprimées dans les mémoires collectives, ces répressions pèsent et influent obligatoirement sur les directions à prendre et les actions à mener.

Contrairement à l'idée assez répandue selon laquelle le mouvement révolutionnaire égyptien de 2011 était de

terrie qui renvoie aux nombreuses luttes qui ont précédé le mouvement dans le monde ouvrier, les actions col-

« Contrairement à l'idée assez répandue selon laquelle le mouvement révolutionnaire égyptien de 2011 était de nature spontanée, El Aswany met en scène les conditions de sa germination. »

nature spontanée, El Aswany met en scène les conditions de sa germination : il raconte la grève dans la cim-

lectives dans les établissements universitaires ou le secteur hospitalier et, enfin, la création de formes d'or- ▶▶

► organisation qui se démarquent des structures syndicales ou partisans traditionnelles, comme le mouvement *Kifaya* Ça suffit, auxquelles se rallient des individus plus isolés. Ce mouvement multisites construit à la fois un collectif – qui apparaîtra aux yeux de tous sur la place Tahrir – et de nouvelles identités en matière, notamment, de conscientisation, de politisation et de citoyenneté (Bacqué, Biewener, 2013). La centralité du mouvement se cristallise donc dans celle, spatiale, de la ville. Le récit d'El Aswany sur l'organisation de la place Tahrir (fig. 2) met en évidence les compétences des participants et la convergence des mots d'ordre qui laisse supposer que les manifestants procèdent par concertation, avec une vigilance par rapport à l'instrumentalisation du mouvement ou son dévoiement. Précisons que, seule, la place Tahrir ne serait pas parvenue à faire plier le pouvoir ; non seulement d'autres manifestations ont eu lieu en Égypte (Alexandrie, Assouan), mais les luttes syndicales et celles des citoyens de l'ensemble du pays ont permis aux manifestants de devenir plus forts.

LA CONTRE-RÉVOLUTION ORGANISÉE PAR LE POUVOIR

Autant l'auteur fait preuve d'empathie pour les acteurs du mouvement révolutionnaire, autant il est implacable dans sa critique politique du pouvoir en place. Il met à nu les collusions de classes et d'intérêts qu'organise le pouvoir pour se maintenir, sa violence répressive, ses ruses, sa duplicité, mais aussi la façon dont il utilise l'islam pour légitimer son entreprise de déstabilisation du mouvement. El Aswany décrit un véritable complot du pouvoir, lequel sait réunir et mobiliser sa base clientéliste où chacun a un rôle précis dans la contre-révolution : les médias stigmatisent le mouvement de protestation aux yeux de l'opinion, les hommes d'affaires apportent leur soutien financier, etc. Ces rapports de domination et l'idéologie développée correspondent à la notion

d'État patrimonial exposée par de nombreux auteurs – notamment Bach et Gazibo (2011) – sur les régimes africains. Dans le cas de l'Égypte, cette notion se traduit par la privatisation de l'État et la confusion entre le public et le privé, qui permettent de mettre en lumière aussi bien la corruption que le clientélisme, le népotisme et le prébendalisme, tout ceci avec une absence quasi totale de contre-pouvoirs, y compris dans et par les médias. Ceux-ci sont particulièrement visés par El Aswany qui dénonce la confiscation de la parole libre à la télévision, la mise en scène du mensonge et les *fake news* (un complot contre le pays, en provenance de l'étranger en général, de l'Amérique et

au cri de « Chrétiens, musulmans, une seule main ».

Si les sciences politiques ont analysé la révolution égyptienne comme une pratique de la souveraineté populaire qui a permis de faire tomber le régime, El Aswany restitue quant à lui un double paysage : celui de personnages représentatifs de cette « révolution », et celui de la ville, investi par les manifestants dans un rapport affectif, individuel et collectif.

Les mouvements de protestation politique de l'automne-hiver 2019 en Algérie (*hirak*), au Liban et ailleurs (Soudan, Iran, Hong Kong...) et les revendications de changement de système qu'ils portent nous rappellent la « révolution »

« Raconter une "révolution" par l'évocation des sentiments éprouvés contraste avec les reportages, toujours factuels, des médias dans lesquels on ne distingue rien d'autre que des foules compactes. »

surtout d'Israël en particulier). À travers le récit de la campagne de déstabilisation de la « révolution » par le pouvoir en place, El Aswany met ainsi en évidence des dimensions fortes aujourd'hui dans le monde arabe en matière de modes de régulation politiques : le rôle central que détient l'armée – restée populaire parce qu'elle a combattu pour l'indépendance du pays – dans la déstabilisation/répression ; le jeu politique qui existe entre le pouvoir de transition et les islamistes, les deux s'instrumentalisant à tour de rôle ; enfin, les divisions confessionnelles (ethniques dans d'autres pays du monde arabe) utilisées comme faire-valoir : le 9 octobre 2011, dans le quartier de Maspero, les chars écrasent une quarantaine de manifestants coptes, soi-disant opposés à l'islam, qui défilaient pacifiquement aux côtés de leurs frères musulmans

égyptienne de 2011. Ils sont devenus un élément central de la vie politique de ces sociétés et une composante fondamentale pour construire la démocratie. Nous rejoignons ici les auteurs qui soulignent que ces mouvements, par leur ampleur et leur radicalité, affectent les consciences des protagonistes et, ainsi que le souligne Lilian Mathieu (2004, pour mai 1968 en France), leur statut de référence historique est plus lié aux répercussions qu'ils induisent qu'aux événements en eux-mêmes. ●

***Nora Semmoud** est géographe. Elle est professeure d'aménagement et de géographie à l'université de Tours.

Florence Troin est géographe-cartographe. Elle est ingénieure de recherches au CNRS.

Science populaire à Ivry-sur-Seine

Dans un numéro précédent, le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences nous disait qu'il souhaiterait que le PCF s'occupe de « science populaire ». Nous avons enquêté à Ivry-sur-Seine, municipalité à direction communiste.

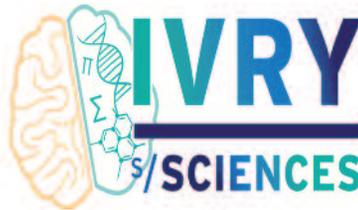
— ENTRETIEN AVEC **MARIE PIÉRON*** —

© Tu es chargée de définir la politique de culture scientifique du conseil municipal. Depuis quand cette délégation existe-t-elle et quelle est ta formation ?

Cette délégation existe depuis l'élection municipale de 2008 et le maire me l'a confiée en 2012. Avant la création de la délégation, il existait déjà une politique de culture scientifique avec, notamment, la tenue annuelle du salon du livre d'histoire des sciences et des techniques. À titre professionnel, je suis docteur en neurosciences comportementales et je travaille actuellement dans un laboratoire parisien sur l'étude de la perception visuelle dans l'autisme.

© La ville d'Ivry a-t-elle une histoire particulière en matière de recherche, y a-t-il des laboratoires sur son territoire ?

La ville d'Ivry a accueilli le laboratoire de synthèse atomique, premier laboratoire de Frédéric Joliot-Curie de 1937 jusqu'à la fin des années 1960. Robert Doisneau était venu immortaliser ce laboratoire et ses instruments, symboles de l'époque de la *big science*. La municipalité possède d'ailleurs l'un entre eux, classé à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et nommé « l'éclateur ». L'an dernier,



à la demande d'un collectif d'habitants et avec l'aide d'une équipe du CNRS et d'Hélène Langevin, nous avons présenté un rapport d'expertise sur l'éclateur, conjointement à une action de sensibilisation sur la physique nucléaire en tant que science. Encore aujourd'hui, plusieurs laboratoires de recherche sont présents sur la ville, dont un important pôle sur l'étude de la longévité situé dans l'hôpital gériatrique Charles-Foix et complété par une pépinière d'entre-

prises « Silver Innov ». La municipalité a joué un rôle prépondérant dans la création de ce pôle de recherche et de développement économique en se mobilisant aux côtés de Sorbonne Université, de l'Assistance publique hôpitaux de Paris, et du département du Val-de-Marne.

© Quel est l'objectif de la culture scientifique dans une ville populaire ?

L'objectif principal est de permettre à tout habitant, quel que soit son niveau de connaissance, de pouvoir bénéficier d'une information scientifique de qualité répondant à ses questionnements. Ivry est située, à proximité de Paris, pourtant une partie de la population ne se déplace pas dans les lieux traditionnels de ►►

« Le chef de projet construit une programmation, après avoir recueilli la parole des habitants, contacte des chercheurs de différentes disciplines pour permettre un croisement des regards sur le sujet identifié. »

« L'objectif principal est de permettre à tout habitant, quel que soit son niveau de connaissance, de pouvoir bénéficier d'une information scientifique de qualité répondant à ses questionnements. »

►► culture scientifique (Palais de la découverte, Cité des sciences, Muséum d'histoire naturelle, Collège de France...). Cela ne signifie pas qu'elle ne s'interroge pas sur des questions scientifiques mais plutôt que ces lieux ne lui semblent pas pouvoir répondre à ses interrogations. Partant de ce constat, nous avons élaboré des rencontres ouvertes à tous, férus de science ou néophytes. Une attention particulière est portée au jeune public afin de développer le goût des sciences chez les jeunes et même, potentiellement, des vocations scientifiques. De plus, les rencontres se font dans de nombreux lieux de la ville (cinéma, médiathèques, maisons de quartier, lieux dédiés à la démocratie...) sous des formats variés pour toucher un public le plus large possible. Un label, Ivry-sur-Science, a été créé pour permettre aux habitants d'identifier les actions de culture scientifique. Une grande réussite, à mes yeux, est une rencontre organisée sur le sommeil dans une maison de quartier. Lors de ce débat avec des chercheurs étaient présents dans le public trois vieux messieurs qui, d'habitude, ne poussaient pas les portes de la maison de quartier mais passaient beaucoup de temps sur un banc dans un square à discuter entre eux, des lycéens, des enseignants, des familles... la diversité du public présent ce jour-là reflétait celle des habitants du quartier.

🕒 **Comment se font concrètement les rencontres des habitants avec les chercheurs ?**

Les rencontres nommées « rendez-vous des sciences » se déroulent dans les maisons de quartier afin d'être physiquement au plus proche des habitants mais aussi au plus proche de leur questionnement. Le thème abordé est défini grâce à une co-élaboration reposant sur des groupes d'habitants, les agents des maisons de quartier et le chef de projet de culture scientifique. Ainsi, par exemple, un groupe de femmes nous a demandé de construire un rendez-vous

programmation, après avoir recueilli la parole des habitants, contacté des chercheurs de différentes disciplines pour permettre un croisement des regards sur le sujet identifié, recensé des ateliers scientifiques. Les rencontres avec les chercheurs commencent par une brève intervention de chaque chercheur invité sur son domaine de recherche, puis se poursuivent par des questions posées par le journaliste scientifique et les habitants aux chercheurs. La durée totale de la rencontre ne doit pas excéder une heure et trente minutes. Un métier scientifique en lien avec le thème retenu est généralement mis en valeur et un temps est également construit plus particulièrement à destination du personnel communal. Enfin, très souvent parmi les intervenants, il y a un Ivryen, car notre ville comporte de nombreux scientifiques et nous souhaitons mettre en valeur cette richesse.

« Lors des rencontres avec les habitants, un journaliste scientifique est présent pour animer le débat, encourager les chercheurs à reformuler lorsqu'une notion nécessite plus de précisions, encourager les participants à interagir avec les chercheurs. »

des sciences sur le stress. De prime abord, ce n'est pas un sujet scientifique que nous avons identifié mais il était clairement un sujet de préoccupation pour elles. Une rencontre avec des chercheurs en neurosciences a eu lieu pour leur permettre de comprendre biologiquement à quoi correspond le stress, puis la maison de quartier a mis en place des ateliers pratiques pour apprendre à gérer le stress. De façon générale, le chef de projet construit une

🕒 **Comment procéder pour que les chercheurs ne « planent » pas trop et que les habitants non formés dans leurs disciplines y comprennent quelque chose ? L'enrichissement est-il à sens unique, des chercheurs vers les habitants ?**

Lors des rencontres avec les habitants, un journaliste scientifique est présent pour animer le débat, encourager les chercheurs à reformuler lorsqu'une

« Une attention particulière est portée au jeune public afin de développer le goût des sciences chez les jeunes et même, potentiellement, des vocations scientifiques. »

notion nécessite plus de précisions, encourager les participants à interagir avec les chercheurs. Ce rôle est essentiel car il crée un lien entre les chercheurs et les habitants. Il permet à ces derniers de s'autoriser à poser des questions car ce n'est pas chose aisée que de prendre la parole devant une assemblée. Enfin, les rencontres se terminent toujours par un pot, afin que les participants puissent interagir directement avec les chercheurs sans avoir à poser de questions devant toute la salle. En outre, très souvent les chercheurs nous disent après la rencontre que le temps d'échange a également été important pour eux, pour leur réflexion et pour leur rôle de scientifique intégré à notre société.

© Abordez-vous des questions d'actualité ou des grands problèmes de société, qui pourraient par exemple éclairer les habitants au moment de leurs votes (nanotechnologies, intelligence artificielle, OGM, nucléaire, etc.) ?

Les enjeux sciences-société font partie des thèmes identifiés dans le programme municipal comme pouvant faire l'objet de débats. Ils se déroulent prin-

cipalement à l'espace Gérard-Philipe, lieu dédié à la démocratie, ou à la médiathèque. L'an dernier, un collectif d'habitants mobilisés contre l'implantation d'antennes relais nous a sollicités pour échanger sur les effets des ondes électromagnétiques sur la santé. Nous avons alors proposé une rencontre avec un chercheur en biophysique de l'INSERM. Un débat extrêmement riche a eu lieu entre le chercheur et le public. Les rencontres sciences-société sont donc construites à partir de sollicitations d'habitants ou à partir de l'actualité politique et sociétale. Ainsi la municipalité a pris un arrêté anti-pesticides et, parallèlement, une rencontre sur les perturbateurs endocriniens avec la projection d'un film a eu lieu à la médiathèque.

© La culture scientifique est-elle parfois liée à la culture artistique ou littéraire ?

L'un des axes d'Ivry-sur-Science repose sur l'ouverture de la culture scientifique aux autres formes de culture, notamment dans le cadre d'un partenariat avec le centre de développement chorégraphique national (la Briqueterie). Depuis maintenant plusieurs années, une ou un chorégraphe interagit avec les Ivryennes et les Ivryens durant une année autour d'un thème scientifique défini à partir de son travail. Une chorégraphe, par exemple, avait travaillé sur la suite de Fibonacci pour un spectacle de danse ; une rencontre a donc été organisée avec une mathématicienne et elles ont dialogué toutes les deux devant un public attentif.

© Avez-vous des échanges d'expériences avec d'autres villes ?

La municipalité est adhérente de l'AMSCTI (réseau professionnel des cultures scientifique, technique et industrielle) et à ce titre elle profite des expériences d'autres collectivités ou structures. Toutefois, encore trop peu de collectivités locales développent leur

propre action de culture scientifique. En outre, nous sommes ponctuellement sollicités par des villes qui souhaitent lancer des actions de culture scientifique, en particulier des villes ayant un campus universitaire.

© Quels sont les nouveaux projets de la municipalité en matière de science populaire ?

Le coronavirus a mis la culture scientifique sur le devant de la scène mais a aussi obligé la municipalité à réinterroger nos modes de diffusion afin de respecter les contraintes liées aux gestes barrières. Durant cette période, l'outil numérique a donc été privilégié (webinaire interactif, newsletter). Il nous a ainsi permis d'élargir notre public et de faire intervenir des chercheurs venant de loin sans qu'ils aient à se déplacer. Cette expérience renforce donc la place de la culture scientifique à Ivry et nous encourage à poursuivre l'utilisation de l'outil numérique, tout en continuant à proposer des rencontres physiques dans les quartiers.

Par ailleurs, une plus large place sera faite aux sciences participatives, principalement dans le domaine de l'environnement et des sciences humaines et sociales. Un projet a débuté sur la place des personnes retraitées dans l'espace public et dans la vie d'un quartier, afin d'améliorer leur participation, et un second projet va s'interroger débiter sur des mesures de qualité des sols et de l'air. À l'issue du projet, les participants auront acquis des compétences leur permettant d'identifier certains marqueurs de la qualité de leur sol, et deviendront à leur tour des ambassadeurs de ces connaissances. Les sciences participatives constituent donc un outil scientifique contribuant à renforcer le débat démocratique et la participation citoyenne. ●

***Marie Piéron** est adjointe au maire d'Ivry-sur-Seine, déléguée à la culture scientifique, l'enseignement supérieur et la recherche.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

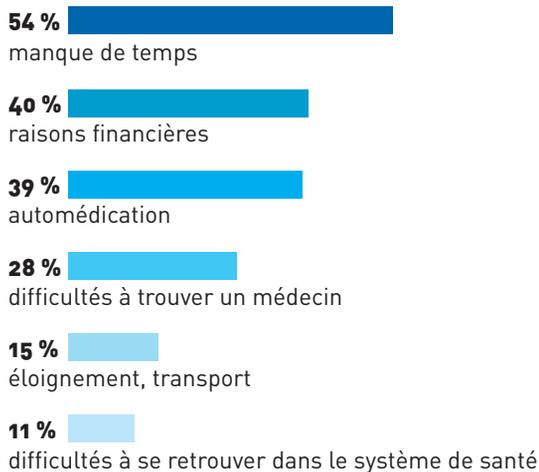
Rendre des comptes

La crise de la covid-19 a exacerbé les inégalités, mis en lumière la détresse de larges parties de la population. C'est le cas de nombre d'étudiants. On a pu voir ces « nouveaux » pauvres désormais contraints de solliciter l'aide humanitaire. En fait, la précarité de ce milieu est perceptible depuis des années. Et on se souvient sans doute de cet étudiant de Lyon, Anas K., qui s'est immolé par le feu devant le siège du CROUS le 8 novembre 2019. Les résultats d'une enquête menée par le CSA, juste avant la pandémie, pour la Mutuelle des étudiants (LMDE) auprès de 5 800 jeunes gens, étaient tout à fait alarmants. Certes, ils se disent « en bonne santé » (89 %) mais l'ensemble de leurs réponses au questionnaire montrent un mal-être profond. À commencer par leur santé mentale. Près des deux tiers (68 %) ont « tendance à se dévaloriser », à se sentir « triste, cafardeux ou déprimé une bonne partie de la journée, et ce, presque tous les jours » (67 %). Plus de la moitié affirment avoir « presque tout le temps le sentiment de n'avoir goût à rien » (54 %). Il y a de la dépression dans l'air et une responsable de la mutuelle avoue : « Ça colle avec ce qui nous remonte du

terrain. Nos équipes de prévention dans les cités U observent beaucoup de mal-être, d'isolement et de problèmes financiers. » 30 % disent avoir eu des pensées suicidaires, souvent ou rarement, au cours des douze derniers mois. (À la même question, dans une précédente enquête, en 2011, ils n'étaient que 12 %.) La moitié d'entre eux n'en parlent à personne et la mutuelle alerte sur la situation des homosexuels, bisexuels ou transgenres (46 % de ceux qui ont des pensées morbides). L'enquête pointe la précarité sociale de ces jeunes gens. 37% disent rencontrer de « réelles difficultés financières », avoir du mal à se loger et avoir renoncé à des soins (42 % !). Quant à l'hygiène de vie, s'ils affirment pratiquer un-e activité physique et avoir une bonne alimentation, en fait seuls 5 % mangent équilibré. Ils dorment mal (47 %) et sont volontiers dépendants de la cigarette, du cannabis, de l'alcool.

L'étude évoque aussi la sexualité étudiante, avec quelques aspects problématiques comme le fort recul de l'utilisation de la pilule ou le fait que 52 % seulement des étudiantes ont consulté un gynécologue dans l'année. ●

42 % DES ÉTUDIANTS ONT DÉJÀ RENONCÉ À DES SOINS AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS POUR DES RAISONS LIÉES À...



65 % DES ÉTUDIANTS SONT EN SITUATION DE MAL-ÊTRE

(72 % chez les femmes, 56 % chez les hommes)

PRINCIPALES CAUSES DE STRESS



Une surmortalité deux fois plus élevée des personnes nées à l'étranger

Pendant la crise sanitaire du coronavirus, le nombre de décès a fortement augmenté en France, avec des différences marquées selon les caractéristiques des individus et notamment selon le pays de naissance. Toutes causes de décès confondues, les décès en mars et avril 2020 de personnes nées à l'étranger ont augmenté de 48 % par rapport à la même période en 2019, contre + 22 % pour les décès de personnes nées en France. La hausse a été la plus forte pour les personnes nées en Afrique (+ 54 % pour les décès de personnes nées au Maghreb, + 114 % pour celles nées dans un autre pays d'Afrique) ou en Asie (+ 91 %). Comment expliquer cette surmortalité ?

D'abord, les personnes nées en Afrique ou en Asie résident environ deux fois plus souvent dans les territoires les plus densément peuplés, et particulièrement en Île-de-France, là où la hausse des décès a été la plus forte et ce quel que soit le pays de naissance. En effet, si 35 % des personnes nées en France résident dans les communes les plus densément peuplées, c'est le cas de 65 % de celles nées dans un pays du Maghreb et de plus de 70 % de celles nées dans un autre pays d'Afrique ou en Asie.

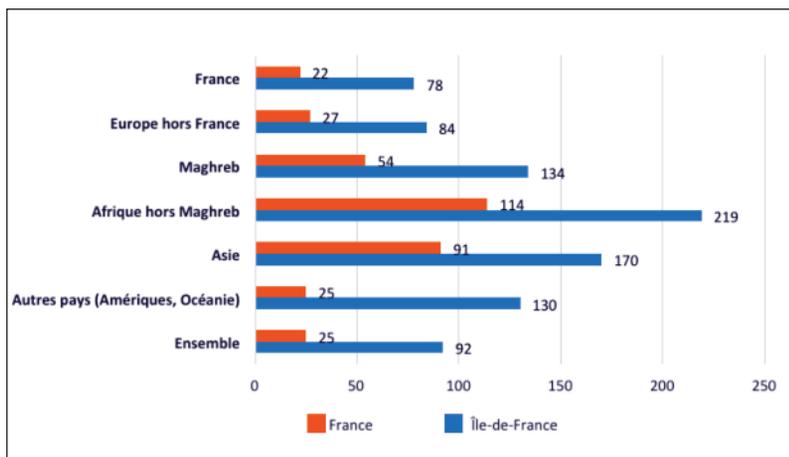
Ensuite, les conditions d'existence ont joué un rôle dans l'ampleur de la hausse des décès pendant la pandémie et sur les possibilités de distanciation physique : les personnes

nées en Afrique hors Maghreb et celles nées au Maghreb ont les logements les plus exigus (respectivement 1,3 pièce par occupant et 1,6, contre 1,8 pour l'ensemble des habitants) et sont celles qui utilisent habituellement le plus les transports en commun pour aller travailler (respectivement 49 % et 28 % en 2016, contre 15 %). Les personnes nées en Asie utilisent aussi davantage les transports en commun pour se rendre à leur travail (31 %) et ont des logements plus petits (1,3 pièce). D'autres facteurs comme l'état de santé ou l'accès aux soins ont aussi pu contribuer aux écarts observés et mériteraient d'être étudiés.

Enfin, les personnes nées en Afrique sont parmi les plus exposées au risque de contamination en raison de leur métier : elles sont surreprésentées parmi les « travailleurs clés »*, c'est-à-dire les professions en contact avec le public et qui ont continué à travailler sur site pendant la période de confinement : 14 % des personnes en emploi et nées dans un pays du Maghreb et 15 % de celles nées dans un autre pays d'Afrique sont des « travailleurs clés », contre 11 % parmi celles nées en France ou 12 % parmi celles nées en Asie. ●

*Travailleurs clés = les personnels de santé, les aides-soignants, les pharmaciens, les ambulanciers, les personnels de la Poste, des forces de l'ordre, des transports publics, les pompiers, les personnes travaillant dans la vente de produits alimentaires, les livreurs, les buralistes et les agents de nettoyage.

Évolution du nombre de décès entre mars-avril 2019 et mars-avril 2020 de personnes résidant en Île-de-France, selon le pays de naissance des personnes décédées



Note : données provisoires.

Lecture : le nombre de décès de personnes nées dans un pays d'Afrique hors Maghreb, enregistrés en France entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2020, a augmenté de 114 % par rapport à la même période en 2019. En Île-de-France, il a augmenté de 219 %.

Champ : décès enregistrés en France.

Source : INSEE, Statistiques de l'état civil, fichier du 4 juin 2020.

Cause commune ouvre ses colonnes à cette libre chronique, entre politique, société, littérature et philosophie.

Des prisonniers sans défense ?

PAR **LOU SIMON**

Le système carcéral de punition, d'ores et déjà décrié par l'Observatoire international des prisons, a été rendu plus punitif. Les fautes disciplinaires sont la colonne vertébrale et la principale arme du système répressif interne au milieu carcéral. Édictées par simple décret, elles rythment le quotidien des détenus. Les recours envisageables sont souvent hors de leur portée.

Les taux d'occupation des prisons et des maisons d'arrêt n'avaient jamais été aussi élevés qu'aux prémices de la crise sanitaire. Fort heureusement, pour des raisons évidentes de santé publique – qui n'avaient pas été entendues par le ministère de la Justice auparavant – plus de 13 000 détenus ont pu sortir de détention, dont la moitié en libération anticipée.

UN SYSTÈME RÉPRESSIF VIOLENT

La machine judiciaire a doucement repris son travail et elle s'attelle, forte d'une ardeur régulière, à renforcer de nouveau les effectifs des populations carcérales et à dresser les corps et les esprits. Pour les près de 60 000 détenus restant, la vie interne à la prison continue et les sanctions afférentes également. Classées selon l'intensité de la sanction encourue, les fautes disciplinaires sont la colonne vertébrale et la principale arme du système répressif interne au milieu carcéral. Édictées par simple décret, elles rythment le quotidien des détenus. Le pouvoir exécutif peut alors – sans aucun contrôle de la part législative du système – fixer les limites de la vie communautaire en détention. Le dernier décret en date est

« La Chancellerie a poursuivi son implantation d'une politique violente de répression dans les prisons, permettant d'envoyer "au trou" pendant trente jours un prisonnier pour une insulte proférée à l'égard d'un codétenu ou d'un membre du personnel pénitentiaire. »

celui de février 2019, traducteur de la volonté de rigidifier les règles et de punir plus sévèrement les déviants. Organisé en trois degrés selon l'intensité de la faute et de la sanction qui y est liée, le système carcéral de punition, d'ores et déjà décrié par l'Observatoire international des prisons, a été rendu plus punitif. Rehaussement des sanctions, ajout de nouvelles catégories de fautes, la Chancellerie a poursuivi son implantation d'une politique violente de répression dans les prisons, permettant d'envoyer « au trou » pendant trente jours un prisonnier pour une insulte proférée à l'égard d'un codétenu ou d'un membre du personnel pénitentiaire.

« L'administration ne souhaite pas se voir imposer des obligations de traitement de ses détenus. Aussi, elle applique le strict minimum légal. »

Le but des procédures disciplinaires est simple : maintenir l'ordre dans la prison, coûte que coûte. Avec un taux d'occupation grimpant honteusement jusqu'à 140 % de la capacité d'accueil dans certains établissements, les détenus sont entassés. Dormant à huit dans des chambres prévues pour quatre, n'ayant pas de commodités suffisantes pour assurer la propreté de leur environnement, envahis par les rats, les puces ou les cafards, les esprits s'échauffent. Les corps aussi sont soumis à la chaleur : absence de ventilation, barreaux en fer bouillant au soleil et manque d'accès à une hydratation suffisante, la canicule de cet été a fait vivre un véritable enfer aux détenus. Inévitablement les frictions se créent et les tensions éclatent. Alors, pour contenir des êtres humains auxquels on refuse le maintien de la dignité, les sanctions sont durcies, tout en étant appliquées avec toujours moins de rigueur.

UN VOCABULAIRE D'ÉRUDITS RENDANT DIFFICILEMENT LE DROIT ACCESSIBLE

Le système même de la sanction disciplinaire n'est pas fondé sur les mêmes logiques que celui de la loi pénale. Ici, le principe de légalité des délits et des peines ne s'applique pas, ce qui explique notamment le vocable utilisé par la Chancellerie. L'administration ne souhaite pas se voir imposer des obligations de traitement de ses détenus. Aussi, elle applique le strict minimum légal (souvent imposé par des décisions européennes) : une explication sommaire lors de la première incarcération (souvent omise lors des arrivées qui y succèdent), des règles de vie commune à la prison. Le condamné se retrouve face à un système totalement nouveau pour lui : on encadre l'intégralité de sa vie, et on lui redéfinit l'intégralité des processus qui rythmaient son quotidien. Comment laver son linge ? Comment faire un café ? Quand et comment se laver ? Cette explication donnée par l'administration amène bien souvent une grande quantité d'information à traiter en un temps réduit. Par la suite, la loi impose aux prisons de donner accès à l'information juridique et aux différents règlements qui influencent la vie car-

cérale. Le vocabulaire qui y prédomine est celui de juristes érudits avec des codes grammaticaux spécifiques et plus animés par les logiques de l'entre-soi que par la volonté de rendre le droit accessible. De plus, les 17 000 détenus étrangers se retrouvent souvent en difficulté avec la maîtrise de la langue, même à un niveau basique : une barrière de plus à leur intégration dans un système singulier.

UNE ILLUSION DE PROCÉDURE

En dehors de la prison, la charge de la preuve est une des caractéristiques essentielles du déroulement d'un procès. Lorsqu'un fait ou une charge sont versés au dossier, ils doivent être fondés et prouvés. La traçabilité de l'information est rendue possible par les pièces à conviction et les preuves que les parties (ou le ministère public) apportent. En prison, la faute n'a pas à être prouvée par le surveillant, qui sous couvert d'avoir prêté serment, ne voit pas sa parole remise en question. Le constat est fait sur une simple déclaration, alors même que les fautes sont d'ores et déjà compliquées à tracer. Assortie d'une sanction allant jusqu'à trente jours « au trou » l'insulte sur gardien ne peut être contestée. Même le plus performant des systèmes de surveillance vidéo ne peut arriver à capter les injures précisément et lisiblement. Les jeux de pouvoir et de revanches prennent le pas sur la réalité et la vérité est difficile à déceler. La parole du prisonnier est opposée à celle du gardien, et par un jeu de pouvoir rendant le présumé fautif incapable de se défendre, le couperet tombe aisément.

« En prison, la faute n'a pas à être prouvée par le surveillant, qui sous couvert d'avoir prêté serment, ne voit pas sa parole remise en question. »

Il s'abat d'autant plus facilement que le juge est éditeur des règles. L'administration pénitentiaire rend une décision disciplinaire, sur des règles qu'elle a elle-même soufflées à l'oreille des politiques en place à la Chancellerie. L'accusation est arbitraire, à la fois juge, régulateur et partie. Bien évidemment, une procédure a été mise en place pour garantir un maximum de droits au prisonnier. Les supérieurs hiérarchiques sont en charge de ►►

« Le placement en cellule disciplinaire ne requiert aucune décision et peut durer jusqu'à quatre jours dans les faits si le détenu avait eu le malheur d'être accusé de faute en fin de semaine. »

- la rédaction de rapports d'enquête sur les incidents, rapports très souvent bâclés : la surcharge de travail, le manque de moyens et les délais réduits auront raison de la qualité de l'enquête. On entend le détenu tout de même, après lui avoir laissé *a minima* 24 heures avant d'être placé devant la commission, un délai trop bref pour organiser une quelconque défense au fond. L'illusion d'une procédure équitable est mise en place pour satisfaire aux exigences de la Cour européenne des droits de l'homme. Le détenu a même droit d'être assisté par un avocat : un professionnel qu'il ne rencontre en pratique que quelques minutes avant l'audience et pas toujours dans des conditions permettant d'assurer la confidentialité de l'entretien. La présence d'un avocat n'est pas obligatoire, contrairement à la saisine du bâtonnier. Néanmoins, si aucun avocat n'est présent à l'audience, le Conseil d'État ne considère pas la procédure comme étant irrégulière.

« Les notions de violence, d'injure, ou de compromission de la sécurité et de l'ordre sont vastes et l'administration peut les utiliser à son gré. »

L'administration n'a pas de soucis à se faire : les recours envisageables sont souvent hors de la portée des détenus. La soumission en prison est totale. Les fautes énumérées de l'article R. 57-7-1 à l'article R. 57-7-3 du code de procédure pénale permettent à l'administration de fonder sa décision sur un attirail modulable de fautes. Les notions de violence, d'injure, ou de compromission de la sécurité et de l'ordre sont vastes et l'administration

peut les utiliser à son gré. L'objectif premier n'est pas de rendre justice : il est de rétablir un ordre fragile qui est présumé avoir été déstabilisé. D'ailleurs, le placement en cellule disciplinaire ne requiert aucune décision et peut durer jusqu'à quatre jours dans les faits si le détenu avait eu le malheur d'être accusé de faute en fin de semaine.

« Condamnations européennes et sonnette d'alarme tirée par les associations ne suffisent pas à remettre en question un système répressif violent, qui aboutit chaque année au suicide de dix-huit détenus au mitard. »

Les associations de soutien des détenus et d'accès à l'information juridique, bien que fournissant un travail intense, ne peuvent suffire à effacer les règles injustes d'un système qui les dépasse. Le recours en référé, bien que plus rapide, est difficile à fonder, et sans un avocat performant, il ne sera pas reçu. Le recours pour excès de pouvoir, pouvant être dirigé contre l'arbitraire de l'administration en la personne d'un surveillant, est plus long. Les sanctions maximales étant de 20 à 30 jours d'isolement, les détenus n'ont pas intérêt à entamer une procédure contre une décision pour laquelle l'appel n'est pas suspensif. Cela signifie tout bonnement que la décision rendue à l'encontre du prisonnier lui portera potentiellement atteinte, sans aucun fondement, et que le recours contre cette atteinte ne peut en rien mettre fin au grief. De surcroît, une telle procédure expose le détenu à des représailles de la part du personnel pénitentiaire, et nécessite le concours d'un avocat, dont l'accès en principe garanti n'est pas toujours si automatique. Les détenus laissent le plus souvent passer la sanction, mais les séquelles des décisions arbitraires sont lourdes à porter par l'administration. Condamnations européennes et sonnette d'alarme tirée par les associations ne suffisent pas à remettre en question un système répressif violent, qui aboutit chaque année au suicide de dix-huit détenus au mitard. ●

*Lou Simon est étudiante à Sciences po Paris.



Le regard du célèbre philosophe slovène sur un Lénine pour notre temps

Dans ce livre qui a déjà quelques années mais qui a été traduit en français et édité par *Le Temps des Cerises* à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Lénine, Slavoj Žižek part d'un constat assez évident : si les tentatives de retour à Marx fleurissent en philosophie et en politique avec un accueil en général plutôt bienveillant, le retour à Lénine jette, lui, comme un malaise. Il est tentant de vouloir revenir à Marx en enjambant Lénine et tout ce que ce nom porte comme charge historique : la révolution d'Octobre, l'URSS, la guerre froide... et même jusque dans les rangs des marxistes, Lénine semble rétrospectivement être le nom donné à un échec, celui du passage du

marxisme de la théorie à la pratique. C'est notamment cette séparation abstraite entre un Marx théorique et un Lénine pratique que Žižek veut critiquer, en montrant dans le geste léniniste ce qui constitue une unité dialectique entre théorie et pratique.

Slavoj Žižek nous propose de voir ce qu'il y a de toujours pertinent dans la démarche léniniste. Il renvoie dos à dos deux postures qu'il juge idéologiques : d'un côté, le réformisme qui adopte volontiers une lecture bourgeoise de Marx, en passant sous silence toute sa radicalité révolutionnaire, et qui préfère oublier Lénine, ce spectre du totalitarisme dont parlent les livres d'histoire et les médias de la classe dominante ; de l'autre côté, des nostalgiques qui s'assument marxistes-léninistes, mais qui paradoxalement ont totalement perdu de vue ce qui fait le marxisme de Lénine, le cristallisant en un ensemble dogmatique figé.

Or ces deux attitudes sont anti-marxistes : les premiers oublient la lutte des classes et tombent dans un réformisme douteux et les seconds oublient la dialectique matérialiste qui constitue le fondement théorique de la pensée

marxiste, au profit d'un catéchisme vide.

Ce livre s'ouvre sur un avant-propos très riche et éclairant sur les divers écueils de la réception de Lénine aujourd'hui et, après avoir dégagé ce qui fait la puissance de la pensée léniniste, identifie une voie à emprunter pour rester fidèle à la perspective de Lénine sans s'enfermer pour autant dans un vain catéchisme. S'ensuit une série de textes de l'entre-deux révolutions, en 1917, qui montrent une évolution commune

entre les événements politiques russes et la pensée de Lénine. Enfin, est développée une reprise des principales thèses chères à Slavoj Žižek, dans un résumé dense de certaines de ses analyses passées. On y retrouve le schéma classique du philosophe slovène qui articule avec une certaine virtuosité des analyses politiques (certes un peu datées, compte tenu de la date de rédaction du texte original), des réflexions philosophiques, des emprunts à la psychanalyse freudo-lacanienne souvent difficiles d'accès, et le tout bien sûr agrémenté par ses anecdotes historiques, références issues de la « pop culture », du cinéma, de la littérature, et blagues favorites. Le lecteur habitué à Slavoj Žižek ne sera pas trop perdu dans cette postface, mais le néophyte risque en s'aventurant dans cet épais massif conceptuel de se perdre dans ce qui est bien plus détaillé et développé dans d'autres ouvrages de l'auteur. ►►

Slavoj Žižek La Révolution aux portes – Sur Lénine

— PAR Geoffrey Dagard* —

►► **DE L'URGENCE DE NE RIEN FAIRE.**

Rappelant que Lénine, se retirant loin de la Russie pendant quelques années, s'était plongé dans la *Logique* de Hegel et avait étudié de loin la société russe avec une grande perspicacité, Slavoj Žižek affirme qu'il est urgent de ne pas agir et de prendre le temps de la réflexion pour pouvoir agir avec intelligence. Retournant (c'est une sorte de constante dans ses derniers écrits) la fameuse XI^e thèse sur Feuerbach de Marx (les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit de le transformer), il nous invite au contraire à résister à la tentation d'agir, pour prendre le temps de réfléchir, d'analyser, d'apprendre. La complexité du monde, les mutations de l'idéologie, les nouvelles formes d'aliénation et de réification des rapports sociaux doivent nous inviter à la prudence. Le capitalisme, au contraire, avec son cortège d'horreurs et d'injustices, nous donne l'impression qu'il est plus urgent que jamais d'agir. Or, agir à l'aveuglette, dans la précipitation la plus totale, serait la pire chose à faire.

IDENTIFIER LA VÉRITÉ DU GESTE LÉNINISTE

Le véritable geste marxiste aujourd'hui n'est ni une rélegation de Lénine au musée des antiquités, ni une vénération nostalgique pour un Lénine fantasmé, mais une lecture de Lénine qui identifie un geste essentiellement léniniste avec lequel les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent renouer. Ce geste est celui qui écarte, entre février et octobre 1917, les deux écueils traditionnels du mouvement ouvrier : l'attentisme social-démocrate et la stérile agitation gauchiste. La vieille social-démocratie européenne tremblait à l'idée de la révolution. Son maître mot était : attendre. Attendre que les conditions soient réunies,

« L'affirmation de l'importance cruciale de penser la stratégie, les mots d'ordre, les liens avec les classes révolutionnaires, traduisent une volonté d'avancer prudemment mais avec résolution sur le chemin révolutionnaire. »

« Sortir de l'idéologie de l'intellectuel coupé de l'action est un geste léniniste fondamental pour comprendre comment, à un moment donné, théorie et pratique peuvent entrer dans une danse harmonieuse dont les pas et le rythme font l'objet d'une science rigoureuse. »

attendre une légitimité démocratique, attendre que le prolétariat soit prêt. Pourtant, comme l'observait Rosa Luxemburg, si on attend toujours le bon moment, on est condamné à attendre toujours plus et à ne voir le bon moment qu'une fois que la fenêtre s'est refermée, lorsqu'il est trop tard. L'attentisme social-démocrate attend que les conditions soient d'elles-mêmes idéales, là où il faudrait songer davantage à créer des conditions, sinon idéales, du moins suffisamment bonnes pour pouvoir prendre un risque mesuré.

La lecture des textes de Lénine sélectionnés par Žižek est un voyage stimulant dans l'entre-deux révolutions, de février à octobre. Cette période n'est pas une « drôle de guerre » pendant laquelle Lénine attendrait patiemment qu'éclate la révolution prolétarienne. C'est au contraire une période d'action, d'incertitude, d'événements intermédiaires, de succès et d'erreurs, qui finalement mettent les bolcheviques face à la possibilité objective d'une insurrection décisive. Dans cette période, on réapprend grâce à Lénine que l'audace ne s'oppose pas à la prudence. Bien au contraire, prudence et audace sont les deux faces d'une même pièce, s'opposant en réalité respectivement à la pusillanimité et à l'inconscience. Exhorter à l'insurrection le prolétariat avant l'heure relèverait de l'inconscience, mais inversement, lorsque la crise est mûre et que l'opportunité se présente, hésiter ou reculer devant la conquête du pouvoir s'avère criminel au regard de l'histoire, mais aussi et surtout face au devoir de solidarité internationaliste avec les autres peuples en lutte. Le refus de laisser la révolution se faire au petit bonheur la chance, de dépendre

des mouvements de la bourgeoisie et de ses partis, mais aussi l'affirmation de l'importance cruciale de penser la stratégie, les mots d'ordre, les liens avec les classes révolutionnaires, traduisent une volonté d'avancer prudemment mais avec résolution sur le chemin révolutionnaire. Dans ces textes, qui reflètent le va-et-vient entre la théorie et la pratique révolutionnaire caractéristique de la pensée de Lénine, il est clair que, si l'insurrection est un art, comme le dit Marx, la révolution est quant à elle une science. La théorie un guide pour l'action. Enfin, la postface semble au premier abord se saisir de Lénine comme d'un prétexte pour aborder le fond des analyses propres à Slavoj Žižek. Mais n'est-ce pas là le geste léniniste par excellence, en tout cas tel que Slavoj Žižek a tenté de le définir ? Loin de faire un cours théorique sur ce que fut le geste léniniste, il s'agit de répéter le geste de Lénine dans ce que ce geste a de toujours pertinent : brillant théoricien, stratège et dirigeant de son époque, il ne saurait nous livrer avec un siècle de décalage la théorie révolutionnaire prête à l'emploi dont nous aurions besoin. Il intervient ponctuellement dans cette postface, apportant çà et là un éclaircissement, ou bien soulevant une question inopinée, puis il disparaît aussitôt derrière Slavoj Žižek.

LE LÉNINE DE ŽIŽEK, QU'EN FAIRE ?

Premièrement, il ne faut pas en attendre un exposé orthodoxe de léninisme. Deuxièmement, peut-être faut-il l'ouvrir comme on devrait ouvrir n'importe quel texte de philosophie : avec curiosité et bienveillance, mais sans jamais laisser au vestiaire son esprit critique. On y trouvera un geste profondément matérialiste et marxiste, consistant à penser avec intelligence une filiation théorique au marxisme sans soumission intellectuelle à Marx ou Lénine : pour être vraiment marxiste, il faut renoncer à toute forme de catéchisme marxiste. Rester cramponné aux textes classiques comme à des reliques ou à des textes sacrés est profondément anti-marxiste, et c'est en comprenant ceci que Lénine a pu être vraiment fidèle à Marx et Engels, à rebours des zéloteurs de la Deuxième Internationale qui avaient substitué l'exégèse stérile des textes

classiques à la réflexion matérialiste et dialectique. Marx fut d'ailleurs le premier à faire évoluer sa pensée lorsqu'il constatait qu'une théorie avait été rendue caduque par le mouvement de l'histoire elle-même, et que c'est en se confrontant à la pratique que la théorie s'aiguise.

Néanmoins, ce texte peut présenter l'inconvénient de mettre excessivement l'accent sur l'exigence d'une réflexion théorique au détriment de la pratique elle-même : dire qu'il est urgent de ne rien faire risque de nous induire en erreur. Il serait désastreux d'imaginer un Lénine coupé du monde pendant plusieurs années, retranché dans le massif philosophique hégélien, alors que Lénine soumet sans cesse ses progrès théoriques au crible de la pratique. Pendant sa retraite hors de Russie, sans les combats politiques du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et des bolcheviks, il n'aurait disposé d'aucune

expérience pratique pour aiguïser sa théorie. Il serait dangereux de confiner l'articulation de la théorie et de la pratique à une dialectique diachronique dans laquelle il y aurait d'abord un moment pratique (l'échec de la social-démocratie), puis un moment théorique (la lecture de Hegel), puis un autre moment pratique (la révolution d'Octobre). La théorie ne se repose pas paisiblement au moment de sa mise en pratique, de même que le monde ne s'arrête pas de changer en attendant patiemment que la théorie soit prête. Par un jeu constant de reflets dans la conscience, d'expériences concrètes et de critique des théories et des actions, la pratique cherche son chemin *via* la théorie, tandis que la théorie s'affine en se confrontant à la réalité concrète. Sortir de l'idéologie de l'intellectuel coupé de l'action est sans aucun doute un geste léniniste fondamental pour comprendre comment, à un moment donné, théorie et pratique peuvent entrer dans une danse harmonieuse dont les pas et le rythme font l'objet d'une science rigoureuse. ●

*Geoffrey Dagard est professeur certifié de philosophie.

« Le véritable geste marxiste aujourd'hui est une lecture de Lénine qui identifie le geste qui écarte, entre février et octobre 1917, les deux écueils traditionnels du mouvement ouvrier : l'attentisme social-démocrate et la stérile agitation gauchiste. »

Les critiques formulées dans ces articles n'engagent que leurs auteurs.
Cause commune favorise la publication d'avis variés mais personnels.

Nouvelles remarques sur le passage à l'acte

EPEL, 2019

JEAN ALLOUCH

PAR GEORGE-HENRI MELENOTE

L'organisation des sociétés actuelles vise au contrôle des consciences, dans un monde où l'absence de pensée tient lieu de catéchisme délivré au plus grand nombre. La psychanalyse adopte une position critique vis-à-vis d'un pouvoir étendu à toute la population. Elle produit de nouvelles élaborations parmi lesquelles une des contributions majeures est celle de Jean Allouch. Son dernier ouvrage, *Nouvelles remarques sur le passage à l'acte*, s'inscrit contre la remise de la pensée freudienne dans les placards d'une théorie dépassée.

Jean Allouch y renouvelle les savoirs produits en leur temps par le discours psychiatrique sur le passage à l'acte. Celui-ci se limitait à un acte violent et irréfléchi. Michel Foucault le disait déjà, les psychopathes menaçaient la société. Il fallait la « défendre » en pathologisant un comportement déviant et menaçant, en le diagnostiquant et en l'enfermant dans l'hôpital psychiatrique ou dans les geôles de la République.

Dans son ouvrage, Jean Allouch prend appui sur les travaux de Fetih Benslama pour introduire deux nouveaux abords qui s'éloignent d'une telle conception disciplinaire : il distingue d'un côté le saut épique, de l'autre le passage à l'acte. Fetih Benslama s'est penché sur les actes meurtriers commis par les djihadistes. Il est allé à leur rencontre et s'est documenté sur toutes les publications anthropologiques portant sur ce phénomène. Il a donné à leurs actes le nom de « sauts épiques ». Contre la logique disciplinaire, il a en effet jugé que ces actions témoignaient d'une rupture dans leur vie : « Le saut épique, écrit-il, est ce moment où s'effectue le mouvement d'un *détachement* de quelqu'un de ce qu'il a été, de sorte qu'il opère une rupture ou une bifurcation de son trajet existentiel, rupture à partir de laquelle il adopte un mode agoniste de paraître, de parler, d'agir. » Cette personne s'engage dans le *djihad* de façon sacrificielle, dans une visée rédemptrice. Par son acte, elle se lave de



tout ce qu'elle a été. Elle s'inscrit dans un récit religieux qui va lui offrir son salut par un saut épique. Ainsi, elle rompt avec son passé et entre dans un récit qui a un sens par excellence religieux.

À cette catégorie du saut épique, Jean Allouch ajoute celle du passage à l'acte. Se référant au meurtre d'Hélène Rytman par Louis Althusser, ou à Claire Lannes dans le texte de Marguerite Duras *L'Amante anglaise*, il remarque que le passage à l'acte n'a aucune justification. Loin de s'inscrire dans la quête d'une salvation, le passage à l'acte est sans raison. Il a lieu. Devant un tel acte, la tâche du psychologue est vaine. Il n'y trouve aucune justification. C'est un acte brut qui ne donne aucune prise à l'expertise. Il ne s'inscrit dans nul récit, dans nulle histoire. Il échappe à tout diagnostic. Il ne se soigne pas. Il s'enfonce comme un clou dans les appareils du savoir psychiatrique pour le subvertir.

Ce livre est une interrogation sur les savoirs contemporains portant sur la domestication de l'esprit. Il les interpelle pour montrer qu'il serait vain de poser que, dans le domaine de l'esprit, nous sommes entrés dans l'ère de la maîtrise. Une des tâches contemporaines de la psychanalyse est de montrer les limites d'une telle entreprise. Elle s'élève contre la domestication de l'esprit humain par une idéologie qui vise à le soumettre à ses impératifs. ●

Qui a tué vos emplois ?

Seuil, 2019

FIODOR RILOV ET ALEXIA EYCHENNE

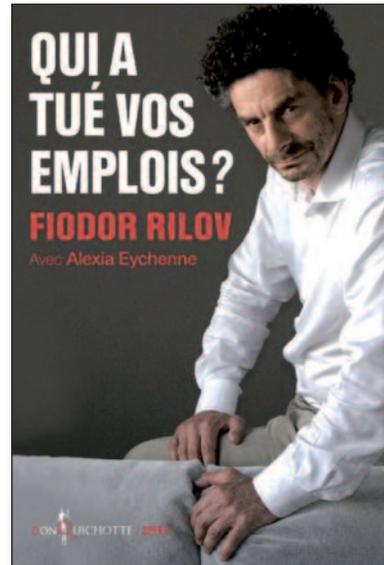
PAR **DORIAN MELLOTT**

Surnommé l'« avocat rouge », qualifié de « bête noire des patrons », Fiodor Rilov publie au Seuil son premier ouvrage : *Qui a tué vos emplois ?* Ce n'est d'ailleurs pas exactement un premier ouvrage pour ce docteur en droit qui a soutenu une thèse de droit comparé entre les droits du travail français et allemand. C'est cependant son premier livre publié.

Avocat depuis 2004, Fiodor Rilov est connu pour des affaires médiatiques. On pense bien sûr à Goodyear, qui lui a valu une victoire récente devant les prud'hommes d'Amiens, mais aussi à Continental, Mory Ducros, Samsonite, 3 Suisses ou encore UPS. Avocat militant, il présente la bataille judiciaire comme un point d'appui – sinon un prolongement – de la lutte des classes. À travers les grandes affaires qu'il a traitées, Fiodor Rilov nous plonge au cœur de la stratégie financière des multinationales qui conduit aux « plans de sauvegarde de l'emploi » – terme policé quoiqu'officiel pour désigner les licenciements collectifs – que connaît le pays.

Ces affaires sont bien connues, souvent pour avoir fait la une des journaux télévisés lors de l'annonce d'un plan de licenciement. Ce livre nous promène dans des sociétés qui nous évoquent toujours quelque chose et nous offre des exemples parlants des conséquences sociales et humaines de la financiarisation du capitalisme. On n'est donc jamais plongé dans l'inconnu et, en même temps, on apprend et on comprend les raisons de ces choix financiers.

Parfois au hasard d'un informateur anonyme, d'autres fois en déployant une stratégie complexe et en déjouant celle des adversaires ou en surpassant les difficultés posées par des procédures complexes, Fiodor Rilov nous montre comment il accède aux informations qui lui permettent de comprendre la stratégie financière de ces sociétés et d'identifier le véritable décideur. Ces pages nous montrent comment le capital s'organise, comment les rapports sociaux au sein de l'entreprise sont mystifiés,



notamment en recourant à des figures juridiques qui permettent de dissimuler les responsables de la casse. La force de ces récits est d'illustrer et de donner un caractère concret à ce que représente la recherche d'un meilleur taux de profit. Il ne s'agit pas d'une succession d'anecdotes, mais d'un ensemble de récits articulés les uns aux autres et appuyés – ou mis au service – d'une démonstration sur le fonctionnement du capitalisme financiarisé.

Outil de compréhension très utile à la veille d'une période de licenciement de masse, ce livre peut être un point d'appui pour l'action. On regrettera qu'il se conclue par une critique assez acerbe de la Confédération CGT et de la direction du PCF quand son contenu aurait pu laisser espérer une ouverture sur des perspectives d'action et des propositions pour conquérir de nouveaux droits. ●

Les dix commencements du jour d'après

Éditions Arcane 17, 2020

PIERRE DHARRÉVILLE

PAR **JEAN-JACQUES BAREY**

Le jour d'après, c'est maintenant... C'est peut-être la conclusion à tirer de ce petit livre. Écrit au cœur de la crise du coronavirus, pendant les rares loisirs que laissèrent à son auteur son mandat parlementaire et ses autres lourdes responsabilités, l'ouvrage est court, alerte, méthodique. Comme le dit l'éditeur : « Le coronavirus a passé notre société au révélateur. [...] Dans ce temps suspendu, ont ressurgi des questionnements et des aspirations enfouies. Un mini-décatalogue pour le temps présent, écrit dans l'urgence, dont voici quelques (trop) courts extraits :

1- La santé. « La pandémie vient nous rappeler au droit à la santé. Un droit universel des femmes et des hommes. Un droit à conquérir, à promouvoir, à protéger, à défendre. Il ne s'agit pas seulement de le proclamer. Il a besoin d'institutions pour exister autrement que dans les déclarations. »

2- Le travail. « Le gouvernement a encore ouvert les vannes des contrats précaires dans le confinement et le déconfinement, profitant des largesses de l'état d'urgence sanitaire, alors qu'il était justement urgent de sécuriser. [...] L'heure est à agir pour un travail qui libère. Et donc à libérer le travail. »

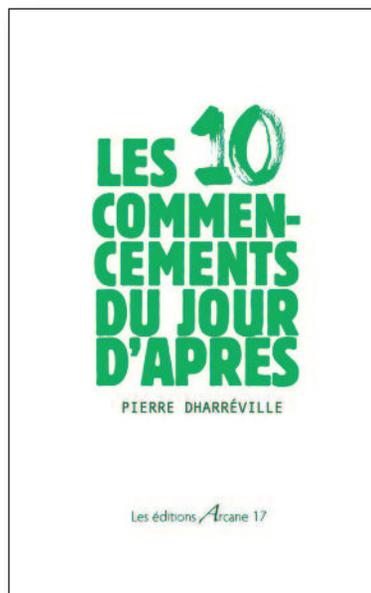
3- Les outils de production. « La soif de profit attise un dumping social insupportable, gâche le travail, les savoir-faire, les outils, la planète. [...] L'intervention publique doit être utile à gagner des leviers pour agir sur le réel et non pour réactiver aveuglément le marché. »

4- Le service public. « Nous devons disposer d'outils gérés démocratiquement pour garantir les droits fondamentaux, protéger les biens communs, relever les défis essentiels. Nous devons prendre appui sur cette épreuve pour enclencher un nouvel élan et reconquérir des espaces contre le marché. »

5- Les inégalités sociales. « Les inégalités sont le moteur de l'idéologie néolibérale. [...] Nous devons consolider une société des droits : les droits doivent être élevés parce qu'ils sont protecteurs face aux risques et parce qu'ils diminuent les inégalités. »

6- La personne humaine. « Prendre soin de chacune et de chacun, à commencer par les plus fragiles. C'est sans doute un des grands enseignements de la crise. [...] Défendre la dignité humaine à tous les âges de la vie, voilà une exigence que nous devons mieux honorer dans le monde d'après. »

7- La culture, le sport et l'éducation. « Les travailleurs et travailleuses de la culture ont souffert et leur avenir s'écrit



en pointillé. [...] Il faut s'assurer que nous allons bien maintenir notre capacité de création : nous en aurons fichtrement besoin pour imaginer l'avenir. Les politiques publiques doivent être au rendez-vous, de préférence audacieuses plutôt que transparentes. »

8- La liberté. « Au stade où nous étions, se confiner pour se protéger, chacune et chacun l'a compris, y a consenti et s'y est appliqué. Mais sur ce choix, nous avons perdu toute maîtrise. [...] Nos libertés, nos droits fondamentaux sont trop précieux pour qu'on les laisse réduire. »

9- La croissance capitaliste. « Il faut prendre cette pandémie comme une nouvelle alerte, sérieuse s'il en est, concernant notre relation à la planète. Nous ne pouvons pas continuer un tel pillage et gaspillage. [...] En prenant un peu de recul sur la façon dont nous vivons, nous mesurons l'urgence d'un nouvel élan de civilisation. »

10- L'humain sur sa planète. « Quelle humanité voulons-nous être ? disait le philosophe Lucien Sève. C'est à cette question qu'il nous revient de répondre, devant cette crise qui affecte toute l'humanité. C'est à cette échelle que nous devons penser le jour d'après. [...] Continuons à penser, continuons à inventer, continuons à rêver, continuons à imaginer, continuons à agir. Re commençons à vivre. Libres. »

On l'aura compris, et l'anaphore finale nous le confirme, le mot-clé de tout cela, c'est « Continuons ! »...

Téléchargement gratuit sur le site des Éditions Arcane 17 : <http://www.editions-arcane17.net/sites/default/files/2020-07/9782918721...> ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

« Démocratie libérale » et « démocratie antilibérale »

À propos d'un livre de Yascha Mounk

PAR FLORIAN GULLI*

Nous discuterons l'ouvrage de Yascha Mounk, *Le peuple contre la démocratie* publié en 2018 et traduit la même année en français. Le livre veut être une défense de la « démocratie libérale » menacée par la « démocratie antilibérale ».



Qu'est-ce que la démocratie pour Yascha Mounk ? « Un ensemble d'institutions électorales obligatoires qui traduit dans les faits la volonté populaire ». Le libéralisme ? Des « institutions [qui] protègent dans les faits l'État de droit et garantissent les libertés individuelles » (p. 43). Le risque ? « Que la démocratie et le libéralisme puissent un jour entrer en opposition », la volonté populaire détruisant institutions et libertés fondamentales.

LES ÉLITES CONTRE LA DÉMOCRATIE

Tout ceci ressemble à première vue au thème libéral classique : la tyrannie de la majorité. Une décision majoritaire peut parfaitement être injuste, c'est-à-dire porter atteinte aux droits fondamentaux d'individus ou de groupes sociaux. Ainsi une majorité religieuse pourrait décider démocratiquement d'opprimer une minorité religieuse. (Historiquement, l'argument a souvent pris un tour propriétaire : le droit fondamental qui importait en effet le plus aux libéraux, celui dont ils craignaient le plus qu'il soit menacé par la démocratie, était le droit de propriété. Si le philosophe libéral Tocqueville s'est opposé au suffrage universel, c'est pour cette raison : une majorité de pauvres ne manquerait pas de décider de piller par l'impôt les richesses de la minorité des possédants). Yascha Mounk s'inscrit dans cette tradition. Son originalité est d'ajouter à ce risque de démocratie antilibérale, le risque d'un libéralisme antidémocratique « malgré des élections régulières

et ouvertes ». L'Union européenne, mais aussi l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest (p. 24) seraient des exemples de ce libéralisme antidémocratique où « le système penche tellement vers le profit des élites que les élections ne servent plus que rarement à traduire la volonté du peuple en politique publique ». Il ajoute que ces deux menaces contemporaines sont les deux faces d'une même pièce, « l'ascension des populismes » nourrissant « le règne des technocrates » et *vis et versa*. « Les préférences des électeurs sont de plus en plus antilibérales », « les élites se sont emparées du système politique et l'ont rendu de plus de plus sourd » (p. 25). Le face à face Macron/Le Pen est l'incarnation française de ce phénomène devenu mondial. Première difficulté. Si la démocratie libérale est bien menacée de deux côtés, si elle connaît une « double crise », le titre du livre, symptomatiquement, n'en pointe qu'un seul. Le livre aurait dû s'intituler *Le peuple et les élites contre la démocratie* et non : *Le peuple contre la démocratie*. Le nom choisi par Yascha Mounk pour nommer ce danger est « populisme ». N'aurait-il pas été plus cohérent, en accord avec les prémisses du raisonnement, de parler aussi d'un « élitisme » ? Si Yascha Mounk ne le fait pas, c'est parce qu'il estime que nous ne pourrions pas vraiment sortir du libéralisme antidémocratique (p. 137). La complexité de nos sociétés l'exigerait : « tirer un trait sur les agences indépendantes et les organisations internationales dans le but de rendre le pouvoir au peuple n'aboutirait à rien » (p. 358). Mais n'est-il pas illusoire de penser que nous pourrions avoir le libéralisme antidémocratique sans les démocraties antilibérales ? ►►

►► POPULISME DE GAUCHE ET POPULISME DE DROITE

Deuxième difficulté. Précisément l'emploi de cette catégorie fourre-tout de « populisme ». On trouve, derrière le mot « populisme » un bien curieux attelage : Trump, Erdogan et Orban, mais aussi Chavez, Alexis Tsipras de Syriza et Pablo Iglesias de Podemos... Yasha Mounk retrouve là un lieu commun de la *doxa* libérale des années 1980. Celle-ci trace un « cercle de la raison », incluant libéraux de gauche et libéraux de droite. A l'extérieur de ce cercle, l'irrationalité politique, les extrêmes qui se rejoignent, le refus du néolibéralisme repeint en refus de la réalité, le peuple ignorant à éduquer, les classes populaires présumées racistes, misogynes et hostiles aux institutions, etc.

Le livre assimile donc sans cesse « populisme » de gauche (c'est-à-dire tout ce qui n'est pas le libéralisme de gauche) et populisme de droite. Pourtant l'auteur, malgré lui, réfute en maints endroits cet amalgame. On peut lire p. 26 : « Lorsque les populistes se présentent aux élections, ils dirigent avant tout leur bile sur les groupes ethniques ou religieux qu'ils refusent de reconnaître comme "vrai" peuple ». Plus loin, le « populisme » est une sorte de « rébellion contre le pluralisme » ethnique (p. 243), un « nationalisme de l'exclusion » (p. 293). En quoi tout ceci concernerait Syriza, Podemos ou encore Chavez ?

En réalité, et quoiqu'en pense l'auteur, le livre est largement une critique du « populisme » *de droite*. Les exemples mentionnés renvoient pour la plupart aux formations d'extrême droite de l'Est européen ou de l'Allemagne. Une rapide recherche des occurrences de noms de dirigeants d'État ou de parti conduit à la même conclusion. L'extrême-droite l'emporte haut la main, citée des *dizaines de fois plus* que le présumé « populisme » de gauche. Le nom le plus cité étant celui de Trump.

Alors bien sûr, on peut toujours comparer Donald Trump à Hugo Chavez ou à Pablo Iglesias. Mais le risque serait de ne regarder que les comparaisons qui nous arrangent. Pourquoi ne retenir que ce qui semble identifier Trump, Chavez ou Berlusconi ? Prenons par exemple la politique fiscale de Trump ; ne peut-on pas la rapprocher de celle de Macron, de celle de Blair et de Schröder, avant lui ? Thomas Piketty écrit sur son blog : « On a coutume d'opposer Trump et Macron : d'un côté le vulgaire businessman américain, aux tweets xénophobes et climato-sceptiques ; de l'autre l'esprit européen éclairé, soucieux de dialogue des cultures et de développement durable. Tout cela n'est pas entièrement faux, et de surcroît bien agréable pour nos oreilles françaises. Mais si l'on regarde de plus près les politiques menées, on est frappé par les similitudes. En particulier, Trump comme Macron viennent de faire adopter des réformes fiscales extrêmement proches, et qui dans les deux cas constituent une incroyable fuite en avant dans le mouvement de dumping fiscal en faveur

des plus riches et des plus mobiles » (Le blog de Thomas Piketty, « Trump, Macron: même combat », 12 décembre 2017). Alors si Trump ressemble par certains aspects à Chavez et par d'autres à Macron (ou Clinton), pourquoi ne retenir qu'un seul terme de comparaison ? Ne risque-t-on pas de produire une catégorie bien abstraite - « populisme » - qui n'existe que dans la tête du chercheur ?

QUELLE DIFFÉRENCE ENTRE POPULISME ET LIBÉRALISME ?

Mais laissons Trump. Les discours stigmatisants à l'égard des minorités, le nationalisme de l'exclusion, etc., ces discours n'ont-ils pas été tenus aussi par Georges W. Bush et Ronald Reagan, pourtant qualifiés de libéraux par Yasha Mounk (p. 41) ? Quant à Chirac, Sarkozy ou Thatcher, tous libéraux revendiqués, n'ont-ils jamais versé dans ce type de prose ? On ne comprend plus alors la différence entre populisme et libéralisme.

Yasha Mounk répondra que le populisme se caractérise, moins par le contenu de ses politiques, que par une certaine idée de la politique.

1/ « La politique est simple (et qui n'est pas d'accord est un traître) ». La simplicité (le simplisme) de Trump aurait plu aux électeurs, tandis que la complexité de Clinton aurait joué contre elle. Peut-être. Mais là encore, le libéralisme ne s'est-il pas illustré, des décennies durant, par le même type de simplisme ? Il suffisait en effet, nous assurerait-on, de réduire les impôts des plus riches pour voir la richesse ruisseler jusqu'en bas de la société. Il suffisait de réduire les budgets du service public pour que la croissance se porte au mieux. Le libéralisme des quarante dernières années, celui de Clinton, mari et femme, pourrait se formuler ainsi : « la politique est simple (et qui n'est pas d'accord est trop idiot pour comprendre les lois naturelles de l'économie) ».

2/ « Nous sommes votre voix (et tous les autres sont des traîtres) ». « Je suis votre voix » dit Trump. Et ceci va de pair avec une critique morale des opposants. La politique est conçue de façon absolument réductrice : l'opposition de la sincérité à la corruption, à la trahison et à l'égoïsme des élites, qui auraient vendu le pays, etc. Dans ce cadre, il n'y a plus de débat d'idées, plus de conceptions du monde qui s'affrontent au moyen d'arguments, mais seulement des gentils (Trump) et des méchants (Clinton). L'élection n'est plus que le moyen de remplacer les malhonnêtes par les honnêtes. On regrettera avec l'auteur cette dégradation de l'espace public. Mais nous pensons que le libéralisme en est largement responsable. Bien trop souvent, il ridiculise et ringardise ses oppositions (celles, en particulier, venues des traditions socialistes et commu-

nistes) au lieu de discuter leurs arguments. Refuse-t-on une réforme libérale (diminution de l'assurance chômage, baisse des pensions de retraites, « modernisation » de l'hôpital, etc.) ? C'est d'abord qu'on est trop idiot pour en comprendre la nécessité, malgré les efforts de « pédagogie » des gouvernants. On est bientôt repeint en « conservateur » refusant la « modernité », en tenant d'un « corporatisme » étroit, en défenseur de « privilèges » honteux, en « égoïste » insensible au sort des générations futures... L'éditorialiste libéral, en France, aime à parler de « grogne sociale ». Est-il besoin de rappeler que « grogner » se dit du « cochon » ? Bref, il ne semble pas que les libéraux aient davantage pris soin de l'espace public que lesdits « populistes ». Le libéralisme peut se formuler ainsi : « nous sommes la voix de la raison (et tous les autres sont des idiots et/ou des égoïstes privilégiés) ».

3/ « Le peuple décide (de faire ce qu'il veut) ». Et rien ne garantit qu'il veuille le bien. Yasha Mounk mentionne l'exemple de la votation suisse de 2009 ayant conduit à interdire la construction d'un minaret. Soit ! Mais rien n'empêche de penser des « référendums d'initiatives populaires » encadrés, qui visent seulement à conquérir de nouveaux droits et non à en remettre en cause (c'est une proposition du Parti communiste français).

Rien ne garantit, ensuite, la compétence du peuple, si bien que face à la complexité de notre monde, « certains aspects du libéralisme antidémocratique sont difficiles à éviter » (p. 358). Plus de démocratie cependant ne signifie pas moins d'expertise. Le peuple a absolument besoin d'experts pour le conseiller. Mais les experts ne doivent pas commander. Il faut inventer des formes d'implications citoyennes liées à l'expertise scientifique : le sondage délibératif de James Fischkin, par exemple, mais aussi des référendums avec journées banalisées pour en discuter sur les lieux de travail, etc. Il ne faut pas caricaturer l'idée d'une réappropriation populaire du politique ; il ne s'agit pas de mettre les compétences à la porte et d'ouvrir une AG permanente, façon « comité de lutte », pour gérer un pays. En revanche, la tendance des libéraux à contourner les décisions populaires (non respect du référendum de 2005 en France, mise au point de diri-

geants européens en 2008 : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens ») nourrit la démocratie antilibérale et décrédibilise les institutions aux yeux du plus grand nombre qui ne tarde pas à se dire : « pourquoi respecter des formes politiques sourdes à nos revendications, monopolisées par des couches sociales privilégiées habitant dans un autre monde que le nôtre ? ». La formule décrivant le libéralisme pourrait être : « Je décide à la place du peuple (et je m'étonne que ce peuple éprouve de plus en plus de ressentiment à mon égard) ».

PAS DE POLITIQUE POUR LE PEUPLE SANS LE PEUPLE

Comment consolider la démocratie ? En domestiquant le nationalisme, en réparant l'économie, propose Yasha Mounk. Nous le suivons sur tous ces points, en y ajoutant l'indispensable démocratisation des institutions politiques. Seulement, sur quelles forces sociales va-t-on s'appuyer pour réaliser ces réformes indispensables ? Qui a intérêt à un régime fiscale plus juste ? Qui a intérêt à un « État-providence moderne » ? Qui veut un « travail sensé » ? On

peut toujours en appeler au sens des responsabilités des libéraux, en leur rappelant, ce qui est très juste, que la répartition des richesses « n'est pas qu'une question de justice distributive ; [mais] elle est une question de stabilité politique » (p. 30). Nous n'y croyons guère. Pas de politique pour le peuple *sans le peuple*.

Tout ceci nous amène assez loin du libéralisme, vers les rivages d'un autre courant de

« Si la démocratie libérale est menacée de deux côtés, le titre du livre, symptomatiquement, n'en pointe qu'un seul. Le livre aurait du s'intituler *Le peuple et les élites contre la démocratie et non : Le peuple contre la démocratie.* »

pensée que l'on pourrait nommer socialisme ou communisme, façon XXI^e siècle. Car « réparer l'économie » ne veut rien dire d'autres qu'engager un certain nombre de ruptures avec les logiques capitalistes. Le Grand soir ? Non ; mais de sérieuses « évolutions révolutionnaires » (Jaurès) qui soustraient des institutions sociales de la logique marchande. C'est le prix de la consolidation de la démocratie, c'est le prix pour une sortie du libéralisme antidémocratique qui ne passe pas par la démocratie antilibérale. ■

***Florian Gulli** est philosophe. Il est professeur agrégé au lycée Jules-Haag de Besançon.

Construire des luttes communes dans une visée communiste ne peut se passer des élaborations théoriques que les penseuses du féminisme notamment ont transmises. **Cause commune** propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

Une mémoire de l'immémorial est-elle possible ? Recueillement de traces qui demeurent traces sans être assignées au rôle de marques ? Une histoire de ce qui échappe à l'histoire, et qui ne se nouerait pas dans le nom mais dans l'innommé. « L'histoire des femmes » n'escamote-t-elle pas les femmes dans son souci de ne reconnaître que des sujets ? N'a-t-elle pas tendance à remplacer les mères, et les mères des mères, par Simone de Beauvoir, Rosa Luxemburg ou Hannah Arendt ? Comme s'il n'y avait d'identité qu'identifiable.

Une femme meurt seule dans son asile, abandonnée de tous et que défigure l'âge et la folie, échevelée sur l'oreiller. Vais-je escamoter son cadavre indécent pour n'honorer que les dépouilles illustres promises à un nouveau Panthéon. Filles des nommées, ne suis-je pas aussi fille des sans nom ? L'his-

toire est parfois oblitération de la mémoire. C'est en ma chair que je soutiens quotidiennement le poids de celles qui m'ont précédée, chair malade de ce poids muet qui ne s'énonce en moi que par stigmates : migraine, douleur de dos, absence de sommeil, et le vomissement soudain du matin. Voix refoulées de toutes les muettes qui crient l'en moins dans mon plus d'être. Et moi-même, où, à qui, laisserais-je l'anonymat de ce qui fut mon silence ? Ne survivrai-je que dans les marques que j'ai médiocrement mais obstinément imprimées à ce temps relevé à la dignité d'une époque ? La transmission se réduit-elle à la lignée d'une nouvelle généalogie, et le visage à la lumière du photographique ? L'héritage est aussi le nocturne que le diurne toujours refoulé. Ma mère en gloire n'abolit pas ma mère en déréliction. Celle qui écrit des livres, prit la

tête d'émeutes, inventa un vaccin, ne m'enfanta pas plus que celle qui chaque jour ouvrirait les volets de ma chambre. »

À défaut d'avoir imprimé des « marques » à l'histoire (publication de livres, actrice de l'histoire présente dans les manuels scolaires ou dans les archives, grandes scientifiques), les femmes anonymes continuent de hanter notre présent par les effets qu'elles produisent sur nos corps (migraine, vomissement). Ces effets sont des « traces » éléments auxquels le travail scientifique de l'historien ne peut pas vraiment avoir accès. L'histoire de ces femmes est enfouie dans un immémorial, une histoire inaccessible alors qu'elles ont été importantes dans nos vies comme c'est le cas des mères ouvrant nos fenêtres chaque matin.

L'impossible mémoire des femmes anonymes

— PAR SALIHA BOUSSEDRA* —

L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE

Le problème que soulève la philosophie ici est insoluble : pour le comprendre, il faut commencer par distinguer l'histoire et la mémoire. Pour en donner une brève explication, l'histoire est du côté du procédé scientifique qui consiste à s'appuyer sur des faits pour dire l'histoire. La mémoire, au contraire, s'appuie sur nos propres souvenirs, elle est considérée comme subjective (un témoignage par exemple), partielle voire partiale. Pour schématiser, nous pourrions dire que la « marque » est du côté de l'histoire c'est-à-dire d'un élément tangible sur lequel l'historien peut s'appuyer pour mener à bien son travail scientifique. La « trace » est du côté de la mémoire, elle n'est pas toujours assez solide pour relever d'un fait scientifique. Le paradoxe soulevé par la philosophie est

alors le suivant : les femmes anonymes existent à travers notre mémoire ou les manifestations de notre corps. Pourtant la volonté des féministes de rétablir la place des femmes dans l'histoire du monde (au sens scientifique) est impuissante à faire exister les millions de femmes n'ayant laissé que des « traces ».

La pensée de la philosophe oscille entre ce qui relève du paradoxe et ce qui relève de la contradiction. Traduire schématiquement sa pensée nous conduirait à dire que le paradoxe est du côté de la finitude humaine, de l'impossible, de ce qui ne peut être dépassé, jamais nulle part (la mort, la maladie, etc.), la contradiction serait du côté du possible et plus exactement du côté du « politique », de ce sur quoi nous pouvons intervenir et que nous pouvons changer. À travers ces distinctions qui

semblent délimiter le champ de sa pensée, elle tente de penser le mouvement féministe. Comme tout mouvement d'opprimés, le mouvement féministe oscille entre les dénonciations induites par l'exclusion dont les femmes sont l'objet (leur exclusion de l'histoire officielle par exemple) et l'institutionnalisation de la lutte qui charrie toujours avec elle un certain nombre de travers au premier rang desquels se trouve la reproduction des éléments attribués à la culture masculine ou ce qu'elle appelle sous forme d'interrogation le « devenir-homme des femmes ». Les mouvements de libération se trouvent toujours pris dans ces voies impossibles, entre celles qui consistent à opérer une transformation profonde du monde et celles qui consistent à s'y assimiler simplement pour rendre la vie plus vivable. Si Françoise Collin appelle de ses vœux à un féminisme de transformation du monde, elle ne tranche pas entre les deux voies reconnaissant les nécessités et les apports de l'assimilation ou de l'institutionnalisation de la lutte des femmes. Néanmoins, son travail ne consiste pas moins à rappeler ce qui dans le discours (politique ou théorique) est miné par le texte ou la pensée. Ici, le discours scientifique relatif à l'histoire des femmes est miné par la mémoire de celles qui n'ont laissé que des traces. Le texte ici ou la pensée

« La théorie ou le discours apparaissent impuissants à faire place à cet immémorial de l'histoire des femmes. »

sont toujours ce qui excède le discours qu'il soit d'ordre politique ou théorique. Tout en reconnaissant leur nécessité (au discours et à la théorie), elle dénonce leur volonté de faire système et de vouloir « maîtriser » les choses. En revanche, le texte ou la pensée sont fondamentalement portés par des paradoxes ou pour le dire dans un langage plus clair, par des problèmes non résolus. Les problèmes portés par le texte ou la pensée empêchent le discours ou le système théorique de se refermer sur lui-même de manière définitive. Dans ce cadre, s'éclaire sans doute ce texte où elle s'interroge sur l'impossible mémoire des femmes oubliées et que pourtant nous portons les unes et les autres en nous. En ce sens, la théorie ou le discours apparaissent impuissants à faire place à cet immémorial de l'histoire des femmes. Pourtant, à travers ce que nous dit le langage du corps, nous portons bien ces femmes

« À célébrer seulement celles qui ont imprimé l'histoire pour en faire les figures identifiables auxquelles il faut porter reconnaissance, on s'amputerait de toutes celles que pourtant nous portons en nous. »

en nous. Le problème que pose Françoise Collin ne peut se résoudre. Sa question est radicale en ce qu'elle pousse l'histoire scientifique ainsi que le travail de mémoire mené par les féministes jusqu'à leur impuissance : que faire des millions de femmes anonymes ? Comment ramener à la lumière ces anonymes quand ni la méthode scientifique de l'histoire ni les raisons qui peuvent pousser des féministes à faire connaître l'histoire d'une femme ne sont réunies ?

LA MÉMOIRE DE L'IMMÉMORIAL

Ici, plus particulièrement, elle pose la question de savoir si une mémoire de l'immémorial est possible. La question est radicale puisqu'elle porte à la fois sur ce qui est irréprésentable (les millions voire les milliards d'anonymes) et en même temps sur ce que nous portons en nous. La radicalité de la question tient à ce qu'est l'immémorial : dans une définition simple, il est ce qui remonte à des temps désormais inaccessibles, hors de notre portée. Dans une approche conceptuelle, l'immémorial met la théorie en échec : elle n'a aucun moyen de l'approcher alors qu'elle sait qu'il a existé. Poser la question d'une mémoire de l'immémorial conduit nécessairement à mettre la théorie en échec, à la mettre devant son impuissance. Ici, plus particulièrement le problème est adressé aux féministes : que peut dire le discours féministe des millions d'anonymes qui n'auront laissé que des traces ? Ces milliards d'anonymes sont aussi nos mères, nos grands-mères, celles qui n'auront pas laissé des « marques » susceptibles de les identifier et de les faire reconnaître à la postérité. La marque est par exemple une statue ou un buste à l'effigie d'une femme (rare), un livre édité voire une œuvre, un prix Nobel, un enterrement au Panthéon. La trace quant à elle est plus discrète, il peut s'agir d'une bague qu'on tient d'une grand-mère qui a marqué l'histoire de la famille, d'une lettre un jour qui a sauvé une vie, d'un nom oublié qui a hébergé et caché des enfants juifs, d'un enfant de la classe ouvrière ►►

► mort du surtravail dans les usines, d'un arrière-grand-père qui un jour a réussi à fuir une plantation d'esclaves. Françoise Collin ne cherche pas à opposer les figures telles que celles de Rosa Luxemburg, Simone de Beauvoir ou encore Hannah Arendt qui ont imprimé leur marque à l'histoire aux anonymes qu'ont été nos mères et qui disparues de nos mémoires n'auront laissé que des traces. Au contraire, il est important pour les femmes qu'elles puissent avoir ces modèles auxquels s'identifier et qui font histoire. Elle cherche à dire qu'à célébrer seulement celles qui ont imprimé l'histoire pour en faire les figures identifiables auxquelles il faut porter reconnaissance, on s'amputerait de toutes celles que pourtant nous portons en nous. Les voix étouffées et les vies de ces millions de femmes anonymes se transmettent à nous à travers nos migraines, nos insomnies, nos maux de dos et le vomissement du matin. Voix étouffées, vies oubliées, elles trouvent leurs expressions à travers les maux du corps lui-même. Ces vies inexprimables et irréprésentables obsèdent tout discours ou toute théorie les empêchant de refermer sur eux-mêmes, de se clôturer.

Comment ce texte de Françoise Collin peut nous aider à penser les rapports à l'histoire et à la mémoire ? Sans prétendre répondre à une pareille question, il est possible d'ouvrir quelques pistes d'interrogation. En effet, le problème soulevé par la philosophe est porteur d'une certaine radicalité en particulier pour ce qui concerne les femmes mais la question peut être élargie à d'autres problématiques. Comment faire place à l'immémorial en nous lorsque celles et ceux qui ont laissé des *marques* comme Martha Desrumaux ont encore tant de mal à se faire reconnaître par l'histoire officielle ? Comment s'occuper des traces quand une figure aussi marquante que celle d'Ambroise Croizat allait disparaître des radars sans l'apport précieux de certains historiens et réalisateurs tel que Gilles Perret ? Ici, Martha Desrumaux comme Ambroise Croizat sont du côté de la « marque ». Autrement dit, les historiens et les historiennes peuvent avoir accès à beaucoup de documents scientifiques et d'archives leur permettant de mener à bien leur travail scientifique. Pourtant, bien qu'ayant laissé des marques, il a fallu toute une lutte pour qu'ils apparaissent dans l'histoire officielle. Ainsi, encore occupés à faire reconnaître les marques que les dominés ont laissées dans l'histoire nous sommes conduits à laisser de côté la part d'immémorial dont notre histoire est porteuse. Comment un discours politique pourrait-il porter en lui ces vies faites de chair et de sang des enfants d'ouvriers morts engloutis par les conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme hier dans notre pays aujourd'hui sous d'autres contrées ? Qui sera là pour évoquer Mary Anne Walkley morte à 20 ans de surtravail dans une manufacture de mode à Londres en juin 1863 ? Qui pour évoquer la

« Dans la mesure où l'évocation de l'immémorial semble impossible en l'absence de marques, seuls les artistes peuvent ranimer d'entre les morts les milliers de vies perdues et abandonnées à l'anonymat sous l'égide des rapports de domination. »

mémoire anonyme des ouvriers, des colonisés, des anciens esclaves aux vies perdues ? Tous et toutes n'ont pas marqué l'histoire et pourtant nous les portons en nous.

Mais confrontée à Marx la proposition de la philosophe fait face à une autre radicalité : « La révolution sociale du XIX^e siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé ». Ici deux types de radicalités s'affrontent : l'une propose d'amener à la représentation l'irreprésentable, l'autre de se débarrasser du poids encombrant de l'histoire passée pour penser à nouveau frais la société nouvelle. Mais, les deux propositions constituent des impasses qui invitent à penser. En effet, Françoise Collin en évoquant l'immémorial n'est pas sans savoir qu'une telle évocation ne se décrète pas. Le discours politique ou la recherche scientifique peuvent œuvrer en s'attachant à mettre en lumière les marques du passé. Les historiennes peuvent sortir de l'ombre des figures féminines, des historiens peuvent décrire les réalités historiques de l'histoire capitaliste avec son lot de colonialisme et d'esclavagisme. Mais, le discours politique ou théorique s'arrête là où commentent les traces de l'immémorial. Dans la mesure où l'évocation de l'immémorial semble impossible en l'absence de marques, seuls les artistes peuvent ranimer d'entre les morts les milliers de vies perdues et abandonnées à l'anonymat sous l'égide des rapports de domination. De même, comme le sait Marx aussi, l'accouchement d'une société nouvelle peut bien couper le cordon ombilical qui la lie à l'ancienne société mais sans jamais pouvoir effacer pour autant son origine. ★

*Saliha Bussedra est philosophe. Elle est docteure de l'université de Strasbourg.



ORGANISEZ DES DÉBATS !

avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50

Claude Saligny



ou au 01 40 40 12 30

Monique Renault



Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause **★** commune
est sur **Facebook**

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE
.....



Guillaume Roubaud-Quashie
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Camille Ducrot
(Critiques/Lire)



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Saliha Bousredra
(Dans le texte)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Léo Purguette
(Grand entre-
tien)



Baptiste Giron
(Histoire)



Jérémie Giono
(Militer)



Delphine Miquel
(Militer)



Sophie Mazenot-Chappuy
(Parlement)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production
de territoires)



Corinne Luxembourg
(Production
de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Benjamin Sozzi
Vidéo



Claudine Périllaud
Relecture



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Aurélien Bonnarel



Aurélien Aramini



Florian Gulli
Université permanente

PROCHAIN NUMÉRO
novembre/décembre : **Communisme**



Prix : 8€